

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LE RECOURS DU VOISIN EN CAS D'INCENDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1933, à 14 heures

PAR

Jean MARANGET

MEMBRES DU JURY :

Président :	M. RIPERT, Professeur.
Suffragants	M. ROUAST, Professeur.
	M. SOLUS, Professeur.

PARIS
LES PRESSES MODERNES
IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE

1933

LE RECOURS DU VOISIN

EN CAS D'INCENDIE

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LE RECOURS DU VOISIN EN CAS D'INCENDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1933, à 14 heures

PAR

Jean MARANGET

MEMBRES DU JURY :

Président : M. RIPERT, Professeur.
Suffragants { M. ROUAST, Professeur.
 { M. SOLUS, Professeur.

PARIS
LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE

1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

De tous temps, l'un des sinistres les plus redoutés a été l'incendie.

Dans l'ancienne France, l'emploi exclusif du bois dans les charpentes, l'étroitesse des rues favorisaient l'extension du feu, dont les moyens d'extinction s'avéraient très insuffisants.

Aujourd'hui, le fer a remplacé le bois, les villes ont de belles et larges avenues, mais les métiers à main, les instruments primitifs sont devenus de formidables engins doués d'une puissance créatrice et dévastatrice à la fois.

Le progrès qui embrasse tous les domaines de l'activité, en même temps qu'il a apporté des améliorations aux conditions de la vie, a créé des risques de plus en plus nombreux.

Sans doute, les bienfaits ne sont pas contestables ; mais, à côté des merveilles de la science, que de dangers !

En dehors de l'attentat criminel qui a toujours existé, ce n'est plus seulement l'étincelle projetée du foyer, le tison enflammé tombé du fournil, la fermentation de la récolte rentrée humide, qui sont à craindre. L'incendie aujourd'hui a des causes beaucoup plus complexes, parfois difficiles à prévoir et à découvrir, tels l'explosion d'une machine, l'inflammation de matières nocives, la déflagration de gaz dangereux, le contact de courants électriques.

Ses effets sont aussi, par cela même, plus terribles,

d'autant plus que très souvent des agglomérations importantes sont groupées autour des usines.

La diversité de ses origines, la rapidité de sa propagation, les difficultés de le combattre, font de l'incendie une source de dommages qui peuvent être considérables.

Cette étude a pour objet de rechercher les principes juridiques qui ont régi et régissent la responsabilité de l'auteur du sinistre vis-à-vis des tiers.

Après avoir, dans un premier chapitre, fixé les limites exactes du sujet que nous nous sommes proposés de traiter, nous verrons, dans un deuxième chapitre, comment, en l'absence de tout texte légal précis, il a été fait application, en la matière, des règles générales du droit commun, et comment l'évolution jurisprudentielle qui s'est produite à la fin du XIX^e siècle, à la suite des profonds changements apportés dans l'état économique, par le développement du machinisme, a atteint le recours des voisins en cas d'incendie.

Nous serons ainsi amenés à constater la situation nouvelle faite aux propriétaires par la substitution à l'idée classique de la faute prouvée, de la notion d'une responsabilité plus objective, basée sur une présomption de faute.

Cette substitution qui a eu pour résultat de faire supporter par certains les conséquences illimitées de l'incendie, alors même qu'ils n'avaient commis aucune imprudence, suscita un mouvement en faveur du retour à l'ancienne doctrine, et ce mouvement aboutit à la loi du 7 novembre 1922.

L'étude et la critique de cette disposition légale feront l'objet d'un troisième chapitre.

CHAPITRE PREMIER

LES LIMITES DU RECOURS DES VOISINS

Avant d'examiner les principes qui ont régi et régissent le recours des voisins, il n'est pas inutile de préciser ce qu'il faut juridiquement entendre par incendie d'abord, par voisin ensuite.

SECTION I

L'incendie

L'incendie suppose nécessairement l'action du feu. Il consiste dans l'embrasement total ou partiel d'une chose mobilière ou immobilière qui, par sa nature, son usage ordinaire ou son affectation au moment du sinistre, n'était pas destinée à être détruite ou détériorée de cette manière.

Le bois que l'on brûle, en hiver, dans une cheminée, pour se chauffer, le charbon que l'on met dans le foyer d'une locomotive ou d'une batteuse, ne sont pas consumés dans un incendie. Il en sera autrement si ce bois est la proie des flammes dans le chantier où il a été entassé pour être vendu, ou dans le grenier où il a été mis en réserve, si la machine s'embrace tout entière.

Les pièces d'artifice qui prennent feu dans le magasin dans lequel elles sont conservées, sont incendiées ; elles ne

le sont pas quand elles sont volontairement allumées, en nombre ou isolément pour le plaisir des yeux (1).

L'incendie qui a ainsi pour cause l'accident ou la malveillance, a pour conséquence la ruine totale ou partielle d'une chose.

La définition donnée par Littré, dans le Dictionnaire de la langue française, d'après laquelle l'incendie serait un « feu très grand, très étendu, surtout celui qui consume des édifices, des forêts, un vaste amas de matière », n'est pas absolument exacte. Elle laisse supposer que l'importance du sinistre est une des conditions nécessaires de l'incendie, alors que celui-ci doit s'entendre de tout accident causé par le feu à des biens, quelle qu'en soit la nature, quelle qu'en soit la valeur.

Il suffit que le dommage ait été occasionné par l'action physique et directe du feu, par sa manifestation extérieure et imprévue.

Par suite, les dégâts causés par la foudre, l'explosion, la chaleur, ne doivent pas être considérés comme des dommages d'incendie.

Si, comme ce dernier, l'explosion peut être déterminée par une inflammation brusque, elle peut aussi être le résultat d'un choc, d'une décomposition spontanée, de l'excès de tension d'une vapeur. Les effets ne sont pas, non plus, les mêmes. Dans l'incendie, les dégâts sont occasionnés uniquement par le feu et son extension ; dans l'explosion, ils sont produits par le développement subit d'une force élastique et la commotion qui en résulte, par la dila-

(1) Richard et Maucorps. Traité de la responsabilité civile en matière d'incendie, p. 2.

tation, par l'expansion violente d'une vapeur. Dans le premier cas, si rapide que soit la communication du feu, le sinistre est progressif ; dans le second, il est simultané. « Lorsqu'un obus explose, il n'y a pas dans cette explosion un « incendie », pas plus qu'il n'y a un « incendie » dans le canon d'un fusil au moment où le tireur fait partir la cartouche » (2).

La foudre qui est constituée par une décharge électrique, a également des effets soudains.

Enfin, si la chaleur peut, à la longue, provoquer des détériorations, celles-ci sont les conséquences naturelles de l'usage habituel du feu, entretenu, par exemple, dans des appareils de chauffage ou d'éclairage (3).

Mais, dès qu'il y a incendie, il n'y a pas lieu de distinguer entre les choses consumées et les choses détériorées par la fumée, la vapeur, l'eau, etc..., entre les dégâts qui sont causés directement par les flammes et ceux qui sont occasionnés indirectement par les moyens employés pour les combattre (avaries produites par l'eau des pompes, démolitions effectuées pour faciliter les secours ou arrêter la propagation du sinistre, etc...).

(2) Henri et Léon Mazeaud. Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle, N° 1356.

(3) Paris, 31 janvier 1882. Gaz. des Trib. 18 avril 1882. Cpr l'article 40 de la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance : « L'assureur contre l'incendie répond de tous les dommages causés par conflagration, embrasement ou simple combustion. Toutefois, il ne répond pas, sauf convention contraire, de ceux occasionnés par la simple action de la chaleur ou par le contact immédiat et direct du feu ou d'une substance incandescente, s'il n'y a eu ni incendie, ni commencement d'incendie susceptible de dégénérer en incendie véritable ».

« On doit entendre sous la dénomination générale d'incendie toute suite dommageable du feu, qu'elle soit immédiate ou médiate, d'origine ou par communication, ainsi que tout fait d'attaque ou d'extinction du sinistre » (4).

SECTION II

Le voisin

Le terme « voisin » doit être compris également dans un sens très large.

En principe, toute personne qui, n'habitant pas l'immeuble ou le corps de maison dans lequel le feu a pris naissance, se trouve lésée par suite de la communication de l'incendie aux immeubles ou meubles lui appartenant, est un voisin au regard de celui chez qui l'incendie s'est déclaré.

Il importe peu que cette personne soit propriétaire, locataire ou simple occupant. Il suffit que, ne demeurant pas dans les lieux livrés initialement à l'action du feu, elle ait eu à souffrir de l'incendie.

Elle peut habiter une maison contiguë à ces lieux ou non, occuper un terrain plus ou moins proche. La notion du voisin, en cette matière, n'a pas de limite dans l'espace. Ainsi le feu prend dans un immeuble et gagne successivement toutes les maisons d'un village, le propriétaire de la dernière maison, fût-elle très éloignée de celle où l'incendie a débuté, n'en est pas moins un voisin du premier sinistré (5).

(4) Richard et Maucorps, op. cité, p. 8.

(5) Pandectes français, Nouveau Répertoire, V^o assurance c/ l'incendie, n^o 668.

L'étendue de ce concept du voisin comporte cependant une restriction lorsque le détenteur de la chose incendiée n'en est pas le propriétaire et qu'il existe entre ce dernier et le premier un lien de droit.

§ a. — *Responsabilité du débiteur d'un corps certain.*

Le débiteur d'un corps certain n'est pas le voisin du créancier, en ce qui concerne le corps certain.

De même, l'usufruitier, le mari occupant un immeuble appartenant à sa femme, ne sont pas les voisins, le premier, du nu-propriétaire, le second, de sa femme, en ce qui concerne, bien entendu, l'objet de l'usufruit ou l'immeuble occupé par l'époux.

Leur responsabilité à ce sujet est réglée par l'article 1302 du Code civil. Obligés de conserver et de restituer la chose, ils en doivent la valeur, s'ils ne prouvent pas que l'incendie qui l'a détruite, provient d'une cause qui leur est étrangère (6).

Mais, en dehors de cette unique chose dont il est dû restitution, le droit commun reprend son empire, et le débiteur doit être considéré comme le voisin du créancier, relativement aux autres biens de celui-ci.

Si le débiteur se dessaisit de la chose due en faveur d'un tiers, c'est également le droit commun qui doit être appliqué dans les rapports entre ce tiers et le créancier, aucun lien contractuel n'existant entre ces derniers.

(6) Voir spécialement en ce qui concerne l'usufruitier : Req. 4 juillet 1887. D.P. 1887-1-321.

Le nu-propriétaire n'a d'action contre le locataire de l'usufruitier en réparation du dommage causé à l'immeuble, objet de l'usufruit, qu'à charge de démontrer une faute, conformément à l'article 1382 du code civil (7).

§ b. — *Responsabilité du locataire.*

Les rapports du propriétaire et des locataires qui sont liés avec le premier par un contrat de bail, sont régis par des principes spéciaux.

Comme le détenteur d'un corps certain, le locataire doit, à la fin du bail, restituer la chose louée dans l'état où il l'a reçue. Cette obligation a, pour corollaire, celle de veiller à la conservation de la chose. Si celle-ci a été détériorée ou détruite par un incendie, le Code civil fait une distinction selon qu'il existe un ou plusieurs locataires.

Le premier cas est prévu par l'article 1733. Le locataire « répond de l'incendie à moins qu'il ne prouve : que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine ».

Lorsqu'il est établi que le sinistre est la faute du preneur, la responsabilité de ce dernier découle non seulement de cet article, mais des principes généraux en matière de responsabilité : ayant commis un quasi délit, il est juste qu'il en répare les conséquences dommageables.

(7) Poitiers, 17 octobre 1923. D.P. 1924.2.57.

Henri Lalou, La responsabilité civile, édition 1932, n° 449.

Si, d'autre part, le locataire justifie que l'incendie est le résultat de causes qui lui échappent, ce que la loi énumère cas fortuit ou force majeure, vice de construction, communication du feu par une maison voisine, il se trouve complètement exonéré de toute responsabilité.

Mais, dans les autres cas où la cause de l'incendie demeure inconnue malgré toutes les investigations et les recherches qui ont pu être faites, l'article 1733 prend toute sa valeur. Il édicte une présomption de faute contre le locataire.

Cette conclusion en faveur du propriétaire peut s'expliquer par ce fait que le propriétaire n'habite pas les lieux alors que le locataire les occupe. Dessaisi de l'administration de sa chose, le bailleur ne peut veiller sur elle que d'une manière indirecte ; il ne peut prendre aucune mesure de précaution qui soit de nature à entraver la jouissance du preneur. Il est donc logique que ce dernier soit obligé de veiller sur la chose qui lui est confiée. Or, si cette chose vient à disparaître, c'est vraisemblablement qu'il n'a pas suffisamment veillé sur elle, qu'il n'a été ni diligent, ni attentif. Il est ainsi constitué en faute ; il est responsable.

Le propriétaire pourra donc obtenir des dommages-intérêts ou une indemnité sans articuler, ni justifier une faute de son locataire. C'est celui-ci qui, pour échapper à une condamnation, devra prouver que l'incendie trouve sa cause dans un des faits énumérés par l'article 1733.

Il a la charge de la preuve, comme le débiteur d'un corps certain. Mais sa responsabilité est plus lourde que celle qui découle de l'article 1302.

Ses moyens d'exonération sont essentiellement limités par le texte de la loi (8), et ils doivent être établis par une preuve directe et positive, par des faits précis, et non par de simples présomptions (9).

Par ailleurs, même si aucune faute n'est démontrée à son encontre, il doit non seulement la valeur de la chose louée, mais encore une indemnité pour la résiliation du bail et les loyers perdus pendant le temps nécessaire à la reconstruction et à la relocation.

En cas de bail à colonage partiaire ou métayage, cependant, la responsabilité du métayer est moins lourde que celle du locataire d'immeubles.

Le bailleur possède un droit de regard. Il a la faculté de surveiller les travaux et l'exploitation, relativement au mode de culture et à l'acquisition des bestiaux.

Cette possibilité d'ingérence du propriétaire réduit la responsabilité du preneur. Celui-ci est exonéré du moment qu'il prouve qu'il a veillé à la garde et à la conservation de la chose en bon père de famille (10).

Lorsqu'il y a plusieurs locataires, tous sont, aux termes de l'article 1734 du Code civil, « responsables de l'incendie proportionnellement à la valeur locative de la partie de l'immeuble qu'ils occupent, à moins qu'ils ne prouvent que l'incendie a commencé dans l'habitation de l'un d'eux, auquel cas celui-là seul en est tenu, ou que quel-

(8) Cass. Civ. 4 mai 1905. D.P. 1908.1.33.

(9) Cass. Req. 25 octobre 1911. D.P. 1912.1.225.

(10) Loi du 18 juillet 1889, article 4, alinéa 2.

ques-uns ne prouvent que l'incendie n'a pu commencer chez eux, auquel cas ceux-là n'en sont pas tenus ».

L'ancien texte de cet article établissait une responsabilité solidaire entre les colocataires, qui a été supprimée par la loi du 5 janvier 1883.

L'obligation dont les preneurs sont tenus vis-à-vis du propriétaire, est maintenant une obligation divise. Le bailleur doit mettre en cause tous les locataires responsables de l'incendie de la maison, et ces derniers ne supportent plus les risques de l'insolvabilité de l'un d'entr'eux.

Mais, les conséquences de la modification apportée à l'ancien article 1734 se bornent là.

L'idée de présomption de faute délictuelle subsiste ici comme dans le cas du locataire unique.

La loi envisage deux hypothèses :

1° Il est prouvé que le feu a commencé chez un des locataires. Celui-ci est tenu non pas seulement de la valeur de la partie qu'il occupe, mais de la valeur de tout l'édifice (11).

2° Il est prouvé par un locataire que l'incendie n'a pu commencer chez lui. Les autres qui ne sont pas exonérés supporteront la totalité du préjudice (12).

Il ne peut y avoir de difficultés dans les autres cas.

Si un colocataire a commis une faute, il répond de tout le dommage, d'après les principes du droit commun.

S'il est établi qu'il y a eu cas fortuit, vice de construc-

(11) Dijon, 23 décembre 1886. D.P. 1886. 2. 246. Sur pourvoi : Cass. Req. 5 avril 1887. D. P. 1887. 1. 329. — Paris, 10 novembre 1886. D.P. 1888. 2. 47. Sur pourvoi : Cass. Civ. 4 juin 1889. D. P. 1890. 1. 351.

(12) Orléans, 10 mai 1890. D. P. 1891. 2. 230.

tion, malveillance d'un tiers, aucun des preneurs n'est responsable. Il en est de même s'il est prouvé que le feu a pris naissance dans une partie de l'immeuble, objet d'une jouissance commune, cour ou escalier par exemple ; car il est par là même démontré par tous les locataires que le feu n'a pas commencé chez eux.

Lorsque le propriétaire habite lui-même une partie de la maison dont le surplus est occupé par des locataires, la présomption légale de faute pèse sur lui comme sur ceux-ci. Il ne pourra donc invoquer les articles 1733 et 1734 qu'autant qu'il établira d'abord que le feu n'a pas pris et débuté dans les locaux occupés par lui, ou placés sous sa surveillance : corridors, escaliers, vestibules..., qui ne sont pas habités principalement et exclusivement par le ou les locataires. A défaut de cette preuve, il n'aura aucun recours (13), si du moins, la cooccupation permet de l'assimiler à un locataire, s'il y a eu effectivement communauté de jouissance (14).

Bien entendu, la présomption légale de faute ne joue qu'en ce qui concerne les dégâts occasionnés à la maison, objet du bail. Si l'incendie atteint la maison louée et la maison voisine appartenant au même propriétaire, le loca-

- (13) Req. 13 janvier 1903. D.P. 1903. 1. 244. — Civ. 9 novembre 1904. D.P. 1904. 1. 592 — 9 mai 1905. D.P. 1905. 1. 280 — 22 juin 1914. Gaz. Pal. 1914. 2. 169. D. P. 1916. 1. 28. — Chambéry, 21 janvier 1907. Rec. pér. Ass. 1907-172. — Nancy, 7 janvier 1910. D. P. 1913. 2. 772. — Gourdon, 24 mars 1920. Rec. pér. Ass. 1920. 350.
- (14) Cass. 17 juillet 1911. Gaz. Pal. 1911. 2. 152. — Besançon, 19 janvier 1910. Rec. pér. Ass. 1910. 141. — Grenoble, 21 avril 1903. D.P. 1904. 2. 154.

taire qui n'a aucun droit sur cette maison voisine, doit être traité comme un tiers (15).

§ c. — *Responsabilité du sous-locataire et du cessionnaire.*

Le propriétaire peut trouver dans son immeuble des personnes qui tiennent leur droit d'occupation des locataires eux-mêmes. D'après l'article 1717 du Code Civil, ces derniers, quand cela ne leur est pas interdit, peuvent, en effet, sous-louer ou même céder leur bail.

En sous-louant, les preneurs originaires n'éludent pas la responsabilité qu'ils peuvent encourir en cas d'incendie ; car, aux termes de l'article 1735, ils répondent au regard du propriétaire « des pertes qui arrivent par le fait de leurs sous-locataires ».

Mais le propriétaire n'a-t-il aucune action directe contre le sous-locataire ?

Les articles 1733 et 1734 ne s'appliquent certainement pas à l'espèce, aucun contrat de louage ne reliant les parties. Le sous-locataire est responsable vis-à-vis du preneur originaire ou du locataire principal, et celui-ci l'est vis-à-vis du bailleur.

Ce dernier peut évidemment attaquer, le cas échéant, le sous-locataire par l'action oblique de l'article 1166, action paulienne. Dans ce cas, agissant au nom de son débiteur, il lui faut subir le concours des créanciers du loca-

(15) Cass. 11 février 1902. S. 1902. 1. 308. D.P. 1902. 1. 157. — Trib. civ. Lyon, 24 janvier 1923. Rec. pér. Ass. 1923. 342. — Alençon, 12 juillet 1932. Gaz. Pal. 1932. 2. 808.

taire principal, et voir ainsi réduire sa créance dans les proportions d'une distribution par contribution, de même que les exceptions opposables au locataire principal peuvent également lui être opposées.

Aussi, c'est pour pallier à ces inconvénients que la jurisprudence a accordé une action directe au bailleur (16), solution peut-être équitable, mais difficile à justifier en l'absence de tout texte législatif.

Au contraire de la sous-location, la cession est un transport des droits et obligations du bail. Elle est soumise aux formalités de l'article 1690 du Code civil, et doit être signifiée au propriétaire. En ce cas, comme au cas où il est intervenu dans le contrat de cession, en tant que partie contractante, le propriétaire a contre le cessionnaire une action directe. Le cédant a entendu que son cessionnaire paierait, dans la suite, le propriétaire directement et sans qu'il soit personnellement recherché ; il a voulu que le propriétaire soit le créancier du cessionnaire (17).

§ d. — *Responsabilité des propriétaires dans les maisons divisées par étages.*

Les étages d'une même maison peuvent appartenir à des propriétaires différents.

Cette situation que la crise des logements dans les

(16) Cass. Civ. 13 janvier 1892. D.P. 1892. 1. 509. — S. 1892. 1. 89, et note de M. Esmein, S. 1884. 2. 121.

(17) Paris, 26 février 1873. D.P. 1877. 5. 287. — Cass. Req. 23 mai 1870. D.P. 1872. 1. 90.

grandes villes et la hausse continue du prix des immeubles a rendue plus fréquente, a été envisagée par le législateur uniquement en ce qui concerne le mode de réparations et de reconstructions.

Si ce mode n'est pas réglé par les titres de propriété, l'article 664 du Code civil prévoit que : « les gros murs et le toit sont à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient. Le propriétaire de chaque étage fait le plancher sur lequel il marche. Le propriétaire du 1^{er} étage fait l'escalier qui y conduit ; le propriétaire du second étage fait, à partir du 1^{er}, l'escalier qui conduit chez lui, et ainsi de suite ».

Mais, le législateur ne s'est nullement occupé des causes qui peuvent rendre les réparations ou la reconstruction nécessaires. Il n'a pas réglementé le cas d'incendie, comme il l'a fait pour les locataires.

La dépendance de fait des divers appartements entre eux crée cependant un surcroît de risques de voisinage.

Sans doute, il n'y aura pas de difficultés si une faute peut être établie à la charge d'un propriétaire, celui-ci étant responsable en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil.

Mais que décider si la cause du sinistre n'a pu être connue ?

La comparaison que l'on a cherché à établir entre les copropriétaires et les sociétaires ne résiste pas à l'examen. Les caractères les plus essentiels de la société font défaut dans le cas qui nous occupe : il n'y a, en effet, ni apports mis en commun, ni participation à des chances contraires,

ni affectio societatis, les différents propriétaires ne se choisissant pas mutuellement (18).

Ceux-ci ne sont toutefois pas des tiers les uns par rapport aux autres. Ils subissent une indivision forcée relativement aux parties communes de l'immeuble : les gros murs, le toit, les escaliers, le sol, la cour. Ils ont aussi une communauté d'intérêts en ce qui touche à la conservation et à la bonne gestion de la maison. Mais, par ailleurs, ils ne sont pas débiteurs les uns vis-à-vis des autres d'une obligation de restituer un corps certain. Ils ne peuvent donc pas, le cas échéant, invoquer l'article 1302 du Code Civil.

Leur situation ressemble à celle du bailleur qui habite un étage de sa maison, à l'égard de ses locataires (19) ou à celle d'un locataire à l'égard de ses colocataires (20).

Or, la présomption de faute de l'article 1734 du Code civil ne joue qu'en faveur du bailleur. Si un incendie prend naissance dans son appartement, ses locataires ne peuvent réussir dans leur recours en responsabilité contre lui qu'en prouvant une faute à sa charge (21). De même, les colocataires ne peuvent agir les uns contre les autres qu'en basant leur action sur l'article 1382 (22).

(18) Robert Ponceau, « De la question des risques en cas d'incendie dans les maisons divisées par étages ». *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1925, page 139.

(19) Lalou, *op. cité*, n° 451.

(20) Ponceau, *op. cité*, page 139.

(21) Civ. 11 juin 1909. D.P. 1910. 1. 361.

(22) Cass. 22 octobre 1889, S. 1889. 1. 478 — 5 avril 1887. D.P. 1887. 1. 329.

On devra donc, lorsqu'il s'agit de maisons dont les étages appartiennent à des propriétaires différents, appliquer les mêmes principes que s'il s'agissait de maisons différentes (23). Par suite, « chaque propriétaire devra reconstruire l'étage ou l'appartement qui lui appartient et contribuer pour sa part à la reconstruction des choses communes dans tous les cas où il ne parviendra pas à établir contre l'un des autres propriétaires l'existence d'une faute ou d'une négligence caractérisées » (24).

En cas de bail passé par l'un d'eux, le locataire ne sera tenu par la présomption de faute qu'à l'égard de son bailleur et pour la partie de la maison qui appartient à celui-ci, les autres propriétaires ne pouvant invoquer un contrat auquel ils sont demeurés étrangers.

★ ★

En résumé, le propriétaire d'une maison ne peut avoir pour voisins que les propriétaires et locataires des immeubles voisins.

Au contraire, les locataires ou sous-locataires, dans un même immeuble, n'ayant entr'eux aucun lien de droit et n'étant tenus par aucun engagement, sont des voisins les uns par rapport aux autres. Ils ont évidemment, et à plus forte raison, également pour voisins les locataires et propriétaires des maisons voisines.

En dehors donc des cas ci-dessus envisagés et qui sont régis ou par l'article 1302 ou par les articles 1733 et 1734

(23) Lyon, 18 avril 1894. S. 1896. 2. 78.

(24) Ponceau, op. cité, page 145.

du Code civil, toute personne dont la chose a été détruite ou détériorée par le fait de la communication d'un incendie, doit être considérée comme un voisin de celle chez qui le feu a pris naissance.

CHAPITRE II

LES SOLUTIONS ANTÉRIEURES A LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1922

Le risque de voisinage, au contraire de la responsabilité du débiteur d'un corps certain et spécialement du locataire, n'a pas été prévu par le législateur de 1804.

SECTION I

L'ancien Droit

La diversité régnait dans notre ancien droit (1), et en cette matière, comme en beaucoup d'autres, les principes étaient différents suivant les régions. La Coutume de Bretagne ne donnait une action aux voisins lésés par la communication d'un incendie à leurs biens, que si celui qui avait mis le feu à sa maison, avait eu l'intention de nuire. D'après la Coutume de Bayonne, au contraire, celui qui avait causé un incendie par sa faute était responsable des dommages occasionnés aux tiers par le sinistre (2).

- (1) Colin et Capitant. Cours élémentaire de Droit civil français, édit. 1914, t. 1, page 13.
- (2) Guyot, Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale, édit. 1784, T. 9, V° incendie, page 117.

Cette dernière conception s'était généralisée.

Mais, déjà au milieu du XVIII^e siècle, une des questions les plus controversées était de savoir à qui, en cas d'incertitude sur la manière dont le feu avait pris naissance, incombait le fardeau de la preuve : était-ce au défendeur en dommages-intérêts qui, pour être exonéré de toute responsabilité, devait établir qu'il n'avait commis aucune faute, ou était-ce le demandeur qui, pour être indemnisé, devait justifier de l'imprudence de son adversaire ?

Sous l'influence des textes latins, on a observé que les incendies étaient dus, le plus souvent, à une faute lourde ou légère, à une imprudence ou à une insuffisance de surveillance. C'était, par exemple, le laboureur qui brûlait des mauvaises herbes un jour de vent et des étincelles communiquaient le feu à des meules de paille voisines ; c'était le boulanger qui, sommeillant près de son four, laissait des braises s'en échapper, le fournil brûlait et des immeubles voisins étaient détériorés.

On a rappelé le vieil adage romain « incendia plerumque fiunt culpa inhabitantium », émis d'ailleurs à propos de règles de police urbaine (3), et on en a conclu que celui chez qui l'incendie s'était déclaré, devait, pour échapper à toute responsabilité, démontrer que l'événement provenait d'une cause ne constituant pas une faute de sa part.

Bourjon indique « que le propriétaire de la maison dans laquelle le feu a commencé, est tenu de réparer tout le dommage que l'incendie a causé à ses voisins ; il est garant de son fait, de celui des personnes qu'il a intro-

(3) Colin et Capitant, op. cité, Tome II, page 538.

duites dans sa maison au sujet d'un tel accident ; l'exacte justice, l'ordre public l'exigent ainsi, quoique cela soit rigoureux dans son effet ; de là, il suit que si la maison voisine a été consumée, il doit la reconstruire à ses frais ; c'est la conséquence et la suite de la garantie qu'il doit ; si cela est rigoureux, le contraire serait injuste » (4).

Par ailleurs, un arrêt de la Chambre des Enquêtes du 22 août 1743, infirmant une sentence du bailliage de Saint-Dizier, a assimilé le recours du voisin à celui du bailleur. « Cet arrêt, dit Denizart, est fondé sur ce que le cas fortuit ne se présume pas en fait d'incendie, s'il n'est pas prouvé. La présomption de droit est que le feu qui a pris dans une maison, a été causé par la faute ou par la négligence de celui qui l'habite, ou de ses domestiques dont il est responsable en ce cas » (5).

A la veille de la promulgation du Code civil, la Cour d'Amiens a rendu encore une décision dans le même sens : « Considérant, dit-elle, 1° que l'incendie s'est manifesté d'abord dans l'écurie de C... ; 2° que, d'après les lois, cet incendie est réputé le fait de la négligence de C..., propriétaire du bâtiment par lequel le feu s'est manifesté, tant qu'il n'apporte pas la preuve du contraire ; 3° que le sieur C... ne justifie pas que l'incendie dont il s'agit, ait

(4) Bourjon, Le Droit Commun de la France, Livre VI, T. 3, chapitre 8, § 1^{er}, cité par André Besson dans « Le Recours des voisins en cas d'incendie et la loi du 7 novembre 1922 ». Revue critique de législation et de jurisprudence, 1927, page 304.

(5) Denizart. Collection de décisions nouvelles. T. II, page 607. V^o incendie. n^{os} 7 et 21. — Voir aussi Guyot, op. cité. V^o incendie, page 126.

été l'effet de la force majeure ou de la malveillance ; d'où il résulte qu'il est responsable... » (6).

Ainsi, dans notre ancien droit, la victime du dommage causé par l'incendie d'un bâtiment était soustraite au droit commun de la responsabilité ; son action était facilitée (7).

SECTION II

Le Code Civil

Le Code Napoléon n'a pas réglementé l'action qui compte au voisin pour obtenir la réparation du préjudice que lui cause un incendie communiqué à son immeuble ou à sa chose.

Un article du projet du Code (1) avait prévu une présomption semblable à celle qui existait dans le Droit cou-

(6) Arrêt du 24 messidor au 11. Dalloz. Jurisp. générale. Rép. méthodique et alphabétique. V^o Louage, n^o 390.

(7) Henri et Léon Mazeaud, op. cité, n^o 1329.

(1) Il s'agit de l'article 22 du titre 3 du livre 3, rapporté dans les « Observations du Tribunal de cassation sur le projet de Code civil », page 273, et dans « Le Recueil complet des Travaux préparatoires du Code civil » par Fenet, tome II, page 605. Cet article était ainsi conçu : « Celui qui jouit, soit comme propriétaire, soit comme locataire, d'un appartement dans lequel prend le feu qui se communique aux maisons voisines, est responsable du dommage que souffrent ces maisons, à moins qu'il ne prouve que l'incendie a pour cause un fait qui lui est étranger, ainsi qu'il est dit pour le locataire respectivement au propriétaire, au titre du Louage ». L'article 23 précisait que : « si pour arrêter le progrès de l'incendie, on abat une maison, les propriétaires des maisons garanties du feu par la destruction de la maison abattue, sont tenus, directement et dans tous les cas, d'indemniser le propriétaire de celle-ci, proportionnellement à la valeur de leurs maisons et aux risques plus ou moins prochains auxquels elles étaient exposées, à la déduction toutefois de la contribution indi-

tumier ; mais il fut écarté sans discussion, et les raisons de ce rejet ne nous sont pas parvenues (2).

En présence de cette lacune, on conçoit que les tribunaux se soient reportés à l'ancien Droit. L'article 7 de la loi du 30 ventose an XII n'a, en effet, abrogé les règles anciennes que dans les matières faisant l'objet du Code.

Au début du XIX^e siècle, certaines décisions (3) ont donc déclaré responsables les propriétaires d'immeubles où le sinistre avait pris naissance. Notamment, la Cour de Montpellier (4) a confirmé un jugement du Tribunal de Castelnaudary, lequel considérait « qu'il était de principe sous l'ancien droit que celui dans la maison duquel avait éclaté un incendie, était présumé y avoir donné lieu par sa négligence ou par son imprudence, et qu'il était obligé à des dommages-intérêts envers ses voisins incendiés, s'il ne prouvait pas que l'incendie était arrivé par force majeure ou cas fortuit ; qu'il n'a rien été innové à ces principes, et que, sous l'empire du Code, comme autrefois, la

viduelle du propriétaire de la maison abattue, en raison de ce qu'elle partageait le danger ; et tous ont action, les uns en recours et l'autre en complément d'indemnité, envers celui qui jouissait de l'appartement dans lequel le feu a pris et qui ne peut prouver que l'incendie a eu pour cause un fait qui lui soit étranger ». Ces deux articles suivaient le texte qui correspond à l'article 1384 du Code (article 20 du projet), parce que, était-il indiqué, ils avaient paru appartenir à la matière de ce titre plutôt qu'au titre du louage où les auteurs du projet avaient parlé de la responsabilité de l'incendie.

(2) Besson, op. cité, page 304.

(3) Lyon, 14 décembre 1811. — Rouen, 17 janvier 1811. — Dalloz, Jurisp. générale. Répertoire méthodique. et alphabétique. V^o Louage, n^o 390.

(4) Arrêt du 25 mars 1824. — Dalloz, Jurisp. générale. Rép. méth. et alphabétique. V^o Louage, n^o 392.

présomption de faute s'élève contre celui chez qui l'incendie a pris naissance... » En adoptant ainsi la doctrine de l'ancien droit, le tribunal a soumis le propriétaire à la présomption de l'article 1733 du nouveau Code, relatif aux rapports entre locataires et bailleur, et la Cour de Montpellier, en employant, pour confirmer, les mots « par les motifs insérés dans le jugement dont est appel », semble avoir eu la même pensée.

Cependant, par un principe général énoncé dans l'article 1382, le Code civil a basé la responsabilité délictuelle sur la notion de faute : l'homme n'est tenu de réparer le préjudice qu'il cause à autrui, que si son acte, générateur du dommage, constitue une faute.

La conséquence de cette idée fondamentale est que toute personne lésée doit, pour avoir droit à réparation, prouver la faute de l'auteur du fait dommageable.

La loi a dérogé à cette règle lorsqu'elle a déterminé la responsabilité du preneur vis-à-vis du bailleur. Mais, par cela même qu'il constitue une exception, l'article 1733 doit être strictement renfermé dans le cas spécial pour lequel il a été édicté.

Par ailleurs, la présomption de faute qui pèse sur le locataire trouve sa raison d'être dans son obligation de veiller à la conservation de la chose et de la restituer dans l'état où il l'a reçue ; or, il n'y a pas de relations contractuelles entre voisins.

L'article 1733 apparaît donc inapplicable aux cas de recours de voisinage, et les quelques décisions qui ont invoqué la présomption qu'il édicte, sont demeurées isolées.

Sans doute, l'article 7 de la loi du 30 ventôse an XII permet d'appliquer les dispositions de l'ancien droit dans les matières omises par le Code, mais encore faut-il que ces dispositions ne se trouvent pas en contradiction avec les dispositions ou l'esprit général du Code.

En matière délictuelle ou quasi-délictuelle, cet esprit général, condensé dans l'article 1382 précité, est qu'il n'y a pas de responsabilité sans faute prouvée : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ».

Les articles suivants apportent des exceptions à la règle, quand il s'agit d'un dommage occasionné par le fait des personnes dont on doit répondre : enfants mineurs, domestiques et préposés, élèves et apprentis (article 1384), par le fait d'animaux dont on est propriétaire ou dont on se sert (article 1385), et enfin par le fait de bâtiments (article 1386).

Il n'est nulle part question de l'incendie.

L'article 1386 proclame bien la responsabilité du propriétaire d'un bâtiment en cas de dommage causé par sa ruine, mais il précise que cette responsabilité n'est encourue que lorsque la ruine « est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de construction ».

Evidemment, si l'incendie provient d'une faute contre les règles de l'art de bâtir ou d'une négligence apportée à la réparation des dégradations survenues à l'immeuble depuis sa construction, le propriétaire sera responsable, à condition qu'il soit l'auteur du vice ou l'ayant cause de celui qui l'a commis, ou qu'il ne lui ait pas été impossible

de connaître l'état de dégradation qui rendait la réparation nécessaire (5).

Mais en dehors de ces cas, l'article 1386 ne saurait être appliqué.

A défaut de textes précis, on a fait appel au droit commun.

La jurisprudence s'est fixée en ce sens.

Dans un arrêt du 13 juillet 1903 (6), pris parmi tant d'autres décisions (7), la Chambre des Requêtes s'exprime ainsi : « Attendu qu'en principe celui qui demande la

(5) Richard et Maucorps, op. cité, n°s 579 et suivants.

(6) D.P. 1903. 1. 507.

(7) Riom, 5 mai 1809. Dalloz. Jurisp. gén. V° laouage n° 389. — Paris, 27 janvier 1824 et 6 juillet 1825. Id. n°s 388 et 389 — et 16 mai 1825. Bonneville de Marsangy, 2° partie, p. 4. — Cass. 18 décembre 1827 et 1^{er} juillet 1834, Dalloz, J.G. V° louage, n° 388. — Agen, 15 avril 1856. B. de M. 3^e partie, p. 69. — Seine, 1^{er} août 1858, id. même page, et 18 mars 1859, id. p. 76. — Agen, 13 mars 1866. D.P. 1866. 2. 92. — Paris, 8 août 1867, Journal des Assurances, 1874, p. 357. — Seine, 27 mars 1874, même référence. — Paris, 7 janvier 1875. B. de M. 2^e partie, p. 495. — Carcassonne, 13 janvier 1880, id. 3^e partie, p. 246. — Chaumont, 8 juin 1883. Rec. pér. Ass. 1884, p. 115. — Agen, 8 fév. 1884, id. 1884, p. 260. — Marseille, 22 mars 1884, id. 1884, p. 341. — Rennes, 4 juin 1884, id. 1886, p. 566. — Tournay, 11 août 1884, id. 1885, p. 354. — Marseille, 5 janvier 1885, id. 1886, p. 567. — Gannat, 9 nov. 1885, id. 1886, p. 175. — Rennes, 4 déc. 1885, id. 1886, p. 173. — Périgueux, 5 août 1886, id. 1887, p. 596. — Cass. 22 octobre 1889, id. 1889, p. 273. — Trib. civ. Bruxelles, 15 octobre 1890, id. 1890, p. 512. — Narbonne, 10 juin 1890, id. 1890, p. 216. — Cass. Req. 7 mars 1892, id. 1892, p. 554. — Seine, 5 mai 1893, id. 1893, p. 485. — Nancy, 23 novembre 1893, id. 1894, p. 450. — Aix, 4 juillet 1894, id. 1894, p. 452. — Paris, 20 novembre 1895, id. 1896, p. 447 ; et 20 juillet 1899, id. 1899, p. 481. — Trib. civ. Toulouse, 3 janvier 1901, id. 1901, p. 73. — Seine, 18 avril 1905, id. 1906, p. 76. — Besançon, 21 juin 1905, id. 1906, p. 735. — Amiens, 15 novembre 1905, id. 1906, p. 736. — Paris, 2 mai 1906, id. 1906, p. 527. — Douai, 14 février 1907, id. 1907, p. 103 — etc...

réparation d'un dommage, est tenu de prouver la faute, la négligence ou l'imprudence par lui invoquées à l'appui de son action ; que la présomption de faute établie en cas d'incendie par les articles 1733 et 1734 du Code civil n'a lieu que contre les locataires et en faveur du propriétaire de la maison louée ; mais que l'action de celui dont la propriété a été endommagée, par suite ou à l'occasion de l'incendie qui a commencé chez le voisin, est réglée par les dispositions générales des articles 1382 et 1383 du Code civil ; que, dans ce dernier cas, il ne suffit pas au propriétaire qui a souffert de l'incendie et qui réclame réparation du dommage, de prouver que le feu a pris chez son voisin ; qu'il doit établir de plus que l'incendie a été causé par la faute, la négligence ou l'imprudence de celui-ci... »

La doctrine a admis les mêmes principes.

D'après MM. Aubry et Rau (8), « les dispositions des articles 1733 et 1734 sont étrangères aux hypothèses où il n'existe pas entre celui qui forme une action en indemnité à raison de l'incendie d'un bâtiment, et les personnes contre lesquelles il dirige son action, de lien contractuel ou légal qui oblige ces dernières à veiller à la conservation de ce bâtiment. Ainsi, elles ne peuvent être invoquées ni par les différents locataires d'une maison entr'eux, ni par un locataire contre le propriétaire habitant une partie de la maison louée, ni par les propriétaires voisins dont les maisons ont souffert de l'incendie. En pareil cas, c'est à celui qui se plaint du dommage causé par l'incendie à prouver que cet événement est arrivé par une faute imputable au défendeur ».

(8) Cours de Droit Civil Français, 5^e édit., Tome V, page 328.

MM. Faustin Hélie, Paul Pont et Rivière (9) sont du même avis et font suivre les articles précités de ces deux notes :

1° La présomption légale de faute établie par l'article 1733 n'a d'effet que contre les locataires ; elle n'a pas lieu entre propriétaires voisins. Ainsi, le propriétaire d'une maison brûlée par suite de l'incendie qui a éclaté dans une maison voisine ne peut réclamer des dommages-intérêts contre son voisin qu'en prouvant qu'il y a eu faute ou négligence de la part de ce dernier.

2° La présomption légale de faute n'a pas lieu non plus entre les locataires d'une même maison (10).

Donc, lorsqu'un incendie détruit, en totalité ou en partie, la chose d'autrui, les responsabilités encourues doivent être appréciées d'après le principe posé par l'article 1382.

Il y a faute, par exemple, lorsqu'une luzerne a été rentrée non suffisamment sèche (11), lorsqu'on dépose près d'une cheminée une grande quantité de matières inflammables (12), lorsqu'on pénètre dans une chambre remplie

(9) Codes Français annotés, édit. 1909, page 248.

(10) Voir également : Dalloz, Jurisp. générale. V° louage, n° 388. — Pouget. Dictionnaire des Assurances V° Voisins. — Duranton, Tome 17. — Proudhon, Traité de l'Usufruit, n°s 1561 et suiv. — Troplong, Du Louage, n°s 365 et 367. — Zachariae : Tome 3, page 15. — Grun et Jollat, Traité des Assurances, page 230. — Quenault, pages 62 et 197. — Persil, page 135. — Boudousquié, pages 380 et suiv. — Alauzet, Tome II, page 387. — Richard et Maucorps, op. cité, n°s 696 et suiv.

(11) Lodève, 11 novembre 1858. Journal des Ass. 1859, p. 314 et 373.

(12) Lyon, 11 octobre 1862, id. 1863, page 20.

de matières combustibles avec une lumière à feu nu (13), etc., etc...

Mais, le fait d'employer, dans un grenier ou une grange à fourrages, une lanterne pourvue de verres, d'un type couramment en usage, ne constitue pas en soi une imprudence (14) ; il n'en est toutefois plus de même si ce fait est commis par un individu en état d'ivresse (15).

L'inobservation des lois, règlements ou décrets promulgués ou pris en vue de réglementer les incendies, soit en les prévenant, soit en essayant de les cantonner, constitue une faute engageant la responsabilité civile de celui qui la commet, si, bien entendu, l'incendie dont se plaint le voisin, en est réellement la conséquence. Tel est le cas du propriétaire qui, contrairement à un arrêté municipal, emploie un seul tuyau pour plusieurs cheminées ou plusieurs poêles (16).

Par contre, l'omission d'un simple devoir moral que la loi civile ne commande pas, ne saurait être une source de responsabilité. Le défaut de dévouement n'engendre pas de conséquences préjudiciables. Celui qui se croise les bras devant un incendie, alors qu'avec son aide, on aurait pu circonscrire le sinistre, n'est pas l'auteur du dommage.

Mais, il importe peu qu'il y ait eu délit ou simplement quasi-délit ; car l'auteur de l'un ou de l'autre est tenu de réparer le préjudice qu'il a causé. S'il existe une diffé-

(13) Trib. paix Libourne, 24 novembre 1853, id. 1854, page 297.
— Seine, 17 juillet 1867, id. 1867, page 413.

(14) Gray, 10 décembre 1919 — Rodez, 25 mai 1920. Rec. pér. Ass. 1920, page 249.

(15) Besançon, 24 octobre 1921, id. 1921, page 403.

(16) Le Havre, 19 mars 1863. Journal des Ass. 1864, page 89.

rence entre la responsabilité délictuelle découlant du fait que le feu aurait été mis volontairement, et la responsabilité quasi-délictuelle qui peut être le résultat d'une simple imprudence, cette différence n'entraîne pas de conséquences au point de vue civil, mais uniquement au point de vue pénal, en raison des peines prévues, et au point de vue assurances, celles-ci ne pouvant couvrir un risque intentionnel.

Les deux éléments constitutifs de la responsabilité, la faute et le dommage, doivent se retrouver dans l'un et l'autre cas.

Il appartient au demandeur en réparation non seulement de les établir, mais encore de prouver la relation de cause à effet entr'eux. S'il subsiste un doute, le défendeur en bénéficiera ; il ne pourra être condamné (17).

S'il y a faute commune, il y aura lieu à partage de responsabilité, la culpabilité de la victime ne supprimant pas complètement la responsabilité de l'auteur du préjudice, mais l'atténuant seulement dans une certaine mesure (18). Cette culpabilité ne pourrait toutefois pas être in-

(17) Voir en ce qui concerne le doute sur la faute du tiers auteur : Trib. civ. Aix, 2 mars 1925, confirmé par arrêt du 22 avril 1926, aff. Camoin et Capoduoro c/ P.L.M., non publié, qui précise « qu'en présence du doute qui règne à cet égard, et en l'absence de toute preuve directe et positive que l'incendie a pour cause certaine une faute commise par la Compagnie P.L.M. ou l'un de ses préposés, la responsabilité de la défenderesse ne saurait être retenue... » — et en ce qui concerne le doute sur la relation entre la faute et le préjudice, la première étant certaine, mais la cause de l'incendie étant demeurée inconnue : Clermont-Ferrand, 20 février 1923. Rec. pér. Ass. 1924-26. — Seine, 23 mai 1924, id. 1924, 193.

(18) Cass. 8 février 1875. D.P. 1875, 1, 320 — 25 avril 1877. S. 1878. 1. 107 — 5 août 1879. S. 1881. 1. 403.

voquée si l'acte dommageable constituait, non pas un quasi-délit, mais un délit.

SECTION III

L'évolution de la Jurisprudence

La preuve de la faute de l'auteur du dommage fut longtemps considérée comme pouvant, seule, permettre à la partie lésée d'obtenir des dommages-intérêts.

« Sans faute, point d'obligation », affirmait Labbé sous un arrêt de cassation du 19 juillet 1870 (1) qu'il commentait.

Mais, à la fin du siècle dernier, les profonds changements survenus dans la vie économique par le fait du développement considérable du machinisme, la multiplicité des accidents dus au nouvel état de choses, la difficulté pour les victimes d'établir les preuves exigées et par suite, l'absence fréquente de réparation, ont fait ressortir la rigueur de la théorie classique.

Un mouvement naquit en faveur d'une responsabilité objective, et il trouva un terrain particulièrement propice dans le domaine de l'outillage industriel à un moment où aucune législation n'existait sur les accidents du travail.

Il est alors apparu équitable de faire supporter le dommage plutôt au propriétaire de la chose, qui en profite, qu'à la victime, l'ouvrier, le plus souvent pauvre.

Dans ce but, on a imputé à faute au patron l'omission de précautions qui existaient dans des industries simi-

(1) D.P. 1870, 1, 361. S. 1871, 1, 9.

lares (2) ; on lui a reproché de ne pas avoir pris des moyens exceptionnels capables d'empêcher l'accident (3), ou mieux, de n'en avoir pas découverts (4) ; enfin, on a condamné dès lors qu'une imprudence avait été constatée, alors même qu'elle était sans rapport avec l'accident (5). On a ainsi mis les risques à la charge du maître comme sanction de sa faute.

On est loin de la responsabilité quasi-délictuelle fondée sur la relation de cause à effet entre la faute et le dommage.

Après bien des tâtonnements, après avoir invoqué, dans quelques cas, une prétendue clause de garantie tacite sous-entendue dans le contrat de travail, ou, dans d'autres, la responsabilité de l'article 1386 du Code civil, on a fait appel au premier paragraphe de l'article 1384 : « On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde ».

Jusqu'alors, ce paragraphe était resté inaperçu. On l'avait considéré comme n'ayant aucune portée, son seul but étant d'annoncer les présomptions dont les dispositions suivantes précisaient les conditions d'application au regard des dommages causés par certaines personnes, un animal ou un édifice. Il n'était, avait-on prétendu, qu'une tête de chapitre, conçue en termes généraux, indiquant les

(2) Trib. Civ. Grenoble, 25 janvier 1894. D.P. 1895. 2. 394.

(3) Grenoble, 6 février 1894. D.P. 1894. 2. 304.

(4) Dijon, 21 avril 1877. D.P. 1878, 1, 283.

(5) Grenoble, 17 mai 1892. D.P. 1892.2.294.

exceptions apportées aux principes des articles 1382 et 1383 par les articles 1384, 1385 et 1386 dont l'énumération aurait été limitative.

Mais, à la disposition légale en question, prise isolément, on a donné une signification et une portée absolues, et l'on a trouvé que le principe, fondé sur une présomption de faute, qu'elle énonçait, principe équitable et juste, devait avoir une large application.

Déjà, le 21 juin 1895, le Conseil d'Etat (6), s'écartant de la tradition, avait admis, à l'occasion d'un accident survenu à un ouvrier employé dans les manufactures de l'Etat, la responsabilité de ce dernier, propriétaire d'une machine, par le seul fait de sa détention.

Il n'y avait pas de raisons de mieux traiter cet ouvrier que ceux des industries privées.

La Chambre Civile de la Cour de Cassation a suivi le Conseil d'Etat. Pour la première fois, dans un arrêt du 16 juin 1896 (7), elle a invoqué l'idée d'une responsabilité du fait des choses, fondée sur le premier paragraphe de l'article 1384 : l'un des tubes de la machine à vapeur d'un remorqueur ayant éclaté, le mécanicien avait été mortellement blessé ; une expertise avait démontré qu'il existait un défaut de soudure, à l'endroit même où la rupture s'était produite ; la Cour a déclaré « qu'aux termes de l'article 1384, cette constatation qui exclut le cas fortuit et la force majeure, établit, vis-à-vis de la victime de l'accident, la responsabilité du remorqueur, sans qu'il puisse

(6) D.P. 1896. 3. 66.

(7) D. P. 1897. 1. 433.

s'y soustraire, en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé » (8).

C'était affirmer nettement les principes du risque créé que la loi du 9 avril 1898 allait consacrer en matière d'accidents du travail. Cette loi, votée deux ans plus tôt, eût rendu inutile l'arrêt de 1896. Mais, l'idée mise en avant dans un domaine restreint, devait s'imposer de plus en plus dans les autres domaines où les choses sont causes ou agents de transmission de dommages.

★ ★

Les thèses juridiques s'établissent toujours sur des espèces favorables en fait.

De même que la nécessité de protéger les ouvriers avait fait naître le mouvement, de même, en cas de communication d'incendie, les nombreux dangers créés par le nouveau mode de vie, devaient favoriser l'évolution de la jurisprudence.

L'obligation pour le sinistré d'établir la faute du tiers auteur était très défendable à une époque où l'industrie était peu développée et où l'on n'employait que des outils simples, des instruments peu compliqués nécessitant l'intervention constante et directe de l'homme. Mais les appareils et les machines mis en mouvement par des forces aveugles, restreignent de plus en plus cette intervention,

(8) Voir également l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 30 mars 1897 (D.P. 1897. 1. 433) rendu contrairement aux conclusions de M. l'avocat général Sarrut, qui ne semble pas repousser l'application de l'article 1384, mais qui, cependant, restreint la portée de la décision de la Chambre Civile, en ce sens que la responsabilité du patron ne serait plus engagée, dès qu'il serait établi qu'aucune faute ne pourrait lui être reprochée.

et les accidents plus fréquents qu'autrefois, se présentent ordinairement sous une forme tellement soudaine et imprévue que, dans son ignorance des faits, la victime sera, le plus souvent, incapable d'apporter cette preuve. Elle devra alors supporter le dommage qu'une observation attentive démontre cependant comme étant communément causé par l'imprudence ou la négligence de l'industriel, ou par une défectuosité, un vice de construction de la chose dont celui-ci tire un profit habituel, et dont l'usage entraîne des risques de tous les instants, dérivant de sa nature même et nécessitant des mesures de précaution exceptionnelles, et ce, alors que le détenteur de cette chose connaît mieux que les tiers, les moyens d'obvier aux dangers inhérents à la machine qu'il dirige et surveille, et dont il n'ignore ni le mécanisme, ni le fonctionnement.

Pour parer à cette injustice, pour donner satisfaction à des intérêts légitimes, les Tribunaux tempèrent tout d'abord la rigueur des principes de l'article 1382, en se montrant peu exigeants dans l'appréciation des faits susceptibles d'engendrer une responsabilité, en allouant des dommages-intérêts dans des cas où aucune faute nettement caractérisée n'avait été relevée à la charge de celui chez qui le feu avait pris naissance.

C'est ainsi que le fait pour un industriel de causer à autrui un préjudice excédant les obligations ordinaires de voisinage (9), l'installation défectueuse d'une usine et l'absence de mesures en vue de parer au danger d'incendie (10),

(9) Cour de Liège, 6 août 1884. Rec. pér. Ass. 1885, p. 632.

(10) Trib. Civ. Besançon, 14 juin 1882. Rec. pér. Ass. 1885, p. 512.

l'exploitation d'une industrie dangereuse sans précautions particulières (11), furent jugés suffisants pour justifier un recours, sans qu'il fût même permis au défendeur de se retrancher derrière l'autorisation de l'Administration (12).

Egalement, le propriétaire d'une maison qui avait laissé établir un entrepôt de bois à proximité d'échoppes en planches renfermant des matières inflammables telles que couleurs et goudrons (13), celui qui avait accumulé dans un appartement une grande quantité de celluloid (14), le fabricant dont les magasins de déchets avaient été édifiés en planches (15), furent déclarés responsables des dommages causés à autrui.

Cet état d'esprit favorable aux sinistrés devait trouver un terme logique et juridique dans la présomption de faute de l'article 1384 du Code civil.

La jurisprudence y fut amenée à l'occasion des nombreux procès mettant en cause les entrepreneurs de battage dont la faute « n'apparaît pas toujours nettement, mais où l'on subit l'impression qu'elle existe à l'état latent ».

La nouvelle conception, invoquée maintes fois par les Tribunaux saisis de recours introduits par des propriétaires dont les récoltes ou les biens avaient été incendiés, soit par suite de l'éclatement de la chaudière d'une loco-

(11) Seine, 17 novembre 1887. Rec. pér. Ass. 1888, p. 230.

(12) Trib. civ. Besançon, 14 juin 1882, précité.

(13) Marseille, 9 août 1889. Rec. pér. Ass. 1889, p. 584.

(14) Seine, 1^{er} avril 1893. Rec. pér. Ass. 1894, p. 39.

(15) Douai, 16 mai 1895. Rec. pér. Ass. 1896, p. 42.

bile (16), soit par des flammèches échappées du pare-étincelles ou de la cheminée (17), a été admise d'une façon formelle, le 25 mars 1908, par la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation (18), appelée à statuer sur un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Bourges du 15 janvier 1906 (19).

M. l'Avocat général Lombard, dans ses conclusions, a précisé en ces termes l'état de la question à cette époque : « La doctrine, a-t-il dit, d'après laquelle l'article 1384 n'est qu'une application de l'article 1382 et suppose une faute que le demandeur doit prouver, a longtemps dominé la jurisprudence. Elle a trouvé sa dernière et très nette expression dans l'arrêt de la Chambre Civile du 19 juillet 1870 (20), et dans notre arrêt du 6 février 1878 (21). Mais, déjà à cette époque, l'idée que l'article 1384 créait une présomption de faute, était dans l'air, et dans une note sur le premier de ces arrêts, Labbé la discutait, du reste, pour la repousser. Mais, bientôt après, elle était reprise par

(16) Trib. civ. Bourges, 7 février 1895. D.P. 1900. 2. 289. — Dijon, 26 décembre 1895. Rec. Gaz. Trib. 1896. 1. 157.

(17) Agen, 17 mars 1897. D.P. 1900. 2. 289. — Mayenne, 2 mars 1899. D.P. 1900. 2. 289. — La Châtre, 29 décembre 1904. D.P. 1905. 2. 54. — Lannion, 5 décembre 1905. D.P. 1906. 2. 249. — Bourges, 15 janvier 1906. D.P. 1906. 2. 249. — Rennes, 26 juillet 1906. S. 1907. 2. 16. — Voir aussi sur des espèces analogues : Riom, 25 mars 1903. D.P. 1904. 2. 257 (dégradations occasionnées à des immeubles par l'éclatement d'un lessiveur), Chambéry, 12 juillet 1905. S. 1906. 2. 46, et Amiens, 24 janvier 1907. Journal du Palais, 1908.2.59 (ouvrier tué par une machine à battre).

(18) D.P. 1909.1.73.

(19) D.P. 1906. 2. 249.

(20) D. P. 1870. 1. 360.

(21) D. P. 1879. 1. 125.

Laurent », qui, examinant à son tour l'arrêt de 1870, conclut que « l'article 1384 établit une présomption de faute contre les personnes que la loi déclare responsables ».

Et, après que ce magistrat eût rappelé la jurisprudence postérieure aux arrêts ci-dessus rapportés, en citant celui de la Chambre Civile du 16 juin 1896 (22), et celui de la Chambre des Requêtes du 30 mars 1897 (23), la Cour a fait sienne ses conclusions, et a rejeté le pourvoi qui lui était soumis, en considérant notamment : « que le demandeur au pourvoi n'a pas été, comme l'énonce la formule du moyen, déclaré d'ores et déjà responsable de l'incendie ; que la décision attaquée se borne à décider que, si la batteuse reste présumée la cause du dommage par le fait seul que le feu l'avait attaquée, la présomption de l'article 1384, alinéa 1^{er}, s'élève contre le propriétaire de la machine ; que celui-ci ne peut, dès lors, s'affranchir des responsabilités entraînées par l'incendie qu'à la condition d'établir, d'une part, que la machine n'était pas sous sa garde ou sous celle de ses préposés quand le sinistre a éclaté, ou que, d'autre part, il provient du cas fortuit, de la force majeure ou de toute autre cause étrangère... »

★★

Le droit nouveau se précisant, les plaideurs firent appel à lui de plus en plus souvent et dans les espèces les plus diverses, contre le gardien, par exemple, d'une enseigne mal assujettie (24) ou d'une tringle de magasin (25)

(22) D. P. 1897. 1. 433.

(23) D. P. 1897. 1. 433-440.

(24) Aix, 1^{er} juin 1904. D. P. 1904. 2. 257.

(25) Req. 22 janvier 1908. D. P. 1908. 1. 217.

qui blessent un passant ou un commis, d'une canalisation de gaz qui provoque une explosion (26), de fils conducteurs d'électricité qui foudroient un individu (27), d'une portière mal fermée (28) ou d'un tapis (29) qui causent un accident, d'un siphon d'eau de Seltz qui éclate (30), d'un ascenseur dont le fonctionnement est défectueux (31), de feuilles d'arbre qui encombrent une gouttière (32).

Cependant, il n'était pas reconnu que la présomption de faute concernait les dommages causés par les immeubles par nature, et en cas d'incendie communiqué par une maison voisine, le bien fondé de la demande d'indemnité demeurerait subordonné à la preuve d'une faute, d'une négligence ou d'une imprudence du défendeur ou de ses préposés (33).

Dans un arrêt du 18 mai 1909 (34), la Chambre des Requêtes considérait encore que la circonstance que l'incendie qui a détruit les marchandises litigieuses, aurait pris dans les locaux réservés à une société agricole, ne

(26) Req. 3 juin 1904. S. 1905. 1. 189.

(27) Grenoble, 6 novembre 1906. D.P. 1909. 2. 30. — Toulouse, 9 février 1910. S. 1910. 2. 275. — Seine, 18 janvier 1918. Gaz. Pal. 1918-1919. 1. 59.

(28) Paris, 9 novembre 1909. D.P. 1911. 2. 357.

(29) Besançon, 15 décembre 1909. D.P. 1911. 2. 357.

(30) Paris, 4 décembre 1912. D.P. 1913. 2. 80 — et Req. 19 janvier 1914. D. P. 1914. 1. 303.

(31) Paris, 13 décembre 1918. D.P. 1921. 2. 103.

(32) Limoges, 20 juin 1921. D.P. 1922. 2. 49.

(33) Civ. 22 octobre 1889. D.P. 1890. 1. 122. — Req. 7 mars 1892. D.P. 1892.1.502. — Aix, 4 juillet 1894. D.P. 1895.2.167. — Req. 13 juillet 1903. D.P. 1903.1.507.

(34) D.P. 1909. 1. 461.

pourrait entraîner la responsabilité de celle-ci, en l'absence d'une faute établie à sa charge ; « que, si aux termes de l'article 1384, paragraphe 1^{er} du Code civil, on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde, cette disposition est inapplicable aux immeubles ; que le propriétaire d'un bâtiment n'est présumé responsable que du dommage causé par sa ruine lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ; qu'en dehors de ces cas prévus par l'article 1386, il reste soumis à la règle de l'article 1382... »

Mais la jurisprudence devait aussi évoluer en cette matière.

L'origine du mouvement qui aboutit en 1920, fut un incendie qui s'était déclaré, le 2 juillet 1906, dans l'enceinte de la gare maritime de Bienne dont la Compagnie des Chemins de fer du Midi était concessionnaire. Le feu alimenté par de nombreux fûts de résine entreposés dans cette gare, prit des proportions considérables, et causa des dégâts importants, notamment au matériel de la Compagnie des Tramways et Omnibus de Bordeaux, à une gabarre échouée à quai appartenant à une veuve Delbès et à la yole d'un sieur Lartigue.

Les différents arrêts que la Cour de Bordeaux rendit au sujet de cet incendie, montrent, par leur contradiction, combien la question fût controversée avant d'être tranchée par la Cour de Cassation.

Dans le premier en date, celui du 27 juillet 1908 (35),

(35) Rec. pér. Ass. 1909, p. 300.

statuant sur la demande en dommages-intérêts introduite par la Compagnie des Tramways, la Cour, après avoir constaté que le feu n'avait pu être allumé par une locomotive, qu'il ne provenait point du fait des ouvriers qui travaillaient sur le chantier de la gare, que sa propagation n'avait point été facilitée par un sol défectueux, rechercha si, en dehors de toute faute démontrée, la Compagnie du Midi n'était pas responsable des conséquences du sinistre par application de l'article 1384 du Code Civil, et elle conclut que cette Compagnie qui avait sous sa garde les matières éminemment inflammables dont l'incendie avait dégradé les voies et les appareils appartenant à la Compagnie des Tramways de Bordeaux, se trouvait atteinte par la présomption de faute de cet article, puisque, si la preuve d'une faute n'avait pas été administrée à son encontre, elle avait été, de son côté, impuissante à établir aucun fait susceptible de la dégager de cette présomption.

Sur le pourvoi formé par la Compagnie du Midi, cette décision fut cassée, le 9 mars 1912 (36), par la Chambre Civile, mais uniquement parce que la Cour de Bordeaux, saisie d'une demande fondée sur les articles 1382 et 1383, avait, en appliquant l'article 1384, substitué à la demande qui lui était soumise, une autre demande sur laquelle aucune des parties n'avait conclu et n'avait été mise en demeure de plaider.

La Cour de Pau, saisie comme cour de renvoi, décida, le 17 mars 1914, que l'action basée sur l'article 1384 était irrecevable, comme constituant une demande nouvelle, et

(36) Rec. pér. Ass. 1912, p. 269.

qu'il n'y avait plus lieu de statuer sur les articles 1382 et 1383, la Cour de Bordeaux ayant définitivement jugé à cet égard.

La Compagnie des Tramways assigna alors, à nouveau, la Compagnie des Chemins de fer du Midi, en basant, cette fois, sa demande sur l'article 1384.

Par arrêt du 16 juillet 1917 (37), la Cour de Bordeaux rejeta cette demande, motif pris de ce que « l'article 1384 n'est applicable qu'autant que la cause du dommage réside dans la chose même qu'on a sous sa garde, qu'elle lui est intrinsèque et provient d'un vice propre de cette chose, que le brai ou la résine... n'a été qu'un simple agent de transmission et qu'il n'est pas dangereux par lui-même... »

Cette décision fut cassée le 16 novembre 1920 par la Chambre Civile (38). Celle-ci considéra, en effet, « que la présomption de faute édictée par l'article 1384 à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé le dommage, ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable ; qu'il ne suffit pas de prouver qu'il n'a commis aucune faute, ni que la cause du dommage est demeurée inconnue ; qu'il n'est pas nécessaire que la chose ait un vice inhérent à sa nature, susceptible de causer le dommage, l'article rattachant la responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même » ; que l'incendie a éclaté à Bordeaux *dans la gare maritime* de Brienne, dont la Compagnie du Midi est concessionnai-

(37) Rec. pér. Ass. 1920, p. 378.

(38) D.P. 1920. 1. 169. S. 1922. 1. 97.

re ; que l'arrêt attaqué reconnaît que les fûts de résine étaient sous la garde de cette Compagnie ; qu'en statuant comme il l'a fait, il a violé le texte susvisé.

Auparavant, la Cour de Bordeaux, saisie, au sujet du même incendie, d'une demande en réparation des dégâts occasionnés à la gabarre de la veuve Delbès, avait, le 2 mars 1914 (39), fait application, pour la deuxième fois, de l'article 1384 (40), tandis que le 15 décembre 1919 (41), elle avait refusé le bénéfice de se prévaloir de cet article au sieur Lartigue, propriétaire d'une yole détruite également lors du même incendie.

★ ★

L'arrêt de la Chambre Civile du 16 novembre 1920 eut un grand retentissement.

Il fut considéré comme marquant un revirement dans la jurisprudence de la Cour suprême.

Il a semblé, en effet, qu'en déclarant que l'incendie avait éclaté à Bordeaux dans la gare maritime, ledit incendie alimenté par de nombreux fûts de résine, la Cour avait voulu donner une solution à la question discutée de la responsabilité encourue par le propriétaire d'une maison incendiée vis-à-vis de ses voisins, et consacrer en cette matière, comme déjà en tant d'autres, l'application du premier paragraphe de l'article 1384.

On a cependant fait remarquer qu'une telle interpréta-

(39) Rec. pér. Ass. 1915. p. 205.

(40) Son arrêt a été confirmé le 15 mars 1921 par la Chambre Civile. Rec. pér. Ass. 1921, p. 113. D.P. 1922. 1. 25. S. 1922. 1. 100.

(41) Rec. pér. Ass. 1920, p. 373.

tion serait peut-être attribuer à l'arrêt en question une portée qu'il n'avait pas. Il s'agissait, a-t-on objecté, uniquement de la responsabilité d'une chose mobilière, fûts de résine, entreposés dans une gare, en sorte que la jurisprudence antérieure n'aurait pas été modifiée (42).

Quoiqu'il en soit de cette controverse, il est indéniable que l'arrêt du 16 novembre 1920 marque une avance formelle sur l'ancienne doctrine.

Déjà, la Cour d'Alger avait jugé, le 4 décembre 1916 (43), que, lorsqu'un incendie, dont la cause est demeurée inconnue, a éclaté dans un atelier de menuiserie contenant des bois et des copeaux, et que ces objets ont, en se consumant, communiqué le feu à l'appartement d'un voisin, le propriétaire de l'atelier, gardien des objets y contenus, est, aux termes de l'article 1384, responsable du dommage, à moins qu'il ne prouve que l'incendie a eu pour cause un cas fortuit ou de force majeure ou la faute de la partie lésée.

Après l'arrêt de 1920, la plus grande partie de la jurisprudence suivit le chemin tracé par la Cour de Cassation (44).

(42) Lalou, op. cité, n° 1288. André Besson, op. cité, page 305.

(43) Rec. pér. Ass. 1921, p. 185.

(44) Voir : Paris, 16 octobre 1920. Rec. pér. Ass. 1920, p. 386. — Seine, 29 janvier 1921. Rec. pér. Ass. 1921, p. 388 ; et 25 février 1921. Rec. pér. Ass. 1921, p. 116. — Agen, 18 mai 1921. Rec. pér. Ass. 1922, p. 38 — statuant comme cour de renvoi après l'arrêt du 16 novembre 1920. — Seine, 10 février 1922. Rec. pér. Ass. 1922, p. 223. Gaz. Trib. 1922. 2. 412. — Marseille, 10 mars 1922, id. 1922, p. 226. — Compiègne : 10 mai 1922, id. 1922, p. 233. — Contra : Gray,

La Cour de Toulouse notamment a, dans un arrêt très explicite du 8 juin 1921 (45), décidé que le propriétaire d'un immeuble était responsable de l'incendie communiqué aux immeubles voisins. « Attendu, dit-elle, que l'article 1384 du Code Civil déclare expressément tout citoyen responsable non seulement du dommage qu'il cause par son fait, mais encore de celui qui est causé par la chose qu'il a sous sa garde ; qu'il édicte une présomption de faute contre celui qui a sous sa garde une chose inanimée... ; que celui qui a la jouissance et la garde d'une chose a sur elle un devoir de surveillance et qu'il est juste, si cette chose nuit à autrui, qu'il soit réputé n'avoir pas exécuté complètement cette obligation... ; que, vainement, il se-rait objecté que l'article 1384 n'est applicable qu'aux choses mobilières et ne régit pas les immeubles ; que son texte ne fait pas cette distinction et édicte, au contraire, une disposition formant le droit commun... » (46).

★ ★

L'application de la nouvelle doctrine au cas d'incendie communiqué de maison à maison, était logiquement inévitable.

10 décembre 1919. Rec. pér. Ass. 1920, p. 249. — Rodez, 25 mai 1920, id. 1920, p. 251. — Bordeaux, 26 juin 1922, id., 1922, p. 343.

(45) Rec. pér. Ass. 1921, p. 304. D.P. 1922. 2. 21. Gaz. Trib. 1921. 2. 599.

(46) Voir également : Le Havre, 1^{er} avril 1922. D. P. 1922. 2. 137. Gaz. Trib. 1922. 2. 486. — Trib. civ. Nancy, 31 juillet 1922. Rec. pér. Ass. 1922, p. 354, qui limite cependant l'application de l'article 1384 aux choses nocives : meubles ou immeubles. — Contra : Amiens, 22 mars 1922. Rec. pér. Ass. 1922, p. 228. — Boulogne-sur-Mer, 12 mai 1922. D.P. 1922. 2. 137. Gaz. Trib. 1922. 2. 484. — Poi-

Si, en matière d'incendie, la cause du dommage réside non dans la chose qui a propagé le feu, mais dans l'incendie lui-même, il y a cependant, à l'origine, une chose qui a été incendiée, et qui, par cet incendie, a occasionné le préjudice. On peut donc parler de la responsabilité du fait de la chose (47).

Or, cette responsabilité joue même si la chose ne présente pas de vice inhérent ou de dangers spécifiques. Elle est fondée non sur la considération de la chose elle-même, mais sur celle de la situation de l'homme par rapport à la chose (48).

La distinction des biens meubles et des biens immeubles n'avait donc pas de raisons d'être (49).

La présence constante de meubles dans les immeubles aurait suffi d'ailleurs pour justifier l'application de l'article 1384 paragraphe premier au cas de communication d'incendie par les immeubles (50).

tiers, 16 mai 1922. D.P. 1922. 2. 137. Gaz. Trib. 1922. 2. 569. — Trib. civ. Dijon, 10 juillet 1922. Rec. pér. Ass. 1922, p. 349.

(47) Henri et Léon Mazeaud, op. cité, n° 1330.

(48) Planiol et Ripert. Traité pratique de Droit civil français. T. VI, 1^{re} partie, n° 623.

(49) Planiol et Ripert, op. cité, n° 617.

(50) Hugueney, note au S. 1922. 1. 97, § 2.

SECTION IV

Les répercussions de la nouvelle Jurisprudence

La jurisprudence nouvelle comportait de graves conséquences.

Le demandeur à l'action en responsabilité avait seulement à établir que le préjudice dont il se plaignait, avait été occasionné par la chose et que cette chose était sous la garde du défendeur.

De son côté, le défendeur, pour être exonéré de sa responsabilité, devait rapporter la preuve, ou que le fait dommageable avait son origine dans une circonstance étrangère qui ne lui était pas imputable : cas fortuit, force majeure, fait du tiers, ou que la chose n'était pas sous sa garde ou celle de ses préposés au moment où elle avait occasionné le dommage.

Il ne lui suffisait pas de démontrer que sa chose était en parfait état, qu'il n'avait commis aucune faute, qu'il avait observé les règlements et pris habituellement toutes les précautions d'un occupant soigneux et diligent, ce qui aurait rendu infiniment vraisemblable le fait que l'incendie résultait d'une des causes extérieures qui entraînaient sa justification.

Mais, le fait précis, constitutif de l'une de ces causes qui, excluant sa propre culpabilité, supprimait par là même sa responsabilité (1), devait être établi par une preuve directe et positive, preuve particulièrement difficile

(1) Hugueney, note sous Cass. 16 novembre 1920. S. 1922. 1. 97.

à rapporter, et dont le défaut, par suite, rendait le succès du recours presque automatique (2).

Aussi, l'arrêt de la Chambre Civile du 16 novembre 1920, considéré à tort ou à raison, comme étendant l'application de la présomption de l'article 1384, paragraphe 1^{er}, au cas d'incendie communiqué par des immeubles, a-t-il produit une certaine perturbation dans le monde des assurances et un gros émoi parmi les assureurs.

Déjà, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, qui avait proclamé le droit de l'ouvrier blessé à une indemnité forfaitaire, avait jeté le trouble dans les assurances-accidents. La nouvelle jurisprudence atteignait la matière assurance-responsabilité.

Les propriétaires d'immeubles, les locataires, avaient, en effet, la possibilité de s'assurer contre les risques de voisinage moyennant des primes annuelles minimales, dont la quotité était précisément en rapport avec la rareté des recours exercés et la difficulté de les faire éventuellement aboutir, les tiers lésés devant prouver la faute des assurés.

Comme, par ailleurs, l'assurance-incendie était entrée dans les mœurs et que chacun assurait sa propre demeure, on se garantissait contre le recours des voisins pour une somme très inférieure à la valeur des immeubles contigus (3).

Or, la responsabilité étant présumée, il n'y aura désor-

(2) Bien entendu, si la chose avait reçu l'incendie d'une autre, ce fait constituerait une cause étrangère écartant la présomption de faute, en cas de non imputabilité. Planiol et Ripert, op. cité, n° 623, note 4.

(3) Paul Esmein. « Responsabilité civile ». Revue critique de législation et de jurisprudence, 1925, page 208.

mais point de sinistre qui ne donnera lieu à l'allocation de dommages-intérêts, dont le montant, impossible à prévoir, pourra atteindre des sommes considérables, un incendie pouvant prendre des proportions énormes, détruire plusieurs maisons, elles-mêmes garnies d'un mobilier de valeur.

Il faudra se garantir contre le recours des voisins presque dans les mêmes conditions que celles dans lesquelles on assure sa propre maison (3), et ce sera une lourde charge de loger à proximité d'un immeuble de grande valeur. Il faudra considérer aussi que si l'on est le premier sinistré, on sera presque toujours tenu pour responsable de tous les dommages causés à tous les biens incendiés, si éloignés qu'ils soient.

La situation nouvelle devait donc avoir sa répercussion sur les assurés par une majoration des primes : majoration pour une même somme assurée, en raison des éventualités de réalisation du risque (4), majoration aussi en raison de l'augmentation des valeurs à assurer en présence de l'importance du risque.

Dans une circulaire du 28 novembre 1921, adressée à leurs agents, les Compagnies d'assurances s'exprimaient ainsi :

« Aujourd'hui, d'après l'arrêt de la Cour de Cassation du 16 novembre 1920, le voisin est présumé responsable et ne peut se dégager que plus difficilement de sa respon-

(4) Dans la séance de la société d'études législatives du 18 janvier 1922, M. Drouant, chef du contentieux de la Société d'assurances « La Nationale », a indiqué que le relèvement des primes atteignait 50 %. Bulletin de la Société d'Etudes législatives, 1922, page 163.

sabilité, car il lui faudra prouver un cas fortuit ou la faute d'un tiers. Il en résulte que l'exercice des recours de voisinage sera beaucoup plus fréquent à l'avenir, qu'il donnera lieu à des responsabilités beaucoup plus lourdes, et que les primes afférentes à ce genre de risque sont devenues insuffisantes. Ces considérations ont obligé les Compagnies et Sociétés d'assurances à relever leurs tarifs dans une mesure modérée, et, en tous cas, proportionnée aux dangers de propagation d'incendie que présentent les objets assurés ».

D'autre part, lors de son assemblée générale tenue à Paris les 13, 14 et 15 mars 1922, la Fédération Nationale des Syndicats d'agents généraux d'assurances de France et des colonies a adopté le rapport présenté par son vice-président, M. Edouard Arnaud. Elle a fait sien le vœu émis par la Chambre de Commerce de Saint-Nazaire, tendant au vote, dans le plus court délai possible, d'une loi modifiant le premier alinéa de l'article 1384 du Code civil.

Les motifs, invoqués à l'appui de ce vœu, étaient les suivants :

« 1° Le principe de la présomption légale de faute du gardien de la chose dont il a la garde, admis par la nouvelle jurisprudence dans les recours du voisinage en matière d'incendie, en vertu de l'arrêt de la Cour de Cassation du 16 novembre 1920, est contraire à la logique et au bon sens, en raison de la quasi-impossibilité dans presque tous les cas, de faire, après le sinistre, la preuve du cas fortuit ou de la force majeure, et d'autre part, en raison des conséquences excessives de la responsabilité illimitée.

« 2° Il n'est pas, en effet, logique de rendre, sans preuve de faute, un propriétaire ou gardien d'immeubles, responsables des dégâts commis par une cause inconnue et pouvant résulter d'un cas fortuit, d'une force majeure, d'un court-circuit, de la négligence, de l'imprudence, ou même de la malveillance d'une personne étrangère à la maison.

« 3° Il est encore plus illogique de rendre responsable un locataire, non seulement des causes d'incendie ci-dessus indiquées, mais encore d'un vice de construction de l'immeuble qu'il occupe, qu'il n'a pu connaître, ni avant, ni même après le sinistre.

« 4° Il est également illogique de rendre responsable un dépositaire de marchandises en plein air, lesquelles n'auront été que l'agent de transmission entre l'auteur inconnu de l'incendie et les objets des voisins incendiés par communication.

« 5° Il n'est pas équitable de faire supporter à la première victime d'un incendie, dans presque tous les cas, sur simple présomption, et sans aucune preuve de faute, la responsabilité illimitée des dégâts causés aux voisins.

« 6° Il est absolument inique de grever d'une nouvelle charge considérable ou même écrasante, selon l'importance des agglomérations, tous les habitants des centres, et ce, sans profit pour l'Etat, ni pour la société, et d'exposer ainsi un nombre important de citoyens, par impossibilité de garantie de leur entière responsabilité, à une ruine complète, en cas d'incendie, même par un incendie allumé par cas fortuit, force majeure, ou par la malveillance d'un inconnu.

« 7° Il n'est pas de sage et bonne administration économique et sociale de placer les commerçants et industriels des gros centres d'agglomérations dans des conditions d'infériorité sérieuse de concurrence avec leurs collègues des petites agglomérations ou des campagnes, et d'aggraver, en conséquence, les conditions de lutte avec la concurrence étrangère.

« 8° Il est, au contraire, de toute justice et de toute équité de limiter la responsabilité de chacun à sa propre faute et à la faute des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde dans les termes des articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil.

« 9° Cette jurisprudence a existé depuis plus d'un siècle, et depuis de longues années, elle ne donnait que très rarement lieu à des contestations.

« 10° Il y a lieu d'apporter un remède immédiat à cette situation, et à cet effet, de compléter l'article 1384 du Code civil par un texte clair, net et précis ».

Enfin, dans sa séance du 21 juillet 1922, le Conseil central de l'Union des Chambres Syndicales Lyonnaises s'est occupé de la même question du recours des voisins ; il a émis également et à l'unanimité, un vœu tendant au même but.

On peut cependant se demander si l'inquiétude des Compagnies d'assurances était bien justifiée, et si, comme elles le pensaient, elles avaient intérêt à obtenir une réforme législative.

Sans doute, le mode de répartition des sinistres entr'

elles aurait peut-être été modifié ; mais la pratique de plus en plus fréquente de la réassurance leur aurait permis de rétablir l'équilibre des risques.

Comme, par ailleurs, le nombre des sinistres à régler n'aurait pas varié, la majoration des primes et l'augmentation des capitaux assurés, conséquences de l'application de la présomption de faute, auraient fait croître leurs bénéfices (5).

Quoiqu'il en soit, sous leur pression, le public finit aussi par s'émouvoir.

Après la grande tourmente de 1914-1918 dont les conséquences pécuniaires se faisaient particulièrement sentir, les contribuables français acceptaient difficilement de nouveaux sacrifices, sous forme de charges obligatoires résultant de la majoration des primes.

Ils demandaient que leur sécurité fût assurée dans toute la mesure possible, et par suite, que leur fût écartée la menace d'une ruine possible. Ils voyaient dans ce fait une condition de la tranquillité générale et de l'ordre social, plus nécessaire que jamais à cette époque.

Le législateur dût intervenir.

Il le fit par l'élaboration, l'étude et la promulgation de la loi du 7 novembre 1922.

(5) Cf. André Besson, op. cité, page 306.

CHAPITRE III

LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1922

SECTION I

Son élaboration

Le bouleversement apporté dans les Compagnies d'Assurances et l'émotion soulevée dans le public trouvèrent écho, et à la Chambre des Députés, et au Sénat.

Le 22 décembre 1921, MM. Anselme et Joseph Patureau-Mirand, et M. Alexandre Duval, députés, ont déposé sur le bureau de la Chambre des Députés une proposition de loi (1) « tendant à compléter l'article 1384 du Code civil relatif à la responsabilité civile ».

Cette proposition était ainsi conçue :

« Article unique : L'article 1384 du Code civil est complété par le paragraphe suivant : Toutefois, le propriétaire ou celui qui aura la garde de biens immobiliers ou mobiliers, dans lesquels un incendie aurait pris naissance, ne sera pas responsable de plein droit des dommages qui auront été causés aux riverains par la communication de cet incendie.

(1) Doc. parl. Session extraordinaire de 1921. Chambre des Députés. Annexe n° 3588.

« La responsabilité du propriétaire ou de celui qui aura la garde des biens immobiliers ou mobiliers qui auront communiqué l'incendie aux riverains, sera toujours régie par l'article 1382 du Code civil ».

De son côté, le 24 janvier 1922, M. le député Maurice Sibille a présenté une proposition de loi (2) « tendant à compléter l'article 1386 du Code civil et à fixer les conditions du recours des voisins en cas d'incendie ».

En voici le texte :

« Article unique : Il est ajouté à l'article 1386 du Code civil un second paragraphe ainsi conçu :

« Quand un incendie éclate dans un immeuble, celui qui en a la jouissance n'est pas tenu de réparer le dommage causé aux propriétaires voisins à moins qu'il ne soit prouvé que le sinistre provient d'une cause constituant de sa part une faute ».

M. Robert Schuman, député, était chargé par la Commission de législation civile et criminelle de la Chambre des Députés de rapporter ces deux propositions.

A la séance du 8 avril 1922, il conclut, dans son rapport (3), à l'adoption du texte suivant, ne différant pas beaucoup de celui des deux propositions de loi en question :

« Il est ajouté à l'article 1384 du Code civil un paragraphe ainsi conçu :

« En cas d'incendie, celui qui a la garde d'un objet mobilier ou d'un immeuble n'est responsable de l'incendie

(2) Doc. parl. Session de 1922. Ch. Dép. Annexe n° 3777.

(3) Doc. parl. Session de 1922. Ch. Dép. Annexe n° 4297.

communiqué par cet objet ou immeuble que si le sinistre est causé par sa faute ou par le fait des personnes dont il doit répondre ».

Entre temps, deux sénateurs, MM. Ruffier et Duquaire, avaient déposé sur le bureau du Sénat et à la séance du 10 novembre 1921 une proposition de loi (4), tendant sensiblement au même but. Intitulée : « Proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 1384 du Code civil », elle contenait le seul article suivant :

« Le premier alinéa de l'article 1384 du Code civil est complété par les dispositions suivantes :

« Toutefois celui qui occupe le bâtiment ou la portion de bâtiment dans lequel un incendie a pris naissance, ne sera responsable, vis-à-vis des tiers, des dommages causés par cet incendie que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute de personnes dont il est responsable.

« Cette disposition ne s'applique pas aux rapports entre propriétaires et locataires qui demeurent régis par les articles 1733 et 1734 du Code Civil ».

La Commission de législation civile et criminelle du Sénat, après avoir examiné la proposition qui lui avait été soumise, chargeait M. Guillier, sénateur, de la rapporter.

A la séance du 16 juin 1922, ce dernier déposait son rapport (5) concluant à l'adoption de ce texte légèrement différent de celui proposé par MM. Ruffier et Duquaire :

(4) Doc. parl. Session extraordinaire de 1921. Sénat. Annexe n° 698.

(5) Doc. parl. Session ordinaire de 1922. Sénat. Annexe n° 376.

« Article unique : Le premier alinéa de l'article 1384 du Code Civil est complété par les dispositions suivantes :
« Toutefois celui qui détient à un titre quelconque tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance, ne sera responsable, vis-à-vis des tiers, des dommages causés par cet incendie que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable.

« Cette disposition ne s'applique pas aux rapports entre propriétaires et locataires, qui demeurent régis par les articles 1733 et 1734 du Code Civil ».

Le 27 juin suivant, M. Guillier obtenait du Sénat la déclaration d'urgence, et faisait adopter sans discussion le texte tel qu'il avait été établi par la Commission de législation.

Transmise dès le 29 juin 1922 à la Chambre des Députés, cette proposition de loi, votée par le Sénat, a été envoyée à la Commission de législation pour étude et examen. M. Robert Schuman, qui avait déjà été désigné pour rapporter les propositions de loi Patureau et Sibille, fut également chargé du nouveau rapport. Il le déposa à la séance du 5 juillet 1922 (6), et la proposition de loi fut adoptée également sans discussion le 24 octobre suivant dans les termes admis par le Sénat.

Cette hâte apportée par le Parlement peut étonner, d'autant plus que, dans sa séance du 18 janvier 1922, la Société d'Etudes Législatives, consultée par le Gouvernement, avait décidé à l'unanimité de surseoir, l'arrêt de la

(6) Doc. parl. Session de 1922. Ch. des Députés. Annexe n° 4694.

Cour de Cassation du 16 novembre 1920 n'ayant pas la portée qu'on lui attribuait (7).

Quoiqu'il en soit, votée par les deux Chambres, la loi a été publiée dans le Journal Officiel du 7 novembre 1922, et elle est devenue ainsi exécutoire.

SECTION II

Objet de la Loi

Toutes les propositions de loi dont nous venons de parler, qu'elles tendent à modifier l'article 1384 ou l'article 1386, ne diffèrent entr'elles que par les termes de leur rédaction.

Elles ont la même origine. Elles tendent au même but.

La proposition de MM. Duquaire et Ruffier, qui est devenue la loi du 7 novembre 1922, n'en est, en quelque sorte, que la reproduction, la quintessence.

C'est l'arrêt du 16 novembre 1920, rendu par la Cour de Cassation en matière d'incendie et de recours des voisins, qui les a suscitées.

Leurs différents auteurs ont tous interprété cet arrêt dans le sens le plus large. Ils ont estimé qu'il proclamait le paragraphe premier de l'article 1384 applicable aux dommages causés par l'incendie tant de meubles que d'immeubles ; et c'est pour empêcher que soit désormais invoquée, en pareil cas, la présomption de faute édictée par cet article qu'ils ont demandé l'intervention des Chambres.

(7) Bulletin de la Société d'Etudes législatives 1922, page 163.
Cf. André Besson, op. cité, page 307 — Henri et Léon Mazeaud, op. cité, n° 1331.

MM. Ruffier et Duquaire, dans l'exposé des motifs, s'exprimaient ainsi : « L'arrêt du 16 novembre 1920, rompant avec la jurisprudence antérieure, a déclaré applicable au recours des voisins non seulement les articles 1382 et 1383 du Code Civil, mais aussi l'article 1384. Il modifie complètement la situation de la personne chez laquelle un incendie prend naissance, puis se communique aux immeubles voisins. Il l'aggrave considérablement au point de vue de la responsabilité, mettant tout propriétaire ou locataire ayant des voisins, et c'est le cas dans toutes les agglomérations, dans l'impossibilité de se garantir efficacement contre des risques devenus beaucoup plus lourds... La jurisprudence vient de franchir une nouvelle étape en décidant que l'article 1384 régit les rapports des voisins en cas d'incendie et que le locataire ou le propriétaire dans les locaux duquel le feu a pris naissance, est présumé responsable de tous les dommages causés par la propagation de l'incendie, et doit, pour échapper à la responsabilité, prouver le fait d'autrui ou la force majeure ».

En admettant que l'interprétation ainsi faite de l'arrêt du 16 novembre 1920 ne soit pas complètement exacte et que l'on ait exagéré les conséquences de cette décision en lui prêtant une extension que peut être la Cour suprême n'a pas voulu lui donner, la loi nouvelle proposée et votée à la suite de cet arrêt a une portée qui dépasse de beaucoup les limites de cette controverse. Celle-ci a motivé l'intervention du législateur ; mais ce dernier a étendu la nouvelle disposition qu'il édictait à d'autres hypothèses.

Il a posé un principe général. Dans tous les cas d'in-

cendie, que le feu ait pris dans des biens meubles ou dans des immeubles, qu'il ait été transmis par ceux-là comme par ceux-ci, le recours du voisin sera régi par les mêmes règles, et ces règles seront celles du droit commun.

Le demandeur en dommages intérêts devra établir la faute du détenteur des biens qui ont communiqué le sinistre, le dommage subi, et la relation entre la faute et le dommage (1).

Au fond, ce détenteur est replacé dans la même situation que celle où il se trouvait avant que les Cours et Tribunaux n'aient fait application de la théorie spéciale tirée de l'article 1384.

Le nouveau texte, en apportant une dérogation à cet article qui constitue déjà une exception au principe posé par les articles 1382 et 1383, ne fait que stipuler l'application de ce même principe au cas d'incendie.

La charge de la preuve qui, en cas de présomption de faute, était renversée, se trouve rétablie, et comme sous l'ancienne jurisprudence, la responsabilité en cas d'incendie ne peut plus maintenant procéder que d'un délit ou d'un quasi-délit.

La faute peut d'ailleurs intervenir après que le feu a été allumé, s'il est prouvé que sans elle, l'incendie ne se serait pas propagé (2).

(1) La jurisprudence a suivi ses errements habituels quant à la constatation de la faute et de sa relation avec le préjudice, qui a été admise notamment par présomption. Planiol et Ripert, *op. cit.*, n° 624. 2°. — Civ. 23 novembre 1925. *Gaz. Pal.* 1926. 1. 133. — Req. 13 janvier 1926. *S.* 1926. 1. 87 — et 19 mars 1928. *S.* 1928. 1. 190.

(2) Voir : Poitiers, 19 février 1930. *S.* 1930. 2. 51.

En ce qui concerne les immeubles, la loi nouvelle rend inutile pour les diverses juridictions l'interprétation de l'arrêt de 1920, puisqu'elles n'auront plus désormais à s'en inspirer. Elle empêche ainsi toutes divergences de se produire ou de se renouveler dans la jurisprudence, comme auparavant, en présence des deux thèses (3). Elle supprime toute controverse.

A l'avenir, en effet, en matière de dommages causés aux tiers par un incendie de maisons, ce ne seront plus les articles 1382 et 1383 du Code Civil qui recevront leur application, comme l'avait décidé la jurisprudence antérieure à 1920. Ce ne sera pas non plus le paragraphe premier de l'article 1384 du même Code, comme la Cour de Cassation avait permis de le supposer à la suite de l'arrêt du 16 novembre 1920 et comme l'avait jugé la Cour d'appel de Toulouse le 8 juin 1921. Mais, ce seront les nouvelles dispositions de cet article 1384 modifié, qui prescrivent les règles exprimées par les articles 1382 et 1383 au point de vue de la preuve à établir quant à l'existence de la faute, de l'imprudence ou de la négligence.

En ce qui concerne les meubles, la loi nouvelle, en repoussant la théorie du risque et en revenant au principe de la faute prouvée, condamne la jurisprudence antérieure qui avait déduit de l'article 1384 les conséquences logiques qu'il comportait. Elle apporte une modification importante.

(3) Voir : pour l'application de l'article 1384 : Seine, 10 février 1922. Rec. Gaz. des Trib. 1922. 2. 412. — Le Havre, 1^{er} avril 1922, id. 1922. 2. 486. — Toulouse, 8 juin 1921, id. 1921. 2. 599. — Pour l'application de l'article 1382 : Poitiers, 16 mai 1922. Rec. Gaz. des Trib. 1922. 2. 569. — Boulogne, 12 mai 1922, id. 1922, 2, 484.

Il n'était plus, en effet, contesté en doctrine et il était admis en jurisprudence que le paragraphe premier de l'article 1384 recevait son application au cas où l'incendie était transmis par des objets mobiliers. Désormais, par le jeu de la nouvelle loi, le propriétaire ou le détenteur de la chose mobilière où le feu a pris initialement avant d'être communiqué, ne sera plus présumé en faute ; mais, pour triompher contre lui dans une demande en réparation du préjudice causé, il faudra établir qu'il a commis soit une faute, soit une imprudence.

La disposition complémentaire de l'article 1384 établit donc un droit nouveau : elle innove.

★★

En fixant d'une façon formelle et définitive le droit du voisin en cas d'incendie, le législateur a voulu apaiser l'émotion soulevée par le fameux arrêt de la Cour de Cassation. Mais les justiciables n'ont pas trouvé la sécurité complète qu'ils pouvaient espérer.

La loi nouvelle apportant une dérogation au premier paragraphe de l'article 1384 pour le seul cas d'incendie, a implicitement approuvé l'application de cet article dans tous les autres cas. Ayant calmé le monde des assureurs, elle a soulevé une légitime émotion chez les propriétaires qui sont le plus souvent les gardiens.

Par ailleurs, la situation spéciale faite au détenteur d'une chose suivant l'origine du dommage est incohérente, et cette incohérence crée des difficultés d'application que la loi, mal rédigée et trop concise, n'a pas prévues. Elle a ainsi laissé de nombreuses questions sans solution, et

souvent la jurisprudence a été contradictoire dans ses décisions.

SECTION III

Domaine d'application de la Loi dans le temps **Son caractère modificateur**

La première difficulté qui s'est présentée après la promulgation de la nouvelle loi, fut de déterminer son domaine d'application dans le temps.

Le propriétaire demandeur dont la chose a été incendiée avant le 7 novembre 1922, pourra-t-il postérieurement à cette date baser son action en dommages-intérêts sur l'alinéa premier de l'article 1384 ? Pourra-t-il prétendre encore que l'incendie, ayant pris naissance chez son voisin, ce dernier doit être présumé en faute, ou devra-t-il, conformément à la loi nouvelle, établir cette faute ?

L'article 2 du Code Civil stipule : « La loi ne dispose que pour l'avenir. Elle n'a pas d'effet rétroactif ».

Le principe est donc que les conséquences des faits antérieurs à la loi nouvelle, sont régies par la loi ancienne.

La loi du 7 novembre 1922 ne s'appliquerait pas aux incendies antérieurs à sa promulgation !

Mais, si le juge doit respecter la règle de la non rétroactivité, rien n'interdit au législateur de faire rétroagir les lois qu'il édicte. Il suffit qu'il s'en explique, ne serait-ce qu'implicitement.

La règle de la non rétroactivité est une règle de pur

droit civil, et non d'ordre constitutionnel. Elle n'oblige que le juge (1).

Il est généralement admis que les lois dites interprétatives sont rétroactives. Ce sont les lois « par lesquelles le législateur se propose de déterminer le sens douteux, obscur ou controversé d'une loi ancienne » (2). Ces lois font corps avec le texte qu'elles viennent élucider. Leur rétroactivité n'est d'ailleurs qu'apparente : car, ce n'est pas la loi interprétative qu'on applique, mais la loi interprétée (3).

La loi du 7 novembre 1922 n'a pas expressément délimité son champ d'application dans le temps, et ses termes, examinés implicitement dans leur ensemble, ne permettent pas de découvrir la volonté du législateur sur ce point.

La solution du problème doit donc être recherchée dans le caractère interprétatif ou non de la loi.

- (1) Voir : Planiol et Ripert. *Traité élémentaire de Droit civil*. Tome I. 11^e édition, n^{os} 250, 251. — Beudant. *Cours de Droit civil français*. Introduction. Explication du titre préliminaire du Code civil. N^{os} 126 et suiv. — Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, 5^e édition, tome 1, n^o 30, pages 98 et suivantes. — Note de M. Glasson sous D. P. 1887, 2, 97. — Conclusions de M. le Procureur général Baudoin sous l'arrêt de la Cour de Cassation du 8 février 1904. *Gaz. Pal.* 1904. 1. 255. — Et notamment la loi du 13 avril 1908 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, article 3, § 3, alinéa 5.
- (2) Colin et Capitant. *Cours élémentaire de Droit civil français*, 4^e édition. Tome 1, p. 56.
- (3) Planiol et Ripert. *Traité élémentaire*, op. cité, n^o 251. — Aubry et Rau, op. cité, n^o 30, notes 9 et 9 bis. — Colin et Capitant, op. cité, page 56. — Beudant, op. cité, n^o 133. — Dalloz, *Jurisprudence générale*. V^o Lois, n^o 188, et supplément n^o 119. *Nouveau Code civil annoté*, article 2, n^{os} 76 et suiv. — De Vareilles Sommières : Une théorie nouvelle sur la rétroactivité des lois. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1893, pages 444 et s., 492 et s.

Avant d'aborder le sujet au fond, il est à remarquer que la justification même du principe de la non rétroactivité des lois — l'intérêt économique — ne s'oppose pas à ce que la disposition complémentaire de l'article 1384 s'applique aux incendies antérieurs au 7 novembre 1922.

A cette date du 7 novembre 1922, le sinistré, demandeur en dommages-intérêts, ne pouvait guère, en effet, se prévaloir de droits acquis. La fluctuation divergente de la jurisprudence dans l'interprétation de l'article 1384, lui interdisait de prétendre pouvoir, avec certitude de succès, opposer la présomption de faute au propriétaire ou au détenteur de l'immeuble dans lequel l'incendie s'était déclaré.

★★

Dans le silence du texte, il est naturel que l'on interroge les documents législatifs.

Ces documents consistent uniquement dans l'exposé des motifs de MM. Duquaire et Ruffier, et dans les rapports présentés par M. Guillier au Sénat, et par M. Schuman à la Chambre, puisque le vote eut lieu sans débat, ni discussion.

MM. Duquaire et Ruffier indiquent que, pour porter remède à la situation créée par l'arrêt de la Cour suprême du 16 novembre 1920, ils se borneront « à demander au Parlement de modifier par voie d'*interprétation* l'article 1384 du Code Civil en complétant le paragraphe premier dudit article, et de remplacer l'occupant de la partie de l'immeuble dans laquelle un incendie se déclare, vis-à-vis de ses voisins, au point de vue de sa responsabilité, dans

la situation même que lui avait faite la jurisprudence antérieure à l'arrêt de la Cour de Cassation ».

En proposant au vote des assemblées législatives le nouveau texte, MM. Duquaire et Ruffier n'auraient ainsi voulu que faire interpréter l'article 1384 dont la jurisprudence avait fait, d'après eux, une fausse application.

M. Guillier paraît avoir suivi ses collègues. Pour justifier de plus fort la loi en discussion, il terminait son rapport dans ces termes : « L'importance des intérêts en jeu est telle que nombre de Chambres de Commerce ont déjà appelé sur cette question l'attention des pouvoirs publics. La nécessité de calmer l'émotion soulevée par l'arrêt de 1920 justifie pleinement l'intervention du législateur, qui aura pour effet de donner d'une façon non équivoque à l'article 1384 le sens et la portée qu'avaient incontestablement voulu lui donner les rédacteurs du Code ».

Sans s'être prononcé de façon explicite, M. Guillier aurait donc admis le caractère interprétatif de la loi qu'il rapportait.

C'est ainsi du moins que l'a compris M. Schuman qui, lui, ne l'admet pas. Il a, en effet, déclaré à la Chambre des Députés que la thèse de M. Guillier « se concilie difficilement avec le texte qui semble plutôt apposer au principe énoncé par le premier paragraphe de l'article 1384 une dérogation pour un cas spécial ».

Ainsi donc, tandis que le rapporteur au Sénat considère la loi proposée à l'agrément des assemblées comme ayant un caractère interprétatif, le rapporteur à la Chambre des Députés lui attribue un caractère modificatif.

En conséquence, même si l'on admet que chacune des

assemblées ait voulu suivre l'opinion de son rapporteur, la loi ayant été votée sans débat ni discussion, les travaux préparatoires ne peuvent fournir aucun élément susceptible de résoudre la question.

★ ★

Les Commentateurs de la nouvelle loi s'accordent pour reconnaître qu'elle apporte une modification à l'article 1384.

A l'appui de leur opinion, ils donnent deux arguments qui se complètent : un argument de fond et un argument de texte :

La loi du 7 novembre 1922 n'a pas déclaré qu'aucune présomption de faute en général ne pesait sur le gardien d'un objet quelconque. Elle admet, au contraire, qu'en principe cette présomption existe. Mais elle édicte une exception à cette règle pour le cas spécial et unique où le dommage causé est un dommage résultant d'un incendie. Cela constitue une dérogation, comme l'a admis M. Schuman.

Le seul mot « toutefois » employé au début de l'alinéa nouveau est significatif. Il indique la réalité de l'exception.

La loi nouvelle serait donc modificative et non interprétative de l'ancien article 1384.

C'est l'opinion émise par M. Josserand, doyen de la Faculté de Lyon : « Il suffit de lire le texte dans sa rédaction nouvelle pour avoir le sentiment que le législateur de 1922 a entendu apporter une dérogation au droit antérieur, et cette impression est confirmée par cette particularité que la formule additionnelle vise l'incendie, non

seulement des immeubles, mais également des biens mobiliers, dans une éventualité qui rentrait jadis incontestablement dans les prévisions de l'article 1384 § 1^{er}, et qui y est désormais soustraite pour être rattachée à la disposition générale de l'article 1382. Il y a là un minimum d'innovation dont la réalité ne saurait être contestée, et qui suffit à imprimer à la loi du 7 novembre 1922 le caractère d'un texte introductif d'un droit nouveau, soumis à ce titre à la règle de la non rétroactivité » (4).

C'est également l'opinion de M. le Professeur Ripert (5) et celle de M. Saintelette : « On ne saurait, dit ce dernier (6), considérer comme interprétative une loi qui vient, sur un point particulier, modifier une règle générale dont le maintien est proclamé ».

★★

La jurisprudence a eu à se prononcer sur cette question que les discussions au sein des deux Chambres n'avaient point éclaircie.

Dès le lendemain de la promulgation de la loi, les Tribunaux de première instance et les Cours d'appel ont admis, au contraire de la doctrine, le caractère interprétatif de la nouvelle loi.

Si certaines décisions ont brutalement affirmé ce ca-

(4) D.P. 1925, I, 100, note sous Cass. Req. 10 février 1925.

(5) D.P. 1925, I, 5, note sous Cass. Civ. 29 juillet 1924. — Voir également : Planiol et Ripert, *Traité pratique*, T. VI, n° 624, note 1 — Lalou, *op. cité*, n° 1291 — Henri et Léon Mazeaud, *op. cité*, n° 1338 — André Besson, *op. cité*, page 318 — Maurice Cesbron, « Le Recours des Voisins en cas d'incendie », *Journal des Notaires*, 1923, page 172.

(6) *Rec. pér. Ass.* 1923, page 15.

ractère (7), la plupart ont donné les raisons pour lesquelles elles l'attribuaient à la disposition complémentaire de l'article 1384.

Ces arguments, au nombre de deux, ont été formulés successivement.

1° Le Tribunal Civil de la Seine qui a eu le premier à statuer, a déclaré, dans un jugement du 2 décembre 1922 (8), « que cette loi, étant non une modification de l'article 1384 du Code Civil, mais une interprétation de cet article, alors qu'il y avait divergence pour son application dans la jurisprudence, ne saurait être écartée, comme ne pouvant avoir d'effet rétroactif ».

Le premier février 1923, le Tribunal Civil de Rochecouart (9) le suivait dans son raisonnement et décidait qu'étant donné les divergences existant au sujet de l'application de l'article 1384, le texte nouveau n'avait fait qu'interpréter cet article, et le rendre plus clair et plus précis (10).

2° Peu de temps après, dans un jugement du 13 février 1923, le Tribunal Civil de la Seine (11), de nouveau saisi de la question, maintenait ses errements précédents, en invoquant les termes mêmes du rapport de M. Guillier : « Attendu que la loi du 7 novembre 1922, destinée non pas à créer une législation nouvelle, mais à mettre fin, ainsi

(7) Seine, 28 avril 1924. D. H. 1924, p. 483.

(8) D.P. 1923. 2. 60. Jugement de la sixième Chambre.

(9) Rec. pér. Ass. 1923, p. 105.

(10) Voir également : Clermont-Ferrand, 20 février 1923. Rec. pér. Ass. 1924, p. 26. Gaz. Trib. 1923. 2. 689.

(11) Jug. de la 1^{re} Chambre. Rec. pér. Ass. 1923, p. 108. Gaz. Trib. 1923. 2. 311.

que l'a déclaré le rapporteur de la loi au Sénat, à des interprétations divergentes de la jurisprudence et « à donner d'une façon non équivoque à l'article 1384 le sens et la portée qu'avaient incontestablement voulu lui donner les rédacteurs du Code » (rapport de M. Guillier au Sénat), apparaît comme une loi interprétative dudit article 1384, et doit à ce titre, s'appliquer même aux sinistres antérieurs à sa promulgation... ».

De là, à tirer argument des travaux préparatoires de la loi, il n'y avait qu'un pas.

Ce pas fut franchi par la Cour de Paris.

Dans deux arrêts rendus le 19 mars 1923 (12), cette Cour considère que l'addition apportée à l'article 1384 est bien interprétative, et non complétive de cet article ; « qu'il suffit pour s'en convaincre de se reporter à l'exposé des motifs de la loi nouvelle ; qu'on y lit, notamment sous la plume de MM. Ruffier et Duquaire, sénateurs, auteurs du projet... « Nous nous bornerons à demander au Parlement de modifier par voie d'interprétation l'article 1384 du Code Civil... etc. » ; que le rapport fait par M. Guillier, sénateur, au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de la loi dont s'agit, confirme pleinement l'argument tiré de l'exposé des motifs en faveur du caractère interprétatif de la loi nouvelle..... que M. Robert Schuman, dans son rapport présenté à la Chambre des Députés, au nom de la Commission législative, rappelle l'opinion de M. le sénateur Guillier sur le caractère purement interprétatif de la loi, et fait seulement remarquer que le texte du

(12) Rec. pér. Ass. 1923, p. 110.

projet semble plutôt opposer au principe énoncé par le paragraphe premier de l'article 1384 une dérogation pour un cas spécial ; qu'il laisse d'ailleurs à la jurisprudence le soin d'élucider ce point... ; qu'il paraît impossible à la Cour qu'en l'absence de toute discussion contraire au sens de la loi du 7 novembre 1922, tel qu'il était affirmé par les auteurs et par le rapporteur du projet, ce sens n'ait point été celui du vote du Parlement ; que la réserve du député Schuman s'explique par l'insertion du mot « toutefois », en tête de l'addition, mais que ce mot indique seulement la portée de la modification interprétative intervenue, laquelle ne s'étend pas aux causes de dommage autres que l'incendie ayant pris naissance dans les conditions précisées au texte nouveau... ».

Le 14 avril 1923, la Cour de Paris (13) rendait encore un arrêt similaire.

Dès lors, la jurisprudence des Cours d'appel et des Tribunaux est fixée. Les nombreux arrêts et jugements, s'appuyant sur ces arguments, décideront unanimement que la loi du 7 novembre 1922 est rétroactive (14).

★★

La Cour de Cassation a paru au début ne pas vouloir suivre ce mouvement jurisprudentiel, et on a pu croire,

(13) S. 1923. 2. 136. Gaz. Trib. 1923. 2. 440.

(14) Voir : Montdidier, 20 décembre 1923. Rec. pér. Ass. 1924, p. 188. — Paris, 21 juin 1924. Rec. pér. Ass. 1924, p. 372. — Rouen, 12 novembre 1924. Rec. pér. Ass. 1924, p. 374. — Conseil de Préfecture de l'Aisne, 12 décembre 1924. Même Rec. 1925, p. 91. Gaz. Trib. 1925. 2. 618. — Seine (1^{re} Chambre), 12 janvier 1926. Gaz. Trib. 18 septembre 1926. — Alger, 8 mars 1926. D.P. 1928. 2. 112.

un moment, qu'elle considérait cette loi comme étant soumise à la règle de la non rétroactivité.

En effet, la Chambre Civile, dans deux arrêts des 10 janvier 1923 (15) et 4 février 1924 (16), et la Chambre des Requêtes, dans un arrêt du 10 février 1925 (17), ont admis, implicitement, que la loi nouvelle n'était point applicable aux faits antérieurs à sa promulgation.

Dans la première espèce, la Chambre Civile avait à statuer encore sur la responsabilité de la perte de marchandises détruites le 2 juillet 1906 par l'incendie survenu en gare de Bordeaux-Brienne.

L'arrêt qui lui était déféré, constatait que le sinistre avait été causé par une chose « dont le défendeur avait la garde et qui, au lieu d'être maintenue à sa place, comme elle aurait pu et dû l'être, avait été certainement mise en un point d'où, incendiée elle-même, elle avait communiqué le feu ».

La Chambre Civile a jugé que cette constatation justifiait la condamnation du défendeur, la Compagnie du Midi, dès lors que celle-ci ne rapportait la preuve, ni d'un cas fortuit ou de force majeure, ni d'une cause d'incendie qui lui ait été étrangère.

La deuxième espèce concernait un incendie qui avait détruit, dans la nuit du 11 au 12 août 1919, les vêtements et les bijoux d'une domestique logée dans la maison de son maître. La Chambre Civile a déclaré que « ni l'article 1384 du Code civil, ni aucune autre disposition légale » ne met-

(15) S. 1924. 1. 257.

(16) D. P. 1925. 1. 25.

(17) D. P. 1925. 1. 100.

tait à la charge du maître, en l'absence d'une faute démontrée, la responsabilité de ce risque matériel à l'égard de la domestique.

Enfin, la Chambre des Requêtes a décidé, au sujet d'un incendie survenu dans la nuit du 21 au 22 mai 1921, que le propriétaire de l'immeuble dans lequel le feu avait pris naissance, n'était point soumis à la présomption de l'article 1384, parce que cette disposition était uniquement applicable aux gardiens d'objets mobiliers.

Dans ces trois espèces où il s'agissait d'incendies antérieurs au 7 novembre 1922, la Cour de Cassation a fait abstraction de la loi nouvelle ; elle n'a visé que l'article 1384 du Code Civil.

La date des décisions qui lui étaient déferées, importe peu : la loi interprétative est applicable à tous les faits et à tous les actes antérieurs à sa promulgation, même à ceux qui auraient donné lieu auparavant à un pourvoi, fut-il déjà admis (18).

Donc, si la Cour suprême avait reconnu un caractère rétroactif à la disposition complémentaire de l'article 1384, elle aurait dû se référer non seulement à la loi en vigueur lors des faits générateurs du procès, mais encore à la nouvelle loi.

Il a été ainsi permis de penser que la Cour de Cassation, sans s'être prononcée explicitement, avait admis le caractère modificateur de cette loi.

Cependant, si telle était sa manière de voir, elle a brusquement changé d'avis.

(18) Cass. Civ. 23 décembre 1845. D. P. 48. 5. 302.

Dans un arrêt du 16 juillet 1925 (19), sur un pourvoi formé contre une décision de la Cour de Bordeaux, elle a confirmé la jurisprudence des Cours d'appel et des Tribunaux dans des termes non équivoques, en invoquant expressément « l'article 1384 du Code civil complété par la loi *interprétative* du 7 novembre 1922 ».

Aucun doute n'était plus possible.

Du reste, dans un arrêt du 13 janvier 1926 (20), plus explicite, la Cour suprême émettait la même appréciation : « Attendu que la disposition additionnelle insérée dans l'article 1384 du Code civil par la loi du 7 novembre 1922, est purement interprétative ; que, par suite, en faisant application de cette disposition à des faits antérieurs à sa promulgation, l'arrêt attaqué (21) n'a violé aucun des textes visés au moyen... » (22).

La jurisprudence tout entière est donc unanime pour reconnaître un caractère interprétatif à la disposition légale du 7 novembre 1922 et appliquer cette dernière aux incendies antérieurs à sa promulgation.

★ ★

Il est regrettable que les décisions de la Cour de Cassation n'apportent qu'une affirmation pure et simple, car

(19) D. H. 1925, p. 574. Gaz. Pal. 1925. 2. 259.

(20) Rec. pér. Ass. 1926, p. 12. D. H. 1926. 65 — Arrêt de la Chambre des Requêtes.

(21) Arrêt de la Cour d'Amiens du 19 novembre 1924.

(22) Voir également : Civ. 21 décembre 1925. Rec. pér. Ass. 1926, p. 15. S. 1925. 1. 351 — et 23 mars 1926 (six arrêts identiques rendus le même jour). D. H. 1926, p. 266. D. P. 1926. 1. 129 — 15 avril 1926. Gaz. Pal. 1926. 2. 77 — et 18 mai 1926. Gaz. Pal. 1926. 2. 202. D. H. 1926. 329.

les arguments émis par les juges du fond pour justifier la dérogation à l'article 2 du Code civil, à savoir le but et les travaux préparatoires de la loi nouvelle, ne paraissent pas concluants.

Sans doute, pour supprimer l'équivoque créée par l'arrêt de la Chambre civile du 16 novembre 1920, le législateur a ajouté un alinéa à l'article 1384, précisant qu'en matière d'incendie, la faute de l'auteur du dommage doit être prouvée ; sans doute, il a voulu écarter immédiatement les conséquences de cet arrêt (23). Mais, il n'a pas, par celà même, interprété le sens qui doit être donné au texte du premier paragraphe de l'article 1384.

La théorie de la responsabilité du fait des choses inanimées, née à la fin du dix-neuvième siècle par suite des progrès de l'industrie, de l'extension du commerce, d'une vie de plus en plus active, donc pleine de risques, était appliquée dans les espèces les plus diverses, et non pas seulement au cas d'incendie.

D'autre part, si malgré la généralité du texte, la jurisprudence hésitait, contre toute logique, à décider que l'article 1384 concernait les dommages causés par des immeubles, elle était unanime pour en faire application au gardien d'objets mobiliers.

Pour constituer une interprétation, la loi nouvelle aurait donc dû déclarer qu'aucune présomption de responsabilité ne pesait sur le gardien, quelle que soit la cause du dommage, quelle que soit la nature des biens. Interprétant un texte général auquel il avait été attribué une portée

(23) Planiol et Ripert. *Traité pratique*. T. VI, n° 624, note 1.

qu'il ne comportait pas, le législateur de 1922 aurait dû édicter une disposition générale.

Or, il n'en est pas ainsi.

La loi nouvelle confirme tacitement les errements de la jurisprudence relatifs aux sinistres qui ne rentrent pas dans son domaine d'application. Elle admet que l'article 1384, paragraphe premier, contient une présomption de faute du gardien, c'est la règle générale ; mais elle veut que cette règle comporte une exception pour le cas particulier d'incendie.

Par ailleurs, elle vise expressément les meubles et les immeubles, et par cela même, elle apporte une double innovation juridique. Elle soustrait de la présomption de faute le gardien d'objets mobiliers, lorsque ces derniers donnent naissance à un incendie, et elle permet de déduire, a contrario, que cette présomption est applicable au gardien d'immeubles lorsque le préjudice occasionné par ceux-ci résulte d'une cause autre que l'incendie.

En second lieu, il paraît difficile de déduire des travaux préparatoires que les deux assemblées, le Sénat et la Chambre des Députés, aient entendu toutes deux voter une loi rétroactive.

M. le député Schuman n'a pas adopté dans son rapport la manière de voir de MM. les sénateurs Duquaire et Ruffier, auteurs de la loi, et de M. le sénateur Guillier, rapporteur. Il a constaté sa divergence de vues avec eux, et il a déclaré laisser à la jurisprudence le soin d'élucider la question.

Il semble singulier qu'en présence d'une telle déclai-

ration, qu'en présence aussi de la contradiction formelle existant entre les rapports des parlementaires, les Tribunaux se soient prévalus des travaux préparatoires pour justifier la rétroactivité de la loi nouvelle.

Les arguments de la jurisprudence semblent donc plutôt faibles. Ils sont certainement insuffisants.

L'article 2 du Code civil est général et impératif : « La loi ne dispose que pour l'avenir ». S'il est évident que le législateur est le souverain maître et qu'il peut aller à l'encontre de cette disposition, s'il est admis que la loi interprétative rétroagit, il faut au moins que le législateur exprime nettement sa volonté de déroger à cet article 2 ou que le caractère interprétatif de la loi nouvelle soit manifeste.

Il n'en est pas ainsi en l'espèce. Loin de là.

D'une part, un doute subsiste sur les intentions des Chambres législatives.

D'autre part, la contexture et la portée du texte nouveau permettent plutôt de considérer ce dernier comme modificateur de l'ancien droit.

La loi du 7 novembre 1922 ne constituerait donc pas une exception : elle ne serait pas rétroactive.

★ ★

Cependant, si cette conclusion se dégage de l'application des principes, il a pu paraître équitable, après la promulgation de la loi, de ne pas soumettre les recours des voisins à des règles différentes, selon que l'incendie aurait eu lieu avant ou après le 7 novembre 1922. Il a pu paraître

que le retour en la matière au Droit commun, qu'édicte le texte nouveau, était préférable à la solution de l'arrêt de la Cour de Cassation du 16 novembre 1920, qui avait causé un si grand émoi.

On peut donc s'expliquer que les Tribunaux aient cherché à ne pas soumettre à la présomption de faute le gardien de l'immeuble où le feu avait pris naissance antérieurement à la loi nouvelle. Mais, pour ce faire, point n'était besoin de déclarer celle-ci rétroactive.

La nouvelle jurisprudence n'était pas encore bien assise. Il avait, au contraire, été contesté que la Cour suprême ait voulu appliquer l'article 1384 aux immeubles. La portée intégrale de cet article, en tous cas, n'était définie ni avec certitude, ni universellement.

Les Tribunaux pouvaient se référer à l'ancienne jurisprudence ! La Cour de Paris l'a compris.

Si, dans ses arrêts du 19 mars 1923 (24) précités, elle s'est appuyée sur les travaux préparatoires pour attribuer un effet rétroactif à la loi, elle semble s'être rendu compte des objections que cette argumentation pouvait soulever. Aussi a-t-elle déclaré : « Que le caractère interprétatif de cette loi demeurât-il incertain, il ne serait pas interdit à la Cour de s'inspirer de l'exposé des motifs et des rapports présentés au Sénat et à la Chambre, à l'occasion de la discussion, pour adopter cette jurisprudence antérieure, que ces documents lui démontraient préférable à celle de 1920... ».

Cette manière de procéder présente le même avantage pratique que celui auquel aboutit la rétroactivité, et il n'est

(24) Rec. pér. Ass. 1923, p. 110.

pas porté atteinte au principe formel de l'article 2 du Code civil.

★★

Il est à remarquer que la solution de la question du caractère de la loi ne présente pas qu'un intérêt transitoire. « Elle est encore de nature à retentir sur la portée permanente de la disposition nouvelle. Si l'on considérait celle-ci comme purement interprétative du texte primitif, on pourrait être amené à lui reconnaître un large champ d'application, au lieu que, en y lisant une nouvelle exception apportée récemment au principe ancien, jadis presque absolu, de la responsabilité des choses, on est induit à lui appliquer les règles de l'interprétation restrictive : *exceptio est strictissimæ interpretationis* ; seuls les dommages cadrant avec la formule légale échapperont à l'emprise du premier alinéa de l'article 1384 pour retomber sous celle des articles 1382 et 1383 » (25).

Nous verrons que la jurisprudence n'a pas été toujours logique avec elle-même.

Si elle n'a fait aucune distinction entre les choses dangereuses et celles qui ne le sont pas, pour appliquer à toutes la nouvelle disposition légale, ce qui cadre avec sa conception du caractère de la loi, elle s'est montrée moins large dans l'appréciation des causes des sinistres, en excluant du bénéfice du nouveau droit les gardiens de choses qui avaient, sans doute, communiqué un incendie, mais qui n'avaient pas été elles-mêmes incendiées, et, en cela, elle s'est écartée de sa notion extensive de la loi.

(25) Note de M. Jossierand au D. P. 1925. 1. 101.

SECTION IV

Domaine d'application de la Loi en ce qui concerne les biens, les sinistres, les dommages et les personnes

Pour rechercher l'étendue de ce domaine, nous nous inspirerons des règles générales du Droit en matière d'interprétation.

La nouvelle loi établissant une exception au principe de l'article 1384, devra être interprétée restrictivement. Les lacunes du texte devront être comblées à l'aide des travaux préparatoires et en recourant au besoin aux origines de la loi.

Nous examinerons successivement les biens qu'elle régit, les sinistres qu'elle concerne, les dommages qu'elle vise et les personnes auxquelles elle s'adresse.

§ a — *Les Biens.*

La chose dommageable envisagée par la loi du 7 novembre 1922 est aussi bien un immeuble qu'un meuble.

Le texte primitif de la proposition de loi déposée par MM. Ruffier et Duquaire débutait ainsi : « Toutefois, celui qui occupe le bâtiment ou la portion de bâtiment dans lequel un incendie a pris naissance... »

Ce texte était essentiellement restrictif. Il ne concernait que les incendies nés dans les bâtiments, c'est-à-dire dans les constructions, qu'elles soient ou non destinées à l'habitation et au séjour de l'homme et des animaux (1).

Il ne s'appliquait pas aux incendies de forêts. Or, ces incendies, en raison des facilités de propension, peuvent

(1) Demogue. *Traité des Obligations*. T. 5. n° 1080, p. 315.

s'étendre rapidement au loin dans des proportions considérables, et ruiner le modeste propriétaire de quelques hectares de bois ou de bruyères, qui ne peut prouver le cas fortuit ou le fait du tiers, et c'est le cas le plus fréquent. S'il est difficile, en effet, de trouver les causes de l'incendie d'une habitation, il est encore plus difficile de découvrir celles de l'incendie d'une forêt. Ces causes sont généralement inconnues et au surplus étrangères au propriétaire : c'est l'imprudence d'un fumeur, d'un chasseur...

Le plus souvent aussi, le voisin victime de l'incendie d'une forêt, est lui-même propriétaire d'une autre forêt, exactement semblable dans son essence, sinon dans son étendue, à celle dans laquelle le feu s'est déclaré.

Il est apparu qu'en écartant en cette matière la responsabilité de plein droit pour la remplacer par la responsabilité quasi-délictuelle de droit commun, un risque de même nature et de même intensité serait réparti entre propriétaires voisins.

En conséquence, aux termes employés par MM. Rufier et Duquaire dans leur proposition, plusieurs membres de la Commission de législation civile et criminelle du Sénat proposèrent de substituer les mots suivants : « Celui qui détient à un titre quelconque tout ou partie de l'*immeuble* dans lequel un incendie a pris naissance... »

On a fait alors remarquer que le feu pouvait se déclarer non seulement dans un immeuble, bâti ou non, mais encore dans des objets mobiliers, « tels, dit le rapport de M. Guillier, que les dépôts de marchandises ou de matériaux qui peuvent se trouver sur des quais, sur des places ou sur des routes ».

En présence de cette considération, la Commission libella, comme suit, le texte à soumettre à la Haute Assemblée : « Celui qui détient à un titre quelconque tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels l'incendie a pris naissance... ».

Ce texte, définitivement voté, paraît embrasser tous les cas qui peuvent se présenter.

Il vise les immeubles, bâtiments ou forêts, et les choses mobilières.

★★

Mais, si le législateur a fait état de la division générale des biens de l'article 516 du Code civil, il n'a pas considéré ces biens en raison des dangers d'inflammation qu'ils peuvent présenter.

Or, il est des choses spécifiquement constitutives de risques exceptionnels, telles que des matières incendiaires ou des machines inflammables.

La loi nouvelle ne fait aucune allusion à la responsabilité du détenteur de ces choses. Si elle a supprimé la controverse qui existait avant sa promulgation en ce qui concernait les immeubles, elle a laissé le champ libre à toutes les discussions sur la question des choses dangereuses.

Il est donc permis de se demander si elles doivent rentrer dans la formule générale du texte nouveau, d'autant plus que l'application de la théorie de la responsabilité présumée à laquelle elles furent les premières soumises, ne soulevait plus de difficultés à leur sujet, et que l'appareil législatif a été mis en mouvement pour protéger, contre une

extension de cette théorie, le gardien de bâtiments, donc de choses ne recélant pas en elles-mêmes de dangers intrinsèques d'incendie.

Dans les travaux préparatoires, il n'est fait nulle part mention des choses dangereuses.

La première proposition de loi ne visait que les incendies de bâtiments.

Lorsqu'il en a étendu le bénéfice aux propriétaires de forêts, le législateur a obéi à un mobile d'équité : il a voulu établir l'égalité de traitement entre les sinistrés.

Et lorsque l'hypothèse d'un incendie ayant pris naissance dans des objets mobiliers a été envisagée, on a cité : « les dépôts de marchandises ou de matériaux, lesquels peuvent se trouver sur des quais, sur des places ou sur des routes... », choses qui ne paraissent pas spécialement génératrices d'incendie.

En présence donc des précédents, des raisons déterminantes de la réforme, des travaux préparatoires de la loi, faut-il conclure que le législateur n'a pas entendu soustraire les choses dangereuses du domaine de la disposition complémentaire de l'article 1384 ?

★ ★

Au lendemain même de la promulgation de la nouvelle loi, les Tribunaux ont été saisis de la question.

Leurs décisions furent d'abord contradictoires.

Dès le 19 mars 1923, la Cour de Paris (2) a débouté les demandeurs en dommages-intérêts à raison des dégâts causés à leurs immeubles par l'incendie d'usines aména-

(2) Rec. pér. Ass. 1923, p. 110 et 116.

gées pour la fabrication de la mélinite, parce qu'ils n'apportaient pas la preuve d'une faute à l'encontre des propriétaires desdites usines.

D'autre part, par arrêt du 25 mars 1925, la Cour d'appel de Nîmes (3) a déclaré que la loi du 7 novembre 1922 était applicable à tout détenteur de biens mobiliers, y compris les détenteurs de machines, notamment de batteuses et locomobiles.

Cette décision est particulièrement intéressante. Elle fait, en effet, une distinction. L'incendie a-t-il pris naissance dans l'objet mobilier, en l'espèce la batteuse, dont le détenteur est recherché ? La nouvelle loi est applicable : l'incendie est né dans la chose. — Le feu a-t-il été communiqué par des étincelles ou flammèches échappées directement de la locomobile, par une machine ayant fait explosion ? La présomption de faute de l'article 1384 trouve alors son application : l'incendie n'est pas né dans la chose, il a été causé par la chose. Nous examinerons ce deuxième cas plus loin.

Pour statuer ainsi la Cour de Nîmes invoque le texte même de la loi et les travaux préparatoires.

D'après elle, les termes « biens mobiliers » employés par le législateur sont généraux et absolus ; ils ne comportent ni distinction, ni restriction.

D'ailleurs, le rapporteur de la Chambre des Députés, pour déterminer avec précision la portée de la loi, indique qu'il faut qu'il s'agisse d'un incendie, à l'exclusion de tout autre genre de sinistre et que l'incendie ait pris naissance

(3) Rec. pér. Ass. 1925, p. 189. S. 1926. 2. 36.

dans l'objet mobilier dont le détenteur est mis en cause, ajoutant : « Ne sont pas visés les cas où le feu a été communiqué à la propriété voisine, non par l'extension d'un incendie, mais par une explosion, des étincelles ou flammèches échappées d'une locomobile... ». Dans la pensée du rapporteur, la loi prévoit donc le cas d'un incendie prenant naissance dans un objet mobilier quelconque, sans en excepter les machines, et pour mettre nettement en relief le sens et la portée de la loi du 7 novembre 1922 qui ne prévoit que ce cas, ce rapporteur a pris soin de préciser que la loi est sans application dans l'hypothèse où le feu s'est communiqué par une machine lançant des étincelles ou flammèches, mais dans laquelle l'incendie n'a pas pris naissance.

Les circonstances qui ont précédé ou accompagné le vote de la loi ne laisseraient ainsi aucun doute sur l'intention du législateur, nettement exprimée par le texte même de cette loi : tout détenteur d'immeuble ou de biens mobiliers, sans aucune distinction, dans lesquels a pris naissance un incendie qui a causé des dommages à des tiers, serait soustrait à la présomption de faute édictée par le paragraphe premier de l'article 1384 (4).

Cependant, le Tribunal de Commerce de Gap (5), et après lui, la Cour de Grenoble (6), ont jugé que les choses

(4) Voir également : Alger, 8 mars 1926. D.P. 1928. 2. 112. Gaz. Pal. 1926. 2. 57. — Commerce Seine, 14 novembre 1924. D. H. 1925. 176.

(5) Jugement du 22 août 1924. D. H. 1925. 375.

(6) Arrêt du 4 mars 1925. Rec. pér. Ass. 1925, p. 108. D.H. 1925. 375. S. 1926. 2. 54. — Cpr. en ce qui concerne l'incendie

dont l'utilisation présente un caractère dangereux, machines ou moteurs renfermant soit du feu, soit des matières génératrices d'incendie ou d'explosion, machines ayant des organes susceptibles de s'enflammer au fonctionnement, sont en dehors du domaine de la loi de 1922.

L'espèce soumise à ces juridictions était typique : Un incendie avait pris naissance dans une batteuse par suite de l'échauffement de ses organes et avait atteint, par propagation, les récoltes environnantes ; le propriétaire de la batteuse qui n'apportait pas la preuve du cas fortuit, de la force majeure ou de la faute de la victime, a été déclaré responsable en vertu de la présomption de l'article 1384, ancien texte.

La Cour de Grenoble a, par adoption, fait siens les motifs des premiers juges, qui avaient considéré l'origine de la loi, ses travaux préparatoires, l'équité et le bon sens :

Le législateur de 1922 n'est intervenu que parce qu'il a été ému par la jurisprudence établie par l'arrêt de la Cour de Cassation du 16 novembre 1920, qui avait fait application de l'article 1384 aux détenteurs d'immeubles, donc de choses non dangereuses par elles-mêmes.

Par ailleurs, étant donné que le député Schuman a déclaré, dans son rapport, que la loi ne visait pas « l'explosion, la rupture, la chute de flammèches... etc. », il

communiqué à des immeubles par des bidons d'essence enflammés : Commerce Draguignan, 1^{er} juillet 1931. Gaz. Pal. Somm. 1932. 2. 63. Journal Ass. 1932. 29 — et par un camion automobile qui a pris feu : Chambéry 30 décembre 1930. Gaz. Pal. Somm. 1932. 1. 22. Rec. pér. Ass. 1931, 231. — Contra : Lyon, 29 avril 1931. Gaz. Pal. Somm. 1932. 1.36. Rec. pér. Ass. 1931. 227.

semble que les auteurs de la loi aient voulu excepter les biens réputés dangereux.

Enfin, il ne paraît pas équitable d'assimiler ces biens aux biens inertes ou ordinaires. Les premiers offrent plus de dangers d'incendie que les seconds ; ils présentent un plus grand risque. Aussi, les Compagnies d'Assurances font-elles des différences considérables entre les taux des primes, selon qu'il s'agit de risques d'immeubles ou de risques de machines (7).

Mais, la Cour de Cassation a tranché depuis la question dans le sens de l'affirmative.

L'exploitant d'une fabrique de mélinite n'a pas été déclaré, par la Chambre Civile, responsable des dommages causés à des immeubles voisins par une explosion consécutive à un incendie né dans son usine, et que les tiers lésés n'avaient pu rattacher à une faute de sa part ou de ses préposés (8).

La mélinite avait été enflammée par l'incendie. Il s'agissait donc bien de la combustion d'une chose essentiellement dangereuse. La Cour suprême a néanmoins fait application de la loi nouvelle.

(7) En l'espèce, l'assurée payait : 1° pour son immeuble 0 fr. 50 pour 1.000 ; 2° pour les meubles 0 fr. 90 ; 3° pour les machines, batteuse et locomobile, 3 frs ; 4° pour la garantie contre le recours des voisins, en ce qui concerne ces machines, 6 fr., alors que pour l'immeuble, la prime concernant cette garantie n'aurait été que du quart de la prime payée pour l'immeuble, soit 0 fr. 125.

(8) Arrêts du 23 mars 1926. D.P. 1926. 1. 129, et du 18 mai 1926. D. H. 1926. 329.

Elle a d'ailleurs jugé aussi (9) que celui dans la fabrique duquel un incendie a pris naissance et s'est communiqué, par la déflagration de gaz provenant de matières dont il avait la garde, à un immeuble voisin, n'était responsable vis-à-vis du propriétaire de ce dernier immeuble que s'il était constaté que l'incendie dût être attribué à sa faute ou à celle des personnes dont il devait répondre.

La jurisprudence paraît donc fixée.

Elle ne fait aucune distinction entre les choses dangereuses et celles qui ne le sont pas. La loi à laquelle le texte donne une portée générale, s'appliquerait à tous les biens, sans aucune exception.

★ ★

Cette solution de la jurisprudence est conforme à sa conception du caractère de la loi. A cette dernière, considérée comme interprétative, il devait être attribué le domaine le plus vaste possible.

Cependant des arguments sérieux semblent militer en faveur de la thèse adverse.

Il ne faut pas oublier les raisons déterminantes de la réforme. L'arrêt de la Cour de Cassation du 16 novembre 1920 avait fait peser sur le gardien une responsabilité considérable ; il avait aggravé singulièrement les risques couverts jusqu'alors par les Compagnies d'Assurances. Celles-ci devaient fatalement être amenées à élever le montant des primes.

(9) Civ. 5 mai 1926. D. H. 1926. 315 — et sur renvoi : Limoges 22 mai 1928. Gaz. Trib. 30 juin 1928.

C'est principalement dans la crainte de voir les Compagnies imposer des surprimes à leurs assurés que le législateur est intervenu.

Or, depuis longtemps déjà, depuis que les objets dangereux, matières explosives ou incendiaires, locomobiles ou automobiles, avaient été soumis à la présomption de faute, les primes qui étaient appliquées à ces objets, tenaient compte des risques d'incendie qui leur étaient inhérents. Elles ne pouvaient donc pas être influencées par la nouvelle jurisprudence, et au moment de la préparation et du vote de la loi de 1922, il n'était nullement question de surprimes pour de tels biens.

La considération du législateur, admissible pour les maisons d'habitation, n'est pas valable pour les choses présentant en elles-mêmes un danger.

Les mobiles de la réforme conduisent à examiner le but de la loi.

Qu'a voulu le législateur ? disent les partisans de la solution jurisprudentielle. « Mettre un terme à une agitation dangereuse, rassurer l'opinion publique qui commençait à être inquiète, et surtout en terminer une fois pour toutes avec ces oscillations diverses en matière de recours de voisinage » (10).

Et ils en concluent que pour *tous* les recours des tiers contre leurs voisins, en raison de dommages causés par un incendie, il y aura lieu de prouver la faute de ces voisins.

(10) Voir l'article paru sous la signature de Max Mauranges dans l'Observateur du 13 décembre 1923, n° 1173.

Mais, précisément, ce but du législateur limite la portée de la loi !

L'opinion publique n'était inquiète que parce que la présomption de faute avait été étendue à l'incendie d'immeubles. Les tribunaux étaient d'accord pour faire application de cette présomption aux machines, aux biens dangereux ; la jurisprudence n'était plus hésitante sur ce point. Ses oscillations ne concernaient que les immeubles et, en tous cas, les biens réputés non dangereux par nature.

D'ailleurs, si l'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi, il ne semble pas qu'une conclusion s'en dégage aussi nettement que le prétendent les partisans de la thèse extensive.

Ces derniers font grand état du rapport de M. le sénateur Guillier qui a déclaré que « le texte nouveau embrasserait tous les cas qui peuvent se présenter... » Ainsi la généralité de ces termes permettrait une application générale de la loi.

Cependant la lecture du contexte peut laisser des doutes sur l'intention du rapporteur. Les mots cités plus haut ne doivent pas être séparés du reste de la phrase ainsi conçue : « Le texte nouveau embrasserait tous les cas qui peuvent se présenter, et supprimerait toute controverse sur le point de savoir si l'article 1384 du Code Civil doit s'appliquer ou non, aux immeubles comme aux meubles ».

Ce rapprochement des immeubles aux meubles laisse supposer que l'ensemble des cas envisagés par le sénateur rapporteur, sont ceux dont il était alors discuté. M. Guillier ne paraît pas avoir pensé aux objets dangereux.

Il est à remarquer, en outre, que la proposition de loi déposée au Sénat (11) est suivie du texte intégral de l'arrêt du 16 novembre 1920. MM. Ruffier et Duquaire qui ont présenté cette proposition dont M. Guillier a été rapporteur, ont voulu attirer l'attention sur les conséquences économiques et sociales de cet arrêt. Or, ce dernier ne concernait aucunement les choses qui recèlent en elles-mêmes des éléments constitutifs de risques exceptionnels.

Si ces auteurs de la loi et ce rapporteur avaient considéré comme condamnables les errements jurisprudentiels suivis en la matière et admis par le public, ils auraient dû pour le moins y faire allusion, alors que les exemples qu'ils ont donné, font penser qu'ils n'ont voulu écarter la responsabilité de plein droit qu'au cas où l'incendie se déclarait dans des immeubles ou des meubles, voisins de biens de même nature et de même essence, et ne contenant pas des dangers spéciaux.

A la Chambre, M. le député Schuman a été plus explicite. Son rapport prévoit que la loi ne vise pas les cas où le feu aurait été communiqué à la propriété voisine par une explosion, des étincelles ou flammèches échappées d'une locomobile...

Le Tribunal de commerce de Gap (12) en a déduit que les biens réputés dangereux devaient être exceptés de l'application de la formule additionnelle de l'article 1384, tandis que la Cour de Nîmes (13) a, au contraire, estimé

(11) Doc. parl. Session extraordinaire de 1921. Sénat. Annexe n° 698.

(12) Jugement du 22 août 1924 précité.

(13) Arrêt du 25 mars 1925, cité plus haut.

que le rapporteur de la Chambre n'avait envisagé que la nature du sinistre, la loi nouvelle s'appliquant à tous les biens quels qu'ils soient, dangereux ou non, pourvu qu'il s'agisse d'un incendie et non d'un autre genre de sinistre.

L'interprétation littérale du texte du rapport serait plutôt conforme à l'opinion de la Cour de Nîmes.

Mais si M. Schuman a certainement entendu exclure du domaine de la loi les dommages causés par une explosion, par la projection d'étincelles échappées d'une machine, il semble qu'il n'a pas prévu, plus que M. le sénateur Guillier, l'hypothèse où l'objet dangereux s'enflamme lui-même, où l'incendie commence dans la machine, comme il commence dans un immeuble.

Les travaux préparatoires de la loi ne permettent donc pas d'affirmer la volonté du législateur en faveur de l'une ou de l'autre thèse.

Ils établissent, cependant, que la question de l'application de la loi aux objets dangereux, n'a pas été posée au Parlement. Ce dernier ne peut l'avoir résolue dans le sens de l'affirmative.

Au surplus, la conception de la Cour de Nîmes, à laquelle s'est ralliée la Cour de Cassation, conduit à des résultats illogiques, contraires à l'équité et au bon sens.

Un entrepreneur de battage serait soumis à la présomption de l'article 1384 si l'incendie causé par la batteuse, était dû à une étincelle projetée par la locomobile ; il bénéficierait, au contraire, des dispositions de la loi de 1922 si la batteuse s'était enflammée et avait communiqué le feu aux propriétés voisines !

Le conducteur d'une automobile, responsable de plein droit des accidents qu'il occasionne, serait bien fondé à invoquer la nouvelle loi, si des dommages étaient causés à autrui par le moteur en flammes ! C'est inadmissible.

Le détenteur d'une chose dangereuse, « par cela même qu'il la détient, assume la responsabilité du risque qu'il fait courir aux tiers. Il serait vraiment paradoxal qu'il échappât à cette responsabilité parce que la réalisation de ce risque affecte la forme d'un incendie » (14).

Enfin, il y a lieu de remarquer que la théorie extensive de la Chambre Civile est en contradiction avec les préoccupations qui ont fait édicter la loi du 3 mai 1921, sur la réparation des dommages occasionnés aux tiers par des accidents survenus dans les établissements de l'Etat ou dans les établissements industriels privés, travaillant pour la défense nationale (15).

Cette loi envisage les cas où des dommages corporels ou matériels ayant été causés par suite d'explosion, de déflagration, d'émanation de substances explosives, corrosives, toxiques, etc..., leur réparation ne peut être obtenue par les recours de droit commun. Elle déclare responsables de plein droit l'Etat ou les chefs d'entreprise, et elle oblige ces derniers à contracter une assurance ou à fournir des garanties jugées équivalentes par l'Administration. Elle établit une responsabilité à base de risque.

(14) Jossierand, sous Cass. Civ. 23 mars 1926. D.P. 1926. 1. 131.

(15) Journal Officiel du 5 mai 1921.

Alors que le législateur venait ainsi de consacrer la jurisprudence concernant les objets dangereux, lorsque ces derniers servent à la défense nationale, il paraît difficile de prêter à ce législateur des intentions contraires au moment du vote de la loi de 1922, étant donné surtout qu'on ne trouve nulle part une manifestation de telles intentions.

Malgré les termes généraux « immeubles ou biens mobiliers » employés par le législateur, il ne semble pas que le texte nouveau s'applique aux choses qui constituent par elles-mêmes des dangers continuels d'incendie.

Les raisons pour lesquelles la loi a été proposée et votée, le but de cette loi, les travaux préparatoires, la logique et le bon sens s'opposent à ce qu'il soit donné aux termes précités une interprétation aussi large que celle qui a été admise par la Cour de Cassation, surtout si l'on considère que la disposition complémentaire de l'article 1384 présente un caractère modificatif, et par suite, doit être interprétée très strictement.

★
★★

La doctrine ne s'est du reste pas rangée unanimement du côté de la jurisprudence, et la thèse restrictive a trouvé des défenseurs.

C'est M. le Professeur Josserand qui estime que « les biens visés par l'article 1384, paragraphe 1^{er} du Code civil, nouvelle rédaction, sont uniquement les biens, non pas oisifs, mais inoffensifs, à l'exclusion des choses dangereuses, qui, recélant en elles-mêmes des forces d'explosion ou des menaces d'incendie, sont constitutives d'un risque

exceptionnel évoquant naturellement l'idée d'une responsabilité de droit, sans faute prouvée » (16).

Par ailleurs, un article paru sous la signature de Sylvius dans « l'Observateur » du 24 mai 1923 termine ainsi : « Notre avis, après examen des deux thèses en présence, c'est que, ne pouvant croire à un instinct de divination chez les parlementaires, nous ne pensons pas qu'un problème puisse avoir été résolu par eux alors qu'il ne leur a jamais été posé ! Bien plutôt, serions-nous disposés à croire que dans l'ombre de la grave question qui se posait au sujet des immeubles, celle des machines s'est évanouie et qu'on ne s'est point avisé que la responsabilité de plano, qui choque en matière d'immeubles, était admise depuis plus de 15 ans, comme équitable et logique, pour ce qui avait trait aux machines ».

§ b. — *Les Sinistres.*

Le seul sinistre envisagé par la loi du 7 novembre 1922 est l'incendie. En dehors de ce risque tout particulier qui est soustrait à la nouvelle interprétation du premier paragraphe de l'article 1384, le détenteur demeure soumis, pour les autres risques, à la présomption de faute.

Il n'est donc pas sans intérêt de préciser ce qu'il faut entendre par incendie.

Nous avons vu que celui-ci suppose nécessairement l'action du feu. Par suite, si la chose qui a causé le dom-

(16) Voir : Josseland, sous Cass. Civ. 23 mars 1926. D. P. 1926. 1. 131. — et également en ce sens : Cesbron, op. cité, page 170, n° 4 — Besson, op. cité, page 315 — Lalou, op. cité, n°s 1300 et 1301 — Cpr. Planiol et Ripert. Traité pratique. T. VI, n° 624, 1°. — Contra : Henri et Léon Mazeaud, op. cité, n° 1353.

mage n'a pas brûlé, le détenteur ne peut invoquer la loi de 1922. Il ne semble pas y avoir de difficultés sur ce point (17). Le rapport de M. Schuman est d'ailleurs formel ; il vise l'incendie à l'exclusion de tout autre genre de sinistre (explosion, rupture, chute, éboulement, inondation, etc...).

L'incendie suppose, en second lieu, une action destructive du feu. Il n'y a pas un incendie dans l'allumette ou le morceau de papier qui se consument, dans le foyer d'un poêle ou d'une locomobile. Cet effet dévastateur semble bien correspondre à l'idée des promoteurs de la loi ; il rentre dans les trois hypothèses qu'ils ont citées : l'incendie de bâtiments, de forêts et de dépôts de marchandises.

Ceci rappelé, si l'on considère la réalisation du sinistre, tant du point de vue de l'auteur que de celui de la victime du dommage, trois hypothèses se présentent naturellement à l'esprit :

L'incendie a pris naissance dans un immeuble ou un objet mobilier ; il s'est communiqué à l'immeuble ou aux biens mobiliers du voisin. C'est lui qui, par sa seule extension, a causé le dommage. Pas de difficultés. La loi de 1922 est, sans aucun doute, applicable.

Mais, la chose du voisin peut avoir été incendiée par des flammèches échappées d'une locomobile, ou à la suite d'une rupture de câbles électriques, d'une explosion... etc. L'incendie a été la conséquence d'un événement normal ou d'un sinistre d'une autre nature.

(17) Voir : Henri et Léon Mazeaud, op. cité, n° 1356 — Besson, op. cité, page 307 — Lalou, op. cité, n° 1298.

Inversement, l'incendie peut occasionner une explosion. Les dommages ne sont pas produits chez le voisin par la communication de l'incendie, mais par un autre sinistre dont l'incendie est la cause.

Ces deux derniers cas méritent d'être examinés séparément.

★ ★

Avant la loi du 7 novembre 1922, les exploitants de machines à battre étaient responsables, de plano, des incendies causés par les locomobiles dont ils avaient la garde, soit que l'incendie ait été occasionné à l'immeuble voisin par des flammèches ou des étincelles provenant des machines, soit que celles-ci aient elles-mêmes pris feu et l'aient communiqué ; il n'était fait aucune distinction. C'est même à l'occasion des dommages occasionnés par les machines à battre que les Tribunaux avaient édifié la théorie de la responsabilité du fait des choses inanimées.

Nous avons précédemment, au contraire de la jurisprudence, écarté l'application de la loi du 7 novembre 1922, lorsqu'il s'agissait de choses dangereuses, et examinant le cas où des moteurs, s'étant enflammés, avaient transmis le feu aux propriétés voisines, nous avons considéré les moteurs comme des choses dangereuses.

Donc, à n'envisager que le caractère essentiellement dangereux de la locomobile, une solution affirmative s'imposerait naturellement à la question de savoir si le gardien de cette machine reste soumis à l'ancien article 1384, paragraphe premier, dans le cas où des biens voisins auraient été incendiés par des étincelles échappées du foyer.

Il est à remarquer que lorsque l'incendie communiqué

ne trouve pas lui-même sa cause dans un autre incendie, il est dû, le plus souvent, pour ne pas dire toujours, à une chose dangereuse : mélinite, gaz, grenades, fils électriques, étincelles... etc...

Cependant, il ne paraît pas inutile de rechercher si la nature même de la cause génératrice de l'incendie ne peut pas, par elle seule, conduire à écarter l'application de la disposition nouvelle. En effet, dans le cas où, avec la Cour de Cassation, on admettrait que le législateur n'a fait aucune distinction entre les biens selon le danger qu'ils présentent intrinsèquement, on pourrait néanmoins refuser le bénéfice de la nouvelle loi au détenteur de la locomobile dont les étincelles ont enflammé l'immeuble voisin, au gardien de la mélinite qui a fait explosion ou des fils électriques qui se sont rompus, explosion et rupture qui ont eu pour conséquence l'incendie de biens appartenant à des tiers.

Les travaux préparatoires et le texte même de la loi paraissent ici concluants.

Aux termes du rapport de M. le député Schuman, l'incendie « doit avoir pris naissance dans l'immeuble, dans le chantier, ou objet mobilier, dont le détenteur est mis en cause. Ne sont pas visés les cas où le feu a été communiqué à la propriété voisine, non par l'extension d'un incendie, mais par une explosion, par les étincelles ou flammèches échappées d'une locomobile... etc. ».

On ne peut guère opposer avec plus de netteté l'extension de l'incendie né *dans* la chose, à la communication de l'incendie causé *par* la chose.

Au Sénat, M. Guillier a été moins précis.

Il a déclaré que « le texte nouveau embrasserait tous les cas qui peuvent se présenter ». Mais, ainsi que nous l'avons vu, cette généralisation ne concerne que la nature mobilière ou immobilière des biens.

En proposant de modifier le texte de MM. Ruffier et Duquaire, en ce sens que les mots « celui qui occupe le bâtiment ou la portion de bâtiment dans lequel le feu a pris », seraient remplacés par les suivants « celui qui détient à un titre quelconque tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels l'incendie a pris naissance », M. Guillier ne paraît pas avoir envisagé la cause du sinistre.

Intentionnellement ou non, il a répété dans le nouveau texte qu'il suggérait, le mot « dans ».

S'il avait voulu réellement généraliser au point de vue qui nous occupe, il aurait inséré, dans la loi, les mots « dans ou par lesquels ». Le texte n'aurait pas été beaucoup allongé et toute controverse serait devenue impossible.

Ne l'ayant pas fait, il semble qu'il ait admis, pour que la loi fût applicable, que l'incendie ait pris naissance *dans* un bâtiment ou *dans* des objets mobiliers.

Le texte voté par les deux Chambres n'a d'ailleurs apporté une exception au principe de la présomption de faute édictée par l'article 1384, qu'en ce qui concerne le détenteur de choses « *dans* lesquelles » un incendie est né.

En employant cette expression, le législateur n'a visé que le cas où les choses sont la proie des flammes.

L'interprétation rigoureuse du texte, conforme au caractère modificateur de la loi nouvelle, conduit donc à ex-

clure du bénéfice de celle-ci le gardien de la locomotive ou de la locomobile qui a laissé échapper des étincelles sur l'immeuble voisin, détruit ainsi par le feu.

Il n'y a pas eu, en effet, incendie né ou ayant éclaté dans la machine qui n'est nullement endommagée et qui continue à fonctionner normalement, pas plus qu'il n'y a eu incendie né dans les fils électriques qui se sont rompus. L'incendie a été causé par la machine ou par les fils électriques, mais il a commencé chez le voisin.

On a, cependant, essayé de soutenir que la cause génératrice de l'incendie était *dans* la locomobile, car l'étincelle échappée qui avait mis le feu aux meules de paille, était bien née, elle, comme le texte le voulait, dans la machine à battre, et l'on a conclu que la loi de 1922 devrait être appliquée (18).

Ce raisonnement ingénieux peut paraître au premier abord séduisant. Mais il ne résiste pas à un examen attentif.

Une étincelle et un incendie sont deux choses bien différentes.

L'une est une conséquence naturelle du feu, l'autre est un événement imprévu, un sinistre caractérisé par sa nature anormale et son effet dévastateur.

« On ne peut dire qu'un incendie existe dans la locomobile, quand dans son foyer, se consomment des matières destinées à y être brûlées. Ce n'est donc point dans la machine que l'incendie prend naissance ; quand une étincelle s'en échappe, l'incendie ne débute qu'au moment où, tom-

(18) Observateur du 13 décembre 1923. Article de M. Max Mauranges.

bant sur les récoltes, elle en détermine l'embrasement » (19). L'incendie n'est, par conséquent, pas né dans la chose du détenteur ; ce dernier doit être présumé responsable. La loi de 1922 n'est pas applicable.

M. le professeur Josserand défend cette manière de voir : « Seuls, dit-il, les dommages cadrant exactement avec la formule légale échapperont à l'emprise du premier alinéa de l'article 1384 pour retomber sous celle des articles 1382 et 1383. Or le nouveau texte n'écarte la responsabilité de droit qu'au profit du détenteur « de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance », c'est-à-dire de choses dans lesquelles un incendie s'est allumé et a accompli sa fonction dévastatrice, ce qui ne saurait viser le gardien d'une locomotive ou d'une batteuse mécanique dont les étincelles projetées sur des meubles ou des immeubles avoisinants, en ont déterminé la combustion. On ne pourrait dire, en pareil cas, sans employer un langage vraiment impropre, que l'incendie a pris naissance dans la chaudière ou dans la cheminée de la locomotive ou de la locomobile. La formule insérée dans l'article 1384, à titre dérogatoire, par le législateur de 1922 cesse d'être applicable, et il convient de revenir au droit commun de la matière, c'est-à-dire à la responsabilité de plein droit du gardien » (20).

Les Tribunaux ont accueilli favorablement cette thèse restrictive, sur laquelle la doctrine est unanime (21).

(19) Rec. pér. Ass. 1925, p. 193.

(20) Note sous Cass. 10 février 1925. D. P. 1925. 1. 101.

(21) Voir : Maurice Cesbron, op. cité, page 171 — André Beson, op. cité, page 310 — Henri et Léon Mazeaud, op. cité,

Nous avons vu que la Cour de Nîmes (22), lorsqu'elle avait jugé que la loi du 7 novembre 1922 concernait tous les biens, sans aucune distinction, avait déclaré cependant que l'entrepreneur de battages devait répondre de l'incendie causé à des récoltes par des flammèches échappées d'une locomobile, en vertu de la présomption de faute de l'article 1384.

Auparavant, le Tribunal Civil de Saint-Nazaire (23) avait décidé que, pour que les dispositions de la nouvelle loi puissent jouer, il était indispensable que l'incendie ait pris naissance dans l'immeuble ou les objets mobiliers ; qu'en conséquence, dans le cas où l'incendie avait été occasionné par une locomobile, il n'était pas nécessaire que la victime du sinistre prouve une faute à la charge de l'exploitant de la machine, mais seulement la relation de cause à effet entre le sinistre et le fonctionnement de la locomobile.

Les juges de Saint-Nazaire, comme les conseillers de la Cour de Nîmes, ont basé leur décision sur le rapport de M. le député Schuman. Mais les premiers ont tiré aussi argument de ce que la loi de 1922 qui contient une exception au principe de l'article 1384, ne peut être appliquée que restrictivement et strictement dans les limites de son texte (24).

n^{os} 1357 et suiv. — Lalou, op. cité, n^o 1293 — Planiol et Ripert, *Traité pratique*, T. VI, n^o 624, 2^o — Demogue, « *Obligations et contrats spéciaux* ». *Revue trimestrielle de droit civil*, 1928, page 423.

(22) Arrêt du 25 mars 1925 précité.

(23) Jugement du 25 mai 1924. *Rec. pér. Ass.* 1924. 186. *Gaz. Trib.* 1925, 2, 209.

(24) Voir dans le même sens : Bordeaux, 13 janvier 1926,

La même solution a été donnée par la jurisprudence aux dommages occasionnés aux propriétés sises à proximité d'une voie ferrée par l'incendie *directement* provoqué dans ces propriétés, à la suite du passage d'un train, soit par des flammèches éjectées de la cheminée de la locomotive, soit par des scories incandescentes tombées du cendrier de la machine et projetées chez le voisin (25).

L'incendie, ici aussi, n'a pris, en effet, naissance que dans la propriété riveraine ; le feu entretenu dans le foyer de la machine avait une destination normale : chauffer l'eau dont la transformation en vapeur devait procurer la force motrice nécessaire.

Aussi bien, si le demandeur en dommages-intérêts devait établir une faute absolue et péremptoire des préposés des Compagnies de Chemins de fer, ce serait l'exonération totale, et dans presque tous les cas, des Compagnies ; car, il est matériellement difficile, sinon impossible, de démontrer que c'est par suite non d'un cas fortuit, mais de violation de règlements ou de défauts d'appareils que l'incendie a pris naissance (26). On peut remarquer d'ailleurs que, si avant la loi de 1922, la jurisprudence n'a, en général, invoqué que l'article 1382 en cette matière, elle

S. 1927. 2. 61. — Alger, 8 mars 1926. D. P. 1928. 2. 112. Gaz. Pal. 1926. 2. 57. — Rennes, 19 avril 1926. Rec. pér. Ass. 1926, 124.

(25) Trib. paix Fréjus, 2 juillet 1920. Gaz. Pal. 1930. 2. 391. — Paris, 8 janvier 1932. D.P. 1932. 2. 69. Gaz. Pal. 1932. 1. 596. — Rennes, 11 mars 1932, Gaz. Pal. Somm. 1932.2.40. La loi 14 juin 1932. — Cf. : Bordeaux, 28 février 1927. Gaz. Pal. 1927. 1. 621. — Issoudun, 25 novembre 1930, Gaz. Pal. 1931. 1. 69 — statuant dans des espèces où le feu avait pris dans les emprises du chemin de fer.

(26) Issoudun 25 novembre 1930, précité.

a cependant admis que les Compagnies de Chemins de fer étaient responsables des dégâts causés aux propriétés riveraines par les flammèches ou escarbilles échappées des machines, alors du moins qu'elles n'avaient pas pris les précautions nécessaires pour pourvoir les locomotives du dispositif utile pour éviter ces éjections (27).

La nouvelle disposition légale ne concerne pas non plus le feu allumé chez un tiers par des morceaux de carton enflammés et projetés à la suite d'une explosion de pièces d'artifice (28).

Elle ne peut également être invoquée ni par le propriétaire d'une bouteille d'acétylène dont l'explosion a provoqué l'incendie de l'immeuble voisin (29), ni par la Société de distribution électrique dont les fils ont, par suite de leur rupture, mis le feu dans une toiture au-dessus de laquelle ils passaient (30).

L'incendie n'a pas été communiqué par les pièces d'artifice, l'acétylène ou les fils électriques ; mais, il a été causé directement par eux ; il ne s'est allumé qu'après le court-circuit ou l'explosion (31).

(27) Cass. 4 avril 1905. Gaz. Pal. 1905. 1. 681 — 17 juillet 1922. Gaz. Pal. 1922. 2. 470. D. P. 1923. 1. 172.

(28) Req. 14 février 1928. Gaz. Pal. 1928. 2. 70. S. 1928. 1. 199. D.P. 1928. 1. 129. D. H. 1928. 149.

(29) Seine 14 novembre 1927. Gaz. Pal. 1928. 1. 132.

(30) Seine, 12 juin 1925. D.H. 1925. 547. S. 1926. 2. 37.

(31) Voir : Besson, op. cité, page 312.

Cf. Jugement du Tribunal de Commerce d'Alger du 15 février 1928. Revue de Droit Maritime comparé, par Dor. Tome VI, page 179. L'incendie d'une nappe de pétrole qui s'était échappé des flancs d'un navire au cours du déchargement, avait causé la mort d'un individu ; l'affrètement du

Dans tous ces cas, la jurisprudence antérieure à la loi de 1922 continue à recevoir application. Mais encore faut-il que la preuve soit faite que la locomobile, la locomotive, les fils électriques ou tous autres engins aient propagé des étincelles ou des matières susceptibles de faire naître l'incendie chez le voisin. Si la cause du sinistre est demeurée inconnue, les tiers lésés doivent prouver la faute du gardien de la chose ou de ses préposés (32).

Sans doute, quelques Tribunaux (33) ont invoqué la disposition légale nouvelle pour refuser des dommages-intérêts à des propriétaires dont les forêts ou les vergers, situés le long d'une voie ferrée, avaient été la proie des flammes après le passage d'un train.

Mais, précisément, il n'était pas établi, d'une façon certaine, que le feu avait été transmis par des escarbilles échappées de la locomotive ; les espèces étaient particulièrement favorables aux Compagnies de Chemins de fer, et si les magistrats, ont, dès le début de leurs décisions, fait appel aux principes de la loi nouvelle, ils paraissent n'avoir statué qu'en considération de l'incertitude concernant

navire qui avait commis la faute initiale de laisser échapper la chose, a été déclaré responsable en vertu du 1^{er} paragraphe de l'article 1384.

(32) Alger, 8 mars 1926, précité — Pithiviers, 27 novembre 1924. D. H. 1925, 92.

(33) Aix, 31 janvier 1924. Affaire commune d'Aubagne c/P.L.M. — Alais, 12 février 1924, affaire Bourgade Rozan c/P.L.M. — Arrêt et jugement aux archives de la Compagnie P.L.M.

Sur des espèces analogues, voir également : Commerce Seine, 14 novembre 1924. D.H. 1925. 176. — Cf. Lyon, 29 avril 1931. Gaz. Pal. Somm. 1932. 1. 36. Rec. pér. Ass. 1931. 227.

la cause du sinistre (34), incertitude qui aurait conduit aux mêmes résultats s'il avait été fait application de l'article 1384 ancien, puisque la présomption de faute édictée par cet article ne dispense pas le demandeur en dommages-intérêts de prouver le rapport de causalité entre la locomotive et le préjudice subi, mais seulement d'établir la preuve de la faute de celui qui avait la garde de la machine.

Ainsi, la loi ne s'applique pas à toutes les communications du feu, mais seulement à celles qui se sont faites par l'extension d'un incendie (35).

Il est intéressant de noter que, pour en arriver là, certaines décisions (36) ont invoqué le caractère modificatif de

(34) « Attendu en réalité, dit l'arrêt de la Cour d'Aix du 31 janvier 1924, que les témoins n'ont pu fournir aucune précision sur les causes de l'incendie, ni sur le point où il a pris naissance ; qu'ils émettent l'hypothèse d'une escarbille ou d'une flammèche échappée de la locomotive du train qui venait de passer, qui alluma des herbes desséchées de la propriété Xagnan Corréard, propageant l'incendie ; mais que cette opinion n'a que la valeur d'une hypothèse et n'est pas exclusive de toute autre cause possible, telle, par exemple, que l'imprudence de chasseurs ou de passants... ».

Le jugement du Tribunal civil d'Alais du 12 février 1924 précise que la cause de l'incendie « est et reste inconnue, aussi bien que le point précis où le feu a pris naissance ; qu'on se perd en conjectures dans cette recherche, ce qui permet d'envisager comme possible, le cas fortuit, l'acte criminel ou même la simple imprudence imputable à un tiers dont la Compagnie ne pourrait être responsable... »

(35) Besson, op. cité, page 310.

(36) Saint-Nazaire, 25 mai 1924, précité (locomobiles) — Seine 12 juin 1925, précité (fils électriques) — Paris, 8 janvier 1932, précité (locomotives).

la disposition nouvelle qui comporte de lui-même la non rétroactivité et l'interprétation restrictive de la loi.

La jurisprudence qui a donné à cette loi une portée très large dans le temps, qui l'a appliquée à tous les biens même dangereux, s'est montrée en contradiction avec elle-même.

Nous avons considéré jusqu'à présent les cas où les sinistres différents se sont produits dans des biens distincts appartenant à des propriétaires différents, la cause de responsabilité antérieure à l'incendie s'étant manifestée chez le détenteur, alors que l'incendie ne s'est effectivement déclaré que chez le tiers lésé.

Une délimitation était pratiquement facile à faire.

Mais, les sinistres de nature différente peuvent se réaliser dans la même chose, chez le même individu ; par exemple, un incendie qui s'est communiqué à l'immeuble voisin, est né dans une maison par suite d'un événement d'une autre nature qui est arrivé dans cette maison. Celle-ci a été la proie des flammes. Elle a été incendiée, comme le veut le texte légal. Ne devrait-on pas conclure à son application ?

On arriverait ainsi à des solutions incohérentes.

Le propriétaire d'une cheminée est, en effet, présumé en faute si des flammèches échappées de cette cheminée, incendient directement la chose d'autrui. Il ne le serait pas si elles mettaient le feu à sa propre chose et si celle-ci propageait l'incendie (37). Dans l'un et l'autre cas cependant,

(37) Planiol et Ripert. Traité pratique, Tome VI, n° 624, note 8.

l'incendie n'a été que la cause seconde du dommage, que la conséquence d'un autre événement qui apparaît à l'origine. Si cet événement n'avait pas eu lieu, il n'y aurait pas eu d'incendie et par suite, pas de dommages. Ne peut-on pas dire que ceux-ci ont été occasionnés plutôt par l'événement originaire, de sorte que la jurisprudence antérieure à la loi devrait être appliquée ?

Cette manière de voir a été admise par la Cour de Bordeaux dans un arrêt du 28 février 1927 (38). Des flammèches et des escarbilles incandescentes tombées de la locomotive d'un train, avaient mis le feu aux herbes non fauchées qui avaient envahi la voie, et de là, l'incendie avait gagné un bois de pins. L'incendie était bien né dans les emprises du chemin de fer. La Cour a néanmoins jugé que la Compagnie de Chemins de fer ne pouvait invoquer la loi de 1922, « qu'il faut s'attacher à la cause première de l'incendie, c'est-à-dire à celle sans laquelle les autres n'auraient pas eu à jouer » (39).

La même solution devrait être donnée aux cas où les dommages sont occasionnés par une machine à battre qui a pris feu par suite d'un retour de flammes.

La jurisprudence est, cependant, contradictoire. La Cour de Grenoble (40) applique à l'espèce la présomption de faute qui pèse sur le gardien d'une chose inanimée.

(38) Gaz. Pal. 1927. 1. 621.

(39) Voir également dans le même sens : Issoudun, 25 novembre 1930, Gaz. Pal. 1931. 1. 69. — Contra : Melun, 17 juin 1930, Gaz. Pal. 1930. 2. 188.

(40) Arrêt du 4 mars 1925 précité.

Par contre, la Cour de Nîmes (41), interprétant littéralement le texte de la loi de 1922, admet que l'entrepreneur de battages peut se prévaloir de ce texte si la batteuse a été incendiée, le paragraphe premier de l'article 1384 ne jouant qu'au cas où le feu est mis aux récoltes voisines par des étincelles échappées de la machine. Elle aboutit ainsi à un résultat arbitraire et illogique ; car ce serait plutôt dans la première hypothèse que dans la seconde qu'il y aurait lieu de considérer à priori le gardien en faute (42).

Lorsque l'incendie est provoqué dans la chose même du gardien par une explosion, il devrait également, et pour les mêmes raisons, être soustrait du domaine d'application de la loi nouvelle, puisqu'il n'est qu'un des effets, un des ravages produits par un événement que cette loi n'a pas envisagé (43).

Néanmoins, la Chambre Civile de la Cour de Cassation (44) a écarté l'article 1384, § 1^{er}, pour faire jouer la loi de 1922, dans une espèce où l'incendie s'était déclaré dans un atelier servant à la manipulation de produits destinés à la fabrication de vernis, bien que l'incendie ait été dû à une déflagration de gaz provenant des matières traitées dans l'atelier.

(41) Arrêt du 25 mars 1925 précité.

(42) Besson, op. cité, page 312.

(43) Voir : Besson, op. cité, pages 309-310. — Demogue, « Obligations et Contrats spéciaux », op. cité, page 423 — Cpr. Mazeaud, op. cité, n° 1361.

(44) Arrêt du 5 mai 1926. Gaz. Pal. 1926, 2. 118. D. H. 1926. 315. S. 1926. 1. 184 — et sur renvoi : Limoges, 22 mai 1928. Gaz. Trib. 30 juin 1928.

Elle a été suivie par la Cour de Dijon (45). Un individu avait trouvé la mort dans un incendie provoqué par une explosion. La Cour a déclaré la présomption de faute inapplicable, sous prétexte que ce n'était pas le fait même de l'explosion qui avait causé le dommage dont réparation était demandée et que la victime était décédée des suites de brûlures, et par conséquent, de l'incendie.

Cette considération est critiquable. Mais, la Cour avait relevé que l'antériorité de l'explosion n'était pas rapportée d'une façon certaine, ce qui peut justifier sa décision.

Il n'en est pas de même dans l'espèce de la Chambre Civile, puisque l'arrêt de cassation constate que la relation de cause à effet entre l'explosion et l'incendie est établie. On peut se demander par suite si la Cour suprême a fait une exacte interprétation de la loi (46).

La jurisprudence qui a admis l'application de l'article 1384, § 1^{er}, lorsque l'explosion s'était produite chez un propriétaire et l'incendie chez un autre (47), montre, en tous cas, un défaut d'harmonie.

Sans doute, il faut peut-être se garder d'aller trop loin. Le bénéfice de la loi de 1922 ne doit être refusé à l'auteur du sinistre que lorsque l'incendie est bien distinct de l'événement qui l'a provoqué, lorsqu'il n'est pas intimement lié avec lui. Sinon, s'il n'est pas possible de déterminer les stades successifs du sinistre, on doit appliquer la disposition nouvelle. Autrement, on priverait cette disposition de toute portée, l'incendie étant le plus souvent le résultat d'un

(45) Arrêt du 3 février 1931. La semaine juridique, 1931-879.

(46) Besson, op. cité, p. 309. — Cpr. Mazeaud, op. cité, n° 1361.

(47) Req. 14 février 1928, précité.

événement antérieur : explosion, déflagration de gaz..., etc. (48). Il en sera ainsi notamment si l'incendie éclate dans des chiffons entassés dans un hangar où une explosion se produit (49), ou s'il est dû à une étincelle provoquée dans une usine de soufre dont les poussières essentiellement inflammables recouvrent le sol (50).

Mais, du moment que l'événement, cause de l'incendie, en est bien distinct, on ne devrait pas faire de différence entre le cas où le feu s'est allumé dans l'immeuble où a eu lieu cet événement, ou dans l'immeuble voisin. Que les escarbilles soient projetées directement sur les propriétés riveraines où l'incendie prend naissance, ou qu'elles tombent sur le talus de la voie d'où le feu gagne ces propriétés, la solution devrait être identique. Les mêmes principes devraient être appliqués aux dommages dont l'origine première est un événement autre que l'incendie, et si ce fait initial est en lui-même générateur de la responsabilité de l'article 1384, § 1^{er}, c'est cet article dont il devrait être fait application. Le mode suivant lequel ces dommages se sont réalisés par la suite importe peu : que ce soit par incendie, ou de toute autre façon ; éboulement, chute de matières, le droit du voisin est le même.

★ ★

Si la loi du 7 novembre 1922 ne s'applique pas lorsque l'incendie est causé par un événement d'une autre na-

(48) Voir : Mazeaud, op. cité, n° 1361.

(49) Cass. Civ. 23 novembre 1925. Gaz. Pal. 1926. 1. 133.

(50) Cass. Req. 19 mars 1928. Gaz. Pal. 1928. 2. 204. S. 1928. 1. 190. Dans ces deux espèces, cependant, la faute était établie ; la question de savoir si l'article 1384, § 1^{er}, jouait, était par suite sans intérêt.

ture, le propriétaire de la chose originairement incendiée peut-il l'invoquer lorsque l'incendie né chez lui provoque une explosion dans sa propre maison ou dans l'immeuble contigu.

C'est l'hypothèse inverse de la précédente. L'incendie n'est plus la conséquence, il est la cause.

Ici encore, nous nous trouvons en présence d'une difficulté que le législateur n'a pas prévue.

L'interprétation restrictive du texte conduirait à refuser l'application de la disposition légale nouvelle. Le dommage n'a pas été occasionné par l'incendie, comme le veut le texte, mais par l'explosion. C'est celle-ci qui en a été la cause efficiente. Or, elle n'est pas une conséquence normale de l'incendie ; elle aurait pu être aussi bien provoquée par un choc quelconque, et en ce cas, l'article 1384, § 1^{er}, s'appliquerait.

On ne peut pas prétendre également qu'il y a eu propagation du feu, que l'incendie s'est étendu progressivement, ce que le législateur semble avoir voulu seulement viser (51).

D'autre part, lorsque M. le député Schuman a déclaré qu'il n'était pas nécessaire que le feu ait envahi la propriété du voisin, il a cité à titre d'exemples, comme tombant sous le coup de la nouvelle loi, les travaux de sauvetage et les mesures de précaution. Ce sont là des conséquences directes de l'incendie, alors que dans l'hypothèse, les dommages ont été occasionnés par l'explosion qui ne saurait être confondue avec l'incendie.

(51) Voir en ce sens : Besson, op. cité, pages 309 et note 3.

On fera cependant remarquer que le législateur qui a voulu faire une situation spéciale aux dommages causés par une chose incendiée, s'est attaché à l'origine desdits dommages. L'explosion n'est que la cause seconde des dégâts, alors que l'incendie en est la cause première.

Etant donné que nous avons considéré uniquement cette cause première pour écarter la loi nouvelle dans les cas où l'incendie était la cause seconde du préjudice, le même raisonnement doit logiquement nous conduire à faire application de la disposition complémentaire de l'article 1384 aux cas où l'incendie est la cause première. Celle-ci seule étant envisagée, on doit conclure que là où l'on trouve un incendie à l'origine, il faut écarter la présomption de responsabilité de l'article 1384, § 1^{er} » (52).

La plupart des auteurs se sont rangés à cette manière de voir (53), qui a été admise par la Cour de Cassation (54).

Celle-ci a exigé la preuve de la faute, conformément à la loi de 1922, de la part de voisins d'une usine de mélinite dans laquelle un incendie s'était déclaré et avait pro-

(52) Mazeaud, op. cité, n° 1362 — Il est à remarquer d'ailleurs que la loi de 1922 apporte aussi une dérogation à l'article 1386 qui facilite l'action de la personne atteinte par la ruine d'un bâtiment. Si, en effet, un pan de mur s'écroule au cours d'un incendie, et cause, par sa chute, des dégâts à un tiers, celui-ci devra prouver la faute puisque l'origine du dommage réside dans l'incendie.

(53) Planiol et Ripert. *Traité pratique*. T. VI, n° 624 — Lalou, op. cité, n° 1299. — Demogue, « *Obligations et contrats spéciaux* », op. cité, page 423 — Mazeaud, op. cité, n° 1362 — Josserand, note sous Req. 14 février 1928. D.P. 1928. 1. 129. — Cpr. Besson, op. cité, page 309.

(54) Civ. 23 mars 1926. 7 arrêts identiques. D.P. 1926. 1. 129 — 18 mai 1926. D. H. 1926. 329. Gaz. Pal. 1926. 2. 202.

voqué l'explosion ou plutôt une série d'explosions qui avaient causé des dommages aux établissements contigus.

Sans doute, dans les espèces qui étaient soumises à la Cour suprême, les explosions consécutives s'étaient produites dans les immeubles mêmes où l'incendie avait pris naissance. On a donc pu dire qu'elles faisaient partie intégrante de cet incendie, que l'explosion du contenu disparaissait et s'absorbait dans la combustion du contenant au cours de laquelle elle survenait, de même qu'une obligation venait se fondre dans un compte courant dont elle était partie intégrante (55).

Aucune confusion ne serait plus possible si l'explosion était provoquée, non pas chez le gardien, mais chez la victime, du fait de matières incandescentes portées par le vent dans un lieu qui pourrait être très éloigné de l'origine du sinistre.

Ce cas ne paraît pas avoir été soumis aux Tribunaux ; mais, en l'état de leur doctrine extensive, il est probable qu'ils lui donneraient une solution affirmative dans le sens de l'application de la loi du 7 novembre 1922.

★ ★

En résumé, pour que cette loi soit applicable, il faut qu'il y ait une chose incendiée et que l'incendie ne soit pas le résultat d'un autre événement, d'une autre cause de responsabilité, qu'il soit au contraire la cause première du dommage occasionné à autrui.

(55) Note de M. Josserand au D.P. 1926. 1. 130.

§ c. — *Les dommages.*

Si la cause du sinistre, telle qu'elle est envisagée par la loi, suppose des exceptions, en est-il de même des conséquences de ce sinistre ?

La loi de 1922 parle en termes généraux des dommages causés par l'incendie.

Il est certain qu'elle s'applique au cas où il y a eu effectivement communication d'incendie. Un immeuble est la proie des flammes ; le feu gagne la maison voisine ; le détenteur du premier immeuble où est né l'incendie, n'est tenu à réparation que s'il est établi qu'il a commis une faute. C'est le cas type.

Mais, est-il nécessaire que le feu envahisse la propriété de la victime ?

La formule du texte légal est générale. Elle ne fait aucune distinction selon la nature du préjudice. M. Schuman a, d'ailleurs, déclaré, dans son rapport, que la nouvelle disposition ne concernait pas seulement les dommages par ignition, mais tous autres dommages, et il a cité les travaux de sauvetage et les mesures de précaution.

La loi est applicable à tous les dégâts subis par les tiers, même s'ils ne sont pas occasionnés par l'extension de l'incendie lui-même, s'ils ne sont pas le fait propre des flammes. Il en est ainsi notamment des éboulements, des détériorations causées par l'eau projetée pour éteindre l'incendie, des destructions effectuées pour faire la part du feu.

Les auteurs sont d'accord sur ce point (56).

(56) Planiol et Ripert. *Traité pratique* n° 624, 2° — Lalou, *op. cité*, n° 1299 — Mazeaud, *op. cité*, n° 1363 — Besson, *op.*

Le Tribunal civil de la Seine (57) a donc avec raison rejeté l'action en dommages intérêts intentée au propriétaire d'une usine incendiée à qui on reprochait des dégâts provoqués à des canalisations voisines à la suite des mesures prises pour éteindre le foyer, alors qu'il était constant qu'aucune faute ne pouvait être relevée contre lui ou ses préposés.

Les dommages peuvent, du reste, n'être pas uniquement matériels ; ils peuvent résulter de résiliations de baux, de pertes de loyers, de privations de jouissance, d'un changement d'alignement, de l'interruption d'un commerce ou d'une industrie, etc...

La loi qui n'apporte aucune précision à ce sujet, doit viser les dommages médiats aussi bien que les autres.

Il serait illogique d'admettre que, selon la nature du préjudice subi, la victime dût rapporter ou non la preuve de la faute du détenteur de la chose initialement incendiée. Que ce préjudice consiste en un manque à gagner ou en détériorations matérielles, sa cause originaire est toujours la même : l'incendie.

Ainsi, tous les dommages résultant de ce sinistre tombent sous le coup de la nouvelle disposition. Pour en obtenir réparation, la victime doit prouver la faute du détenteur de la chose initialement incendiée.

cité, pages 308-309 — Cesbron, op. cité, page 171, 7° —
Josserand, note au D.P. 1926. 1. 130.

(57) Jugement du 12 janvier 1926. Gaz. Trib. 18 septembre 1926.

§ d. — *Les personnes.*

Le bénéficiaire de la loi du 7 novembre 1922 est celui qui détient à un titre quelconque la chose mobilière ou immobilière dans laquelle un incendie a pris naissance.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 1384, lui, fait peser la présomption de faute qu'il édicte, sur le gardien.

Faut-il en conclure que les personnes visées par la disposition nouvelle ne sont pas les mêmes que celles visées par l'article 1384, § 1^{er}, que les gardiens de la chose incendiée peuvent ne pas en être les détenteurs, de sorte que, parmi eux, certains demeureraient soumis à la présomption de faute, alors que les autres seraient tenus à réparation seulement si leur faute était prouvée ?

La notion de garde n'a été définie par aucun texte légal. Les décisions judiciaires ne sont pas plus explicites : elles font peser sur tel ou tel l'obligation de garde sans en donner les motifs.

Il est certain que cette obligation incombe à l'origine au propriétaire. Pour que celui-ci en soit déchargé, il faut que quelqu'un l'assume à sa place. Une présomption de garde pèse sur lui. Faute de preuve d'une transmission, l'obligation reste à sa charge (58). On a donc pu dire que le gardien était celui qui avait un pouvoir juridique sur la chose, un droit de direction, de commandement (59).

(58) Planiol et Ripert. *Traité pratique*, n° 613 — Cpr. Henri Mazeaud, « La faute dans la garde ». *Revue trimestrielle de Droit civil*. 1925, pages 847 et suiv. — Henri et Léon Mazeaud, *op. cité*, n°s 1156 et suiv.

(59) Henri et Léon Mazeaud, *op. cité*, n° 1160 — Paris, 18 juillet 1930, *Gaz. Pal.* 1930. 2. 674. — Req. 15 décembre 1930, *Gaz. Pal.* 1931. 1. 111.

L'expression « détenteur », au contraire, se conçoit facilement. M. le député Schuman en a, d'ailleurs, donné une explication dans son rapport : « Le texte original, a-t-il dit, parlait de « celui qui occupe » le bâtiment, foyer de l'incendie. Le sens des deux termes est identique ; ils supposent non un droit, mais une relation de fait existant entre la personne et la chose. Le détenteur est celui qui, en fait, a la maîtrise de la chose ».

Le détenteur ne serait donc pas obligatoirement le gardien. On peut, en effet, avoir la détention matérielle, sans pour cela avoir la garde juridique et être responsable dans les termes du premier paragraphe de l'article 1384. Il en est ainsi notamment du préposé qui a entre les mains la chose remise par son commettant pour l'exercice de ses fonctions. Le préposé est détenteur de cette chose, tandis que le commettant en demeure le gardien (60). Celui-ci, par suite, n'échapperait pas à la présomption de responsabilité, au cas où la chose incendiée causerait des dommages à autrui.

A s'en tenir à la lettre du texte et à considérer que le mot garde a été écarté au cours de la discussion de la loi (61), une pareille interprétation pourrait être envisagée avec faveur.

Elle apparaît cependant inadmissible.

Le législateur n'est intervenu, pour déroger au prin-

(60) Henri et Léon Mazeaud, op. cité, n° 1175. — Planiol et Ripert, *Traité pratique*, T. VI, n° 614.

(61) La proposition de loi de MM. Patureau-Mirand (Ch. des Députés, session extraordinaire de 1921, annexe n° 3588) visait « le propriétaire ou celui qui aura la garde... »

cipe de la responsabilité de plein droit qu'en considération de la nature du sinistre, et non en considération des personnes : il a voulu, en cas d'incendie, soustraire à cette responsabilité les personnes qui précisément y étaient soumises. Une discrimination entre ces personnes ne se comprendrait donc pas. D'ailleurs, MM. Ruffier et Duquaire, dans l'exposé des motifs de leur proposition de loi, et M. Guillier, dans son rapport, ont, pour désigner ceux auxquels ils s'intéressaient, employé des formules très générales : ils ont parlé du voisin, de celui chez lequel un incendie prend naissance. D'autre part, en déclarant que « le détenteur est celui qui, en fait, a la maîtrise de la chose », M. Schuman ne semble pas avoir eu l'intention évidente d'opposer la détention à la garde, puisqu'il a ajouté aussitôt : « il en a nécessairement la garde, et ainsi le nouveau texte se rattache directement au premier paragraphe de l'article 1384 ».

« La loi de 1922 doit donc nécessairement s'appliquer à tous les gardiens. En visant celui qui détient à un titre quelconque la chose incendiée, le législateur n'a songé qu'à une chose : donner une formule aussi compréhensive que possible. Se servir de cette formule pour restreindre à certains gardiens la portée de la loi serait aller directement à l'encontre de l'intention de ses rédacteurs » (62).

Mais, si les bénéficiaires de la disposition nouvelle sont les mêmes personnes que celles que concerne le premier paragraphe de l'article 1384, on peut se demander

(62) Henri et Léon Mazeaud, *op. cit.*, n° 1346. — Cpr. Besson, *op. cit.*, page 316.

si l'expression employée dans cette disposition ne préciserait pas la notion de gardien.

Cette hypothèse est peu défendable, puisque, d'une part, les promoteurs de la loi n'ont certainement pas eu l'intention d'apporter d'innovations à ce sujet, et que, d'autre part, même s'il l'avait voulu, on ne serait pas fondé à s'en servir en dehors du domaine exceptionnel de la loi.

En résumé, il ne semble pas qu'un sens précis doive être donné aux termes employés par le législateur pour indiquer les personnes visées par le texte nouveau.

Le détenteur à un titre quelconque de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance, est le gardien de l'article 1384 § 1^{er} ; c'est celui qui a un pouvoir juridique sur la chose, un droit de direction, celui qui doit exercer sur la chose la surveillance nécessaire pour qu'elle ne cause pas de dommages à autrui.

Ceci posé, deux questions sont à examiner :

La nouvelle loi envisage-t-elle la responsabilité du détenteur vis-à-vis de toutes personnes, quelles qu'elles soient?

Porte-t-elle atteinte à la présomption de faute, irréfragable pour certains, qui pèse sur les parents, les instituteurs et les artisans, les maîtres et les commettants (63), dans les cas où ceux-ci sont les détenteurs de la chose qui a communiqué l'incendie ?

★★

La réforme ne vise que les rapports du détenteur de la chose incendiée avec les tiers, que la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle.

(63) Paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'ancien article 1384.

Elle réserve expressément l'application des articles 1733 et 1734 du Code civil aux rapports entre propriétaires et locataires. Le dernier alinéa de la loi déclare, en effet, que « cette disposition ne s'applique pas aux rapports entre propriétaires et locataires qui demeurent régis par les articles 1733 et 1734 du Code civil ».

La doctrine et la jurisprudence qui concernent ces rapports, loin d'être modifiées, reçoivent une confirmation législative. Le locataire ou le sous-locataire qui ne peut, par suite d'incendie, restituer la chose louée, reste présumé en faute comme auparavant (64).

Mais, il est des rapports contractuels, autres que les rapports locatifs, dans lesquels le détenteur de la chose incendiée peut être engagé, tels ceux du voiturier vis-à-vis de l'expéditeur ou du destinataire, du débiteur d'un corps certain vis-à-vis du créancier, du dépositaire vis-à-vis du déposant, du créancier gagiste vis-à-vis du débiteur, etc... La nouvelle loi leur est-elle applicable ?

Nous ne le pensons pas. Si le législateur n'a formellement écarté que les rapports entre bailleurs et locataires,

(64) Civ. 25 janvier 1927. Gaz. Pal. 1927. 1. 508.

Voir, pour le cas où le propriétaire habite une partie de l'immeuble loué : Alençon 12 juillet 1932. Gaz. Pal. 1932. 2. 808. — Ne peuvent cependant être assimilés à des locataires : l'Etat « occupant » un immeuble en vertu d'une affectation spéciale à un service public, en l'espèce une caserne. Conseil d'Etat, 10 juillet 1930. Gaz. Pal. 1930.2.498 — ni le receveur des Postes logé par l'Administration : Seine, 10 mars 1923. Gaz. Pal. 1923. 2. 36. — Avignon, 28 février 1928. Rec. pér. Ass. 1928. 18. Dans ce dernier cas, le logement constitue une prestation accessoire du salaire : le titre est le contrat de travail.

il n'en a pas moins voulu que le nouveau texte ne soit applicable qu'aux rapports extra-contractuels, et à ceux-là seulement. Ce texte limite, en effet, la portée de la réforme à la responsabilité du détenteur « *vis-à-vis des tiers* ».

Or, les tiers, au sens de la loi du 7 novembre 1922, sont les voisins, les personnes qui n'ont aucun lien de droit avec le détenteur.

Il ne faut pas oublier que l'intervention du législateur s'est produite après l'arrêt de la Cour de Cassation du 16 novembre 1920, qui avait admis que la présomption de faute de l'article 1384 pesait sur le gardien d'une chose incendiée, actionné en dommages intérêts par ses voisins.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que le but de cette intervention a été uniquement de remédier à la situation créée par l'arrêt en question, d'assurer autant que possible la sécurité des particuliers en ne les laissant pas « à la merci d'événements imprévus susceptibles de consommer leur ruine » (65).

Les travaux préparatoires précisent d'ailleurs le sens du mot « tiers » employé dans le nouveau texte. Dans l'exposé des motifs de leur proposition de loi, MM. Ruffier et Duquaire concluent se borner à demander au Parlement « de replacer l'occupant de la partie de l'immeuble dans laquelle un incendie se déclare, *vis-à-vis de ses voisins*, au point de vue de sa responsabilité, dans la situation même que lui avait faite la jurisprudence antérieure à l'arrêt de la Cour de Cassation ». D'autre part, M. Guillier, sénateur, indique au début de son rapport, qu'« aucun

(65) Proposition de loi de MM. Ruffier et Duquaire, page 3.

texte de loi précis ne détermine les conditions requises pour qu'un *voisin* puisse, en cas d'incendie, réclamer une indemnité à celui chez lequel le feu a pris naissance », et après avoir rappelé l'arrêt de cassation du 16 novembre 1920, il déclare : « Aucun propriétaire, aucun locataire n'est jamais certain de ne pas être, un jour, absolument ruiné, s'il est exposé à payer des dégâts considérables, impossibles à évaluer d'avance, qu'un incendie éclatant chez lui, par une cause inconnue, occasionnera à tous ses *voisins* même les plus éloignés ». Enfin, M. le député Schuman n'envisage, également, dans son rapport, que « la même question du *recours des voisins* en cas d'incendie ».

Les faits qui ont motivé l'intervention du législateur, l'objet qu'il a poursuivi, les travaux préparatoires de la loi, son texte même, ne permettent pas d'étendre la réforme d'une façon générale aux rapports contractuels.

Les auteurs l'admettent unanimement (66).

Il a été jugé, en matière de transport, par le Tribunal Civil de Semur (67) dont la Cour de Dijon a adopté les motifs (68), que la loi du 7 novembre 1922, visant le dommage occasionné aux tiers, ne saurait s'appliquer à la responsabilité contractuelle du voiturier. Lorsque ce dernier qui s'est engagé à transporter des marchandises et à les livrer dans l'état où elles lui ont été confiées, n'exécute pas son obligation, c'est-à-dire en cas de perte ou d'avarie,

(66) Planiol et Ripert. *Traité pratique*. T. VI, n° 624 — Besson, op. cité, page 315 — Lalou, op. cité, n° 1302 — Henri et Léon Mazeaud, op. cité, n° 1364.

(67) Jugement du 7 février 1923. D. H. 1924. 76.

(68) Arrêt du 29 novembre 1923, même référence.

il est responsable, à moins qu'il ne prouve que l'inexécution de son obligation provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée : cas fortuit, force majeure, fait du tiers (69). Or, l'incendie ne constitue pas nécessairement par lui-même un cas fortuit ; c'est seulement sa cause qui peut être un événement de force majeure si elle n'a pu être ni prévue, ni évitée. Autrement, lorsque la provenance extérieure du sinistre n'est pas prouvée, il rentre dans la notion du risque professionnel. L'expéditeur et le destinataire des marchandises incendiées, soit dans une gare, soit dans un wagon, étant des créanciers contractuels, sont en droit de réclamer l'exécution du contrat de transport, c'est-à-dire la livraison des marchandises, et à son défaut, des dommages intérêts, sans avoir à établir la preuve d'une faute commise par le voiturier. C'est à celui-ci, s'il veut être exonéré de sa responsabilité, qu'il appartient de justifier que l'inexécution du contrat tient à une cause indépendante de sa volonté.

Par ailleurs, en matière de louage d'industrie, l'article 1789 du Code Civil stipule que l'ouvrier ne répond que de sa faute. Si, donc, la matière qui lui a été confiée pour être façonnée, périt par cas fortuit ou force majeure, la perte en sera supportée par le maître. Mais, il incombe à l'ouvrier, débiteur de la restitution de la matière, d'apporter la preuve du cas fortuit ou de force majeure (70).

La Chambre Civile a jugé, dans un arrêt du 16 décem-

(69) Articles 1784 et 1147 du Code civil — 103 et 104 du Code de Commerce.

(70) Articles 1302 et 1315 du Code civil.

bre 1924 (71), que l'ouvrier qui a reçu une chose pour la réparer, étant débiteur d'un corps certain, ne se libère de l'obligation de la restituer ou d'en payer la valeur qu'en prouvant que la chose a péri par cas fortuit ou de force majeure, et si la chose a été détruite par un incendie, qu'en établissant qu'il n'a commis aucune faute.

Si cet arrêt, postérieur de plus de deux ans à la loi du 7 novembre 1922, n'a pas expressément écarté l'application de cette loi aux rapports nés d'un contrat de louage d'industrie, il laisse néanmoins le fardeau de la preuve à la charge de l'ouvrier dont l'atelier a été la proie des flammes, alors que, précisément, d'après la disposition nouvelle de l'article 1384, il revenait au maître, demandeur en dommages-intérêts, de prouver la faute de l'ouvrier, détenteur de la matière incendiée.

La Cour suprême a donc admis implicitement la thèse restrictive ; elle a donné à la réforme une portée uniquement extra-contractuelle.

Par suite, si la chose confiée en dépôt vient à périr dans un incendie, c'est le dépositaire, tenu de rendre cette chose, qui, pour être libéré de son obligation, devra établir qu'il n'a commis aucune imprudence, aucune négligence, aucun acte qui ait pu donner naissance au feu ou favoriser son action dévastatrice (72).

De même, le créancier gagiste qui doit assurer la conservation du gage, devra prouver, en cas de perte ou de

(71) D. P. 1925. 1. 21.

(72) Articles 1927-1929 du Code Civil.

détérioration de ce gage, que l'incendie ne lui est pas imputable... etc. (73).

La question serait peut-être plus délicate en ce qui concerne les maisons divisées par étages appartenant à des propriétaires différents. Mais, si, d'une part, ceux-ci se trouvent dans une situation de voisinage spécial et d'indivision forcée relativement aux parties communes de l'immeuble, s'ils ont également une communauté d'intérêts, ils n'ont, d'autre part, ni obligation de restitution, ni obligation de sécurité qui permettent de leur faire application des règles contractuelles. Au cas donc où un incendie prendrait naissance dans l'étage d'un d'entr'eux et causerait des dommages aux autres, la loi du 7 novembre 1922 devrait être appliquée, puisqu'au fond, les différents propriétaires sont des voisins les uns par rapport aux autres : le demandeur en dommages-intérêts devrait faire la preuve de la faute du défendeur (74).

★ ★

Si la loi nouvelle n'apporte pas de modifications dans le domaine de la responsabilité contractuelle, elle ne déroge pas non plus aux dispositions de l'article 1384, autres que le premier alinéa. Elle ne change en rien les règles de la responsabilité du fait d'autrui.

Aux termes du texte, la responsabilité du détenteur n'est engagée que si l'incendie est dû « à sa faute ou à

(73) Article 2080 du Code civil.

(74) Voir : Lalou, op. cité, n° 618 — Henri et Léon Mazeaud, op. cité, n° 1364 — Ponceau, op. cité, page 146.

la faute des personnes dont il est responsable ». M. Schuman a d'ailleurs précisé que le détenteur répond de la faute de ses préposés, dans les conditions fixées par les autres paragraphes du même article 1384.

La doctrine antérieure relative à ces paragraphes conserve donc toute sa valeur, et la jurisprudence précédente toute sa portée.

C'est ainsi que le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage d'incendie causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux, de même que l'instituteur et l'artisan sont responsables du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. Mais la responsabilité des uns comme des autres n'est pas absolue ; elle cesse d'être s'ils rapportent la preuve qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui y a donné lieu (75).

Les maîtres et les commettants répondent également du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. Toutefois, à la différence des parents, des instituteurs et des artisans, ils ne peuvent combattre cette présomption de faute que le Code Civil fait peser sur eux : leur responsabilité est irréfragable.

Ils sont responsables de toutes les imprudences commises par leurs préposés dans le temps où ceux-ci accomplissent leur service, même si le préjudice résulte de l'abus

(75) Article 1384 du Code civil, avant-dernier alinéa — Douai, 7 novembre 1893. D.P. 1894. 2. 159. — Cass. Civ. 11 août 1905. D.P. 1908. 1. 350.

de leurs fonctions (76), à moins que les employés ne se trouvent momentanément placés sous les ordres, la direction et la surveillance d'autres personnes que leurs commettants, auxquels cas ce ne sont plus ces derniers qui sont responsables, mais bien les personnes sous les ordres desquelles les préposés ont été placés (77).

SECTION V

Critique de la Loi

L'examen de la portée de la loi du 7 novembre 1922, tel qu'il vient d'être fait, permet d'apprécier la valeur de la disposition nouvelle. Il est de toute évidence que celle-ci, qui est intervenue pour satisfaire les intérêts des assureurs, présente les défauts d'une disposition additionnelle et particulière, hâtivement préparée et mal étudiée, et ses avantages paraissent très limités.

Votée à un moment où, après de vives discussions, la doctrine et la jurisprudence semblaient vouloir attribuer au premier paragraphe de l'article 1384 une portée presque générale, la loi marque en elle-même une régression dans l'évolution de la thèse de la responsabilité du fait des choses inanimées ; mais quelque paradoxal que cela puisse paraître, elle constitue, par ailleurs, la consécration législative de cette thèse.

(76) Cass. Cr. 12 décembre 1903. D.P. 1904. 1. 71. — 23 mars 1907. D. P. 1908. 1. 351. — 5 février 1915. D. P. 1919. 1. 8.

(77) Cass. Civ. 25 octobre 1886. D.P. 1887. 1. 225. — Paris, 27 février 1892. D.P. 1892. 2. 465. — Cass. Cr. 26 janvier 1901. D.P. 1904. 1. 157.

Sans doute, en cas d'incendie, les gardiens des biens mobiliers ou immobiliers dans lesquels le feu a pris naissance, sont de nouveau soumis au droit commun de la responsabilité délictuelle et replacés dans la situation où ils se trouvaient avant la nouvelle jurisprudence : leur faute ou celle de leurs préposés doit être établie par le voisin incendié, s'il veut obtenir réparation du dommage qui lui a été occasionné.

Mais, du fait même que le législateur n'a envisagé qu'un seul des nombreux cas d'application de la présomption de faute de l'article 1384, on peut déduire qu'en dehors de ce cas spécial, il a entendu et voulu approuver le système jurisprudentiel qu'il répudiait en matière d'incendie. « Sans se soucier autrement de la logique juridique, il a simplement écarté l'une des conséquences, d'ailleurs naturelle, quoique plus particulièrement dangereuse du système, mais il a laissé subsister le système lui-même, avec toutes les autres conséquences qu'il peut entraîner » (1). Il l'a implicitement consacré.

Par suite, les Tribunaux ne pourront plus rejeter la nouvelle théorie sous prétexte qu'elle n'est pas conforme à la pensée du législateur de 1804 (2).

D'autre part, en ne dérogeant à la thèse de la responsabilité du fait des choses qu'en considération de la na-

(1) Article signé Bonnichon, dans « La France immobilière » du 17 mars 1933.

(2) Voir : Besson, op. cité, page 318 — Planiol et Ripert. *Traité élémentaire*. T. II, n° 931 — Josserand, note au D.P. 1926. 1. 129. — Demogue, *Traité des Obligations*, n° 1120. — Lalou, op. cité, n° 1302. — Henri et Léon Mazeaud, op. cité, n° 1335.

ture du fait générateur du dommage, la disposition nouvelle, applicable quelle que soit la nature des biens d'où l'incendie s'est propagé, donne à cette thèse une portée générale dans le domaine des choses.

Exception, elle ne peut avoir, en effet, plus d'extension que le principe même qui doit, par conséquent, régir les immeubles aussi bien que les meubles.

« Désormais, l'économie de l'article 1384, paragraphe premier, du Code civil est la suivante : on est responsable du fait des choses que l'on a sous sa garde ; toutefois, celui qui détient des biens — mobiliers ou immobiliers — dans lesquels un incendie a pris naissance, n'est responsable, vis-à-vis des tiers, des dommages causés par ce sinistre, que s'il est prouvé que celui-ci est dû à sa faute. Il y a donc d'abord le principe, puis l'exception : le principe, c'est la responsabilité de plein droit ; l'exception, c'est la responsabilité en cas de faute prouvée, dans le cadre de l'article 1382 et pour le cas d'incendie. Or, il est évident que l'exception a la même nature que le principe auquel elle déroge ; elle appartient nécessairement au même ordre ; et du moment que l'exception édictée par la loi de 1922 vise les immeubles — le nouveau texte est formel en ce sens — il doit en être de même du principe, c'est-à-dire de la responsabilité de plein droit, dont cette exception vient restreindre le champ d'application » (3).

Si ce principe n'avait pas concerné les biens immobiliers, on ne s'expliquerait pas que ces biens en aient été exclus en cas d'incendie.

(3) Josserand, note au D.P. 1925. 1. 100 — Voir également : Lallou, op. cité, n° 1302 — Besson, op. cité, page 313.

Il y a ici une réelle innovation, et c'est peut-être un des résultats les plus heureux de la loi. Avant 1922, la jurisprudence admettait que les immeubles étaient régis par l'article 1386 (4), et si, contrairement à une logique rigoureuse, la Cour de Cassation a, après 1922, maintenu cette manière de voir dans deux arrêts des 26 juin 1924 (5) et 10 février 1925 (6), la Chambre des Requêtes a, le 6 mars 1928 (7), invoqué spécialement l'argument tiré de la loi de 1922 pour décider que l'article 1384, § 1^{er}, a une portée générale et s'applique aux dommages causés par les immeubles (8). Par ailleurs, alors que la Chambre Civile n'a, dans un arrêt du 21 février 1927 (9), visé que « la chose mobilière inanimée » et qu'elle a maintenu cette restriction dans ses arrêts postérieurs (10), les Chambres

(4) Voir, en matière d'incendie, notamment : Poitiers 16 mai 1922. D.P. 1922. 2. 137 — et Trib. Civ. Dijon 10 juillet 1922. Rec. pér. Ass. 1922. 349, précités.

(5) Civ. D. P. 1925. 1. 159.

(6) Req. D. P. 1925. 1. 97.

(7) Gaz. Pal. 1928. 1. 545. D.H. 1928. 197. S. 1928. 1. 225.

(8) Il s'agissait d'une personne blessée par un ascenseur. L'arrêt déclare notamment : « que cet article 1384, § 1^{er}, distingue si peu les choses mobilières des choses immobilières que la loi interprétative du 7 novembre 1922 qui précise l'exception qu'il convient d'apporter, en cas d'incendie, au principe général, prévoit expressément le dommage causé par l'incendie des immeubles, exception qui n'aurait aucune raison d'être si le gardien d'un immeuble n'était pas soumis, comme le gardien d'un meuble, à la règle édictée par l'article 1384... »

(9) D.H. 1927. 133. D.P. 1927. 1. 97. Gaz. Pal. 1927. 1. 407. S. 1927. 1. 137.

(10) 14 mai 1928. Gaz. Pal. 1928. 2. 123 — 11 juin 1928. Gaz. Pal. 1928. 2. 307 — 27 février 1929. Gaz. Pal. 1929. 1. 553 — 5 mars 1929. Gaz. Pal. 1929. 1. 707 — 12 mars 1929. Gaz. Pal. 1929. 1. 735.

Réunies ont, dans leur arrêt du 13 février 1930 (11), employé l'expression « *chose inanimée* », qui comprend les meubles aussi bien que les immeubles. Ce changement de rédaction ne prouve-t-il pas un revirement dans la jurisprudence de la Cour suprême ?

On peut donc admettre que le gardien est responsable, en l'absence de toute faute prouvée, du préjudice causé par sa chose, qu'elle soit mobilière ou immobilière, et que le propriétaire répond de même, non pas seulement des dommages résultant de la ruine de son bâtiment (article 1386 du Code civil), mais encore de tous les dommages, autres que l'incendie, occasionnés par son immeuble ou une partie de celui-ci.

Ainsi, la disposition exceptionnelle qui fait une brèche dans le principe énoncé par le premier alinéa de l'article 1384, implique la généralité de ce principe.

Elle consacre, enfin, la différence entre la faute délictuelle et la faute contractuelle (12). Elle ne concerne pas la responsabilité du locataire vis-à-vis de son bailleur, ni celle du débiteur vis-à-vis de son créancier, mais seulement la responsabilité du détenteur vis-à-vis des tiers. Comme l'article 1384, § 1^{er}, elle suppose un dommage extra-contractuel.

A ce triple point de vue, la loi de 1922 n'est pas en contradiction avec la doctrine nouvelle, et elle pourrait même être considérée comme ayant eu une influence plutôt heureuse.

(11) D. H. 1930. 129. D. P. 1930. 1. 57. Gaz. Pal. 1930. 1. 393.

(12) Lalou, op. cité, n° 1302.

★★

Mais, intervenue avec une rapidité incompréhensible pour mettre en échec, sur un cas particulier, une théorie juridique en cours d'évolution, cette loi, mal rédigée, aboutit à des incohérences et à des injustices.

Aussi, la presque unanimité de la doctrine a condamné l'intervention du législateur (13).

On s'explique mal, en effet, la hâte avec laquelle la loi fut votée, alors surtout que la Société d'Etudes Législatives (14), consultée par le Gouvernement, avait conseillé d'attendre au moins la décision de la Chambre Civile sur le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 4 décembre 1916 (15). Comme M. le Président A. Colin l'avait fait alors remarquer, il était prématuré de légiférer ; « outre qu'il est toujours dangereux de bouleverser les textes, il n'était peut-être pas opportun d'y introduire une exception spéciale au cas d'incendie ».

On est en droit de regretter que le Parlement n'ait pas suivi cet avis.

Les promoteurs de la loi se sont exagérés la portée de l'arrêt de la Cour de Cassation du 16 novembre 1920. Celle-ci, appelée à préciser sa jurisprudence, a cassé la décision d'Alger quelques jours après la promulgation de la disposition nouvelle (16).

Cependant, la proposition de loi de MM. Ruffier et

(13) Henri et Léon Mazeaud, op. cité, n° 1334 — Besson, op. cité, page 319.

(14) Bulletin de la Société d'Etudes Législatives, 1922, page 163.

(15) Rec. pér. Ass. 1921. 185, précité.

(16) Civ. 15 novembre 1922. Gaz. Pal. 1922. 2. 199.

Duquaire, déposée au Sénat le 10 novembre 1921, moins d'un an après l'arrêt de 1920, était votée, par suite de déclarations d'urgence, difficiles à justifier, au début de novembre 1922.

Si le législateur s'était montré moins pressé, il n'aurait peut-être pas eu à intervenir, ou si, par la suite, il avait jugé son intervention nécessaire, celle-ci se serait produite dans de meilleures conditions, la jurisprudence ayant dégagé d'une façon formelle, les principes de la doctrine nouvelle. Bien des écueils auraient pu être évités, et bien des lacunes comblées.

« Vouloir commander aux faits en érigeant en loi définitive l'interprétation de cas particuliers trop peu nombreux, c'est risquer de commettre une sorte d'erreur juridique ; c'est tout au moins montrer une précipitation qui ne sied vraiment pas à la prudence de ceux qui ont pour mission de faire la loi » (17).

Le manque de préparation se fait sentir, non seulement dans la rédaction obscure du texte qui a fait naître toutes les difficultés d'application que nous avons rencontrées, mais dans la formule même employée pour incorporer les dispositions nouvelles à l'article 1384.

Cette formule déclare : « Le premier alinéa de l'article 1384 du Code civil est complété par les dispositions suivantes » ; suivent deux dispositions. Si l'on s'en tenait à ces termes, il faudrait faire rentrer le texte nouveau dans l'alinéa premier ; or, les deux dispositions de la loi forment des paragraphes spéciaux. Il eut été plus exact de

(17) Besson, op. cité, page 320.

dire : « il est ajouté à la suite du premier alinéa de l'article 1384 les dispositions suivantes qui deviendront les alinéas 2 et 3 dudit article ». C'est ainsi d'ailleurs qu'on l'a admis, le premier alinéa demeurant applicable dans les cas non prévus par le législateur.

En dehors de cette erreur de rédaction, sans importance pratique, la réforme soulève des critiques beaucoup plus sérieuses, qui tiennent à ce qu'elle a pour base la nature du fait générateur du dommage, alors que la responsabilité du fait des choses inanimées est rattachée à la garde de la chose. Il y a là un défaut d'harmonie qui entraîne des conséquences particulièrement regrettables.

La présomption de faute du 1^{er} alinéa de l'article 1384 a pour fondement une obligation légale de surveillance résultant du gardiennat. Si la chose cause ou transmet un dommage, c'est qu'elle a été mal gardée, c'est que le gardien n'a pas suffisamment veillé sur elle. Il ne l'a pas empêché de nuire ; il a manqué à l'obligation qui pesait sur lui. On doit présumer qu'il a commis une faute dans la garde.

Or, ce devoir particulier de garder la chose, n'existe que si celle-ci présente des dangers (18).

Aussi, la loi de 1922 a pu sembler juste en tant que s'appliquant à la communication de l'incendie par un immeuble ou une chose mobilière non dangereuse, seuls cas

(18) Voir : Ripert, *La règle morale dans les obligations civiles*, 2^e édition, n° 124 — Planiol et Ripert, *Traité pratique*, T. VI, n°s 615 et suiv. — Civ. 21 février 1927. D.P. 1927. 1. 97 — 25 juillet 1927. D.H. 1927. 477 — 26 octobre 1927. D.H. 1927. 557 — Req. 1^{er} mai 1929. Gaz. Pal. 1929. 1. 75.

qui ont, d'ailleurs, été constamment visés au cours des débats et dans les exposés des rapporteurs.

Mais, la disposition nouvelle rejette l'idée de garde pour s'attacher uniquement à la cause du préjudice. « Elle ne tient pas compte des infractions au devoir de garde ; elle exige, en cas d'incendie, la preuve d'une faute, même si la chose nécessite une surveillance spéciale dont la seule réalisation du dommage prouve le défaut » (19).

Par suite, « elle constitue sous sa formule générale une exception inadmissible à un principe général de responsabilité », l'incendie pouvant être communiqué par une chose qui devait être gardée (20).

L'harmonie entre les textes aurait pu être obtenue, si la jurisprudence n'avait pas fait application de la loi quand il s'agissait de choses mobilières dangereuses.

Sans doute, considérées du point de vue de la victime, toutes les choses sont dangereuses en cas de sinistre, le danger d'un objet apparaissant précisément lorsqu'il cause un préjudice. Ne parle-t-on pas constamment du reste du gardien d'un bâtiment, de marchandises (21) ?

En ne faisant aucune différence entre les choses constitutives de risques exceptionnels et les choses inoffensives, la loi nouvelle a, par cela-même, élargi la notion de garde, en sorte que, dorénavant, on ne devrait plus distinguer entre les choses qui sont dangereuses et celles qui ne le sont

(19) Besson, op. cité, page 320.

(20) Ripert, op. cité, n° 124.

(21) Demogue. Traité des Obligations. Tome V, n° 1120 — Josserand, note au D.P. 1925. 1. 99.

pas (22). Que le feu prenne dans une maison qui ne joue évidemment qu'un rôle passif, ou qu'il s'allume dans un dépôt de matières essentiellement inflammables, la situation du détenteur sera la même. La présomption de faute de l'article 1384 ne jouera pas contre lui.

On ne comprend pas, par ailleurs, pourquoi une situation privilégiée est faite au gardien lorsque le dommage occasionné affecte la forme d'un incendie.

Si la mélinite contenue dans une usine explose d'elle-même, le fabricant sera responsable de plein droit ; au contraire, si l'explosion est causée par l'incendie qui s'est déclaré dans l'usine, les voisins devront prouver la faute. Si une voiture automobile cause un accident, les victimes pourront invoquer la présomption de faute de l'article 1384, § 1^{er} ; elles ne le pourront pas si elles ont été blessées par le moteur en flammes. C'est cependant la même chose, la mélinite ou l'automobile, qui constitue le risque pour le voisin. Dans l'un et l'autre cas, que la mélinite ait explosé sous l'effet de la dilatation des gaz ou qu'elle ait pris feu, que l'automobile ait poursuivi sa route par suite de la vitesse acquise ou qu'il se soit enflammé, la chose a échap-

(22) Il est à remarquer que l'arrêt rendu le 13 février 1930 par les Chambres Réunies de la Cour de Cassation ne reproduit pas la distinction entre les choses dangereuses ou non. Il déclare, en effet, qu'il n'est pas nécessaire que la chose ait un vice inhérent à sa nature et susceptible de causer le dommage. Il rattache cependant la responsabilité à la garde de la chose, et non à la chose elle-même. En ce faisant, il suppose l'existence d'une obligation de garde dont l'étendue varie nécessairement suivant les circonstances et notamment avec le danger que la chose fait courir à autrui. Voir à ce sujet : Planiol et Ripert, *Traité pratique*, T. VI, n° 615.

pé au contrôle de son gardien. La solution devrait logiquement être la même (23).

La loi nouvelle, telle qu'elle a été interprétée par la jurisprudence, oblige à distinguer des situations qui ne semblent pas pouvoir l'être. Elle conduit ainsi à des incohérences, précisément parce qu'elle fait abstraction du principe sur lequel est basé la responsabilité de l'article 1384, pour apporter une exception à ce principe, en considération uniquement de l'un des faits générateurs des dommages.

Les choses intrinsèquement dangereuses, comme la dynamite ou la mélinite, l'essence ou les machines, créent des risques exceptionnels d'incendie. Il n'en est pas de même des maisons ou des objets inertes. Cela est si vrai que les Compagnies d'assurances demandent à leurs clients des primes dont le montant est d'autant plus élevé que les choses assurées présentent de dangers.

Ne faire aucune différence entre les détenteurs, c'est commettre une injustice. Car le gardien de la chose constitutive de risques anormaux a un devoir particulier de surveillance qui évoque l'idée d'une responsabilité de droit, sans faute prouvée, la seule arrivée du dommage établissant un manquement à l'obligation de garde ; au contraire, l'individu qui détient une chose inerte par elle-même, ne peut être responsable que s'il a commis une faute ou une imprudence (24).

Par la généralité de ses termes qui impliquent une portée objective illimitée et aussi une conception extensive

(23) Henri et Léon Mazeaud, op. cité, n° 1334.

(24) Besson, op. cité, page 322.

de l'idée de garde, la loi aboutit à ce résultat inadmissible et contraire au bon sens, que « ce sont les choses inoffensives — armoire, arbre, siphon — qui seraient, en fait, constitutives de risques par application de la vieille formule de l'article 1384, tandis que les choses dangereuses, incendiaires ou explosives — mélinite, essence, automobiles — seraient de tout repos pour leurs propriétaires, du moins dans le cas fréquent où, conformément à leur propension naturelle, elles deviendraient la cause ou l'aliment d'un incendie » (25).

Peu satisfaisante au point de vue du fondement de la responsabilité, la loi ne l'est pas plus en ce qui concerne les charges qu'elle impose aux individus.

En déplaçant le fardeau de la preuve, elle n'a pas diminué les risques, mais elle a seulement changé leur mode de répartition. Il s'en suit que ce qui ne sera pas supporté par le détenteur dont la situation est favorisée, le sera par le voisin.

Le législateur qui a voulu éviter aux assurés une augmentation de primes, n'a pas atteint son but.

En raison de la difficulté de prouver la faute du propriétaire de la chose qui a communiqué l'incendie, la victime aura peu de chances de réussir dans son action en indemnité. Son assureur, qui lui est substitué dans l'exercice de cette action, ne pourra plus se faire rembourser les sommes qu'il lui aura versées. Les risques courus par le voisin étant plus forts, la compagnie d'assurances lui réclamera des primes plus élevées.

(25) Josserand, note au D.P. 1926. 1. 130.

Il sera même onéreux d'habiter à proximité d'établissements commerciaux ou industriels présentant des dangers d'incendie, puisque ceux-ci créent encore une aggravation des risques ordinaires. Aussi, en raison de ce voisinage, les assureurs font payer à leurs clients des surprimes parfois importantes, et qui varient suivant la nature de l'industrie ou du commerce réputés dangereux.

Or, ces surprimes ont pour cause l'exercice de la profession dangereuse dont les voisins ne profitent pas. Elles couvrent un risque unique, celui qui résulte de cette profession dont l'industriel ou le commerçant bénéficient seuls. Ces derniers, responsables des dommages causés en raison des dangers qu'ils font courir aux tiers, devraient en supporter la charge (26).

La loi nouvelle qui n'a pas supprimé le risque, mais l'a seulement réparti, est ici encore injuste dans ses conséquences.

C'est d'ailleurs pour remédier à cette injustice que M. de Las Cases a déposé, le 6 juillet 1925, sur le bureau du Sénat, la proposition de loi suivante : « Celui qui, par son fait, notamment en exerçant une industrie ou un commerce dangereux, aggrave les risques d'incendie courus par ses voisins, est tenu de supporter les surprimes qui leur sont imposées de ce chef » (27).

Ainsi, la loi du 7 novembre 1922 doit être critiquée quant à la forme et quant au fond.

(26) Voir : Henri et Léon Mazeaud, op. cité, n° 1334 — Beson, op. cité, page 322.

(27) J. O. 1925. Sénat, Documents parlementaires, page 1195. Annexe 411.

Elle est un élément de désordre dans la théorie de la responsabilité du fait des choses inanimées, qu'elle consacre par ailleurs, et elle aboutit à des résultats arbitraires et injustes.

Cependant, par cela même qu'elle a écarté la présomption de faute dans certains cas où elle était le plus justifiée, elle a fait ressortir les avantages que présentait cette présomption, comme aussi les inconvénients qui résulteraient d'une généralisation abusive de la responsabilité de plein droit du gardien. Elle a fait apparaître combien le principe de cette responsabilité était juste, lorsqu'on l'appliquait à des choses dangereuses nécessitant un devoir particulier de surveillance, et en cela, elle a peut-être permis à la doctrine de se préciser et de s'unifier (28).

Ce serait là un de ses rares mérites, et l'on serait plutôt en droit de regretter l'intervention du législateur.

(28) Voir : Esmein, « Examen doctrinal. Responsabilité civile ». *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1927, p. 527.

CONCLUSION

Le recours des voisins en cas d'incendie est certainement l'une des questions juridiques qui, en raison, sans doute, des intérêts pécuniaires en jeu, a donné lieu aux controverses les plus passionnées. La loi du 7 novembre 1922 n'a pas apporté une solution satisfaisante.

Les deux systèmes en opposition, de la faute présumée et de la faute prouvée, ont tour à tour prévalu. Le premier, préféré dans l'ancienne France, a été abandonné pour le second au lendemain de la promulgation du Code civil. Mais, du fait même que les droits du voisin avaient été appréciés d'après les règles générales de la responsabilité quasi-délictuelle, leur sort était fatalement lié à celui de ces règles : ils ne pouvaient rester en dehors de l'évolution jurisprudentielle ; avec une logique rigoureuse, les Tribunaux ont appliqué la présomption du premier paragraphe de l'article 1384 du Code civil. La disposition légale nouvelle est revenue à la conception classique de la faute prouvée.

Ces variations du droit appliqué, qui peuvent paraître incohérentes, ne sont peut-être pas inexplicables. C'est que les deux doctrines opposées ont chacune leurs avantages et leurs inconvénients, qui, révélés par les circonstances, ont pu, sur le moment, faire préférer l'une à l'autre dans la recherche d'une solution toujours meilleure.

La preuve exigée, tantôt de l'occupant de l'immeuble, tantôt des voisins, est un lourd fardeau. La difficulté, sinon l'impossibilité, de la rapporter, laisse le plus souvent les conséquences du sinistre à la charge de celui à qui elle incombe.

Avec le système de la présomption de faute, les tiers lésés par l'incendie communiqué à leurs biens, ont de grandes chances d'obtenir réparation du préjudice qui leur est occasionné. Rien n'est plus juste.

Mais, le gardien de l'immeuble est responsable alors même que la cause originaire du feu demeure inconnue. Or cette cause peut ne pas lui être imputable, comme au cas de force majeure, de l'imprudence ou de la malveillance d'un tiers. Il supportera néanmoins les dommages.

Cette injustice est, au contraire, écartée, si l'on n'accorde des indemnités que lorsque la faute de l'auteur du sinistre est établie. Mais alors, si les circonstances de ce sinistre restent ignorées, le recours des voisins est voué à un échec. La ruine de leur immeuble n'est cependant pas leur fait ; il est vraisemblable et même probable qu'elle est due à la négligence, sinon à l'imprudence du premier sinistré. Aussi, le cas de celui-ci, le plus souvent, un industriel qui tire profit de la chose créatrice du dommage, a-t-il pu paraître moins intéressant que celui des victimes, plus nombreuses, et cette considération a pu amener le revirement de la jurisprudence.

Quand la cause du sinistre n'a pu être trouvée, les deux systèmes de la faute prouvée et de la faute présumée qui ne présentent d'ailleurs d'intérêt que dans ce cas, ne

sont donc pas, en général, plus satisfaisants l'un que l'autre (1).

Sans doute, la loi de 1922 est peut-être juste comme s'appliquant à la communication d'incendie par un immeuble ou une chose mobilière non dangereuse. Mais, elle l'est moins, en présence de la doctrine tirée par la jurisprudence du 1^{er} § de l'article 1384, lorsqu'il s'agit de choses présentant des risques particuliers et exceptionnels, soumises à la nécessité d'une garde.

Faudrait-il alors distinguer les choses dangereuses de celles qui ne le sont pas, pour appliquer la présomption de faute aux premières et le droit commun de la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle lorsque le préjudice serait occasionné par les secondes ? La discrimination serait particulièrement délicate à faire, une chose pouvant n'être pas nocive par elle-même, mais le devenir par suite des circonstances. L'intervention utile du législateur apparaît difficile en raison des cas d'espèce qui ne peuvent être prévus, et elle n'est pas souhaitable en présence de l'exemple de la loi de 1922. Laisser à la jurisprudence le soin de faire cette discrimination, c'est risquer d'aboutir à des solutions contradictoires et arbitraires.

Sans doute aussi, les juges du fond qui ont un pouvoir souverain d'appréciation, peuvent, dans une certaine mesure, atténuer la rigueur des principes, en se montrant moins exigeants dans l'examen des faits susceptibles d'être considérés comme preuve. Il leur est cependant impossible de combler complètement les lacunes.

(1) Voir Paul Esmein, « Examen doctrinal. Responsabilité civile ». *Revue critique de législation et de jurisprudence*. 1924, page 210.

Pratiquement, celles-ci n'ont peut-être pas l'importance qu'on pourrait croire, si l'on envisage uniquement les répercussions de l'incendie sur les fortunes.

Il y a lieu, en effet, de tenir compte d'un élément qui, à notre époque, est devenu d'une pratique courante : l'assurance.

C'est « le contrat par lequel l'assureur s'oblige, moyennant une rémunération appelée prime ou cotisation, à indemniser l'assuré des pertes ou dommages que peut éprouver celui-ci par suite de la réalisation de certains risques relatifs à ses biens ou à sa personne » (2).

Par suite, que la responsabilité de l'auteur du sinistre soit retenue ou non, le voisin qui aura pris la précaution d'assurer ses biens contre l'incendie, touchera de son assureur une indemnité correspondant au préjudice subi. Désintéressé, il n'aura plus d'action. Mais la Compagnie d'assurances agira à ses lieu et place (3).

(2) Colin et Capitant, op. cité, T. 2, page 596.

(3) Aux termes de l'article 36 de la loi du 13 juillet 1930, « l'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance, est subrogé, jusqu'à concurrence de cette indemnité, dans les droits et actions de l'assuré contre les tiers qui, par leur fait, ont causé le dommage ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur... ». Avant cette loi, une clause de style était insérée dans les polices, qui prévoyait que « par le seul fait de la police et sans qu'il soit besoin d'aucune autre cession ou transport, la Compagnie est subrogée dans tous les droits et recours de l'assuré contre les tiers responsables du sinistre ». Si l'expression de subrogation était inexacte, la convention était cependant licite (Cass. Civ. 3 février et 5 août 1885. D.P. 1886. 1. 173. - S. 1886. 1. 273 — Poitiers 18 décembre 1889. S. 1890. 2. 79 — Paris 27 mars 1903. S. 1903. 1. 261 — 31 décembre 1907. S. 1909. 2. 45). Elle constituait une cession de créance, l'assignation par l'assureur réalisant la notification de l'article 1690 du Code civil (Cass. Civ. 13 novembre 1928. D. H. 1928. 665).

Le tiers responsable aura alors contre lui des sociétés puissantes, et non plus des individus qui pourraient hésiter devant un procès toujours onéreux et aléatoire. Il est prudent qu'il se garantisse, autant que possible, contre les réclamations pécuniaires. L'assurance contre l'incendie a pour complément l'assurance de responsabilité contre le recours des voisins.

Cependant, comme on ne peut, en cette matière, évaluer à l'avance l'étendue des dommages qui apparaissent illimités, et comme l'assureur est tenu seulement jusqu'à concurrence de la somme assurée, l'assuré devra, le cas échéant, parfaire cette somme. Il sera tenu sur ses propres biens du complément nécessaire à la réparation intégrale du dommage.

C'est un gros danger, une grave menace que l'application de la présomption de faute a fait ressortir.

D'autre part, l'assurance contre le recours du voisin nécessite le versement d'une prime distincte et indépendante de celle de l'assurance incendie. Il y a là encore une charge pour les occupants d'immeubles, charge d'autant plus lourde que les tiers lésés sont plus protégés, plus favorisés, le taux des primes étant en rapport direct avec le degré de probabilité de l'arrivée du risque couvert.

En présence de l'assurance incendie, passée en quelque sorte dans les usages, la solution adoptée par le législateur de 1922 serait, à ce double point de vue, préférable au système jurisprudentiel de la faute présumée.

Malgré ses lacunes, sa rédaction obscure, les critiques qu'elle soulève, la loi nouvelle qui a rendu très rares les chances de succès de l'action des tiers contre l'auteur du

sinistre, présente économiquement l'avantage d'éviter des ruines fréquentes et de ne pas imposer aux individus prudents de trop lourdes primes d'assurance de responsabilité.

Ceci est parfait lorsqu'il s'agit uniquement de choses inoffensives, comme les maisons d'habitation.

Mais, lorsque parmi ces maisons se trouvent des établissements commerciaux ou industriels recélant des dangers spéciaux d'incendie, le système de la faute prouvée aboutit à des injustices, puisqu'à raison de l'aggravation des risques créés par ces dangers, les assureurs dont les recours sont voués à des échecs, exigent des voisins de l'industrie nocive, des surprimes, alors qu'il serait logique que les industriels supportent les conséquences de l'aggravation des risques à laquelle leurs exploitations donnent lieu.

Il pourrait être remédié à cette situation en faisant payer les surprimes en question par les industriels, ainsi que l'a proposé M. le sénateur de Las Cases.

Sous cette réserve, et si l'on considère que l'assurance par les possédants de leurs propres choses « réalise une répartition des charges plus équitable que celle qui consisterait pour chacun à être garanti par ses voisins » (4), on est amené à se demander s'il ne serait pas préférable de supprimer, en matière d'incendie, le recours des voisins.

Dans la pratique, en effet, derrière les parties au procès, se trouvent les Compagnies d'assurances : les unes, demanderesses, assurant le risque incendie, les autres, défenderesses, assurant le risque responsabilité.

(4) Esmein. Examen doctrinal, op. cité, 1924, pages 128, 129.

Or, les premières se sont engagées à réparer le dommage causé à leurs assurés par un incendie éventuel. Celui-ci s'étant produit, elles sont devenues débitrices en exécution de leurs contrats ; elles ont, en payant les indemnités, acquitté leurs propres dettes.

Sans doute, dans le calcul des probabilités, les assureurs ont tenu compte de la possibilité du recours que la loi leur réserve. La suppression de ce recours aurait pour conséquence une majoration du taux des primes de l'assurance-incendie. Mais cette majoration minime entraînerait une dépense inférieure au montant des primes de l'assurance de responsabilité. Il y aurait un bénéfice pécuniaire certain pour l'assuré qui, en outre, ne courrait plus le risque d'être ruiné.

Le public, tout en ayant des charges moins onéreuses à supporter, acquièrerait ainsi une plus grande tranquillité. En donnant plus de stabilité aux fortunes et aux situations individuelles, le système préconisé consoliderait par là-même le corps social lui-même (5). N'était-ce pas cela qu'avait recherché le législateur de 1922 ?

La suppression du recours des voisins qui avait été envisagée à l'époque par MM. les sénateurs Ruffier et Duquaire, leur avait paru « peut-être trop radicale », bien que d'autres peuples l'aient adoptée (6).

Mais la loi de 1922 s'est révélée à l'usage encore moins heureuse que la doctrine jurisprudentielle de la présomp-

(5) Voir la chronique de M. Savatier : « Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels », D. H. 1931 - 9.

(6) Proposition de loi déposée à la séance du Sénat du 10 novembre 1921.

tion de faute à laquelle les promoteurs de la loi avaient voulu remédier.

« Dans un pays où l'on est porté invinciblement à faire produire à une idée ses conséquences logiques et où l'on a besoin de notions et de formules claires, un système qui conduit à des solutions inacceptables et qui, quand on veut l'atténuer, ne peut l'être par une limite précise, doit être rejeté » (7).

La suppression de tout recours en cas d'incendie, avec comme corollaire l'assurance-incendie obligatoire, pourrait peut-être aujourd'hui faire l'objet d'une étude utile (8).

(7) Esmein. Examen doctrinal, op. cité, 1924, page 213.

(8) L'idée que cette suppression serait réalisée, avait d'ailleurs été exprimée, avant le vote de la loi du 7 novembre 1922, par M. Edouard Arnaud, vice-président de la Fédération Nationale des Syndicats d'agents généraux d'assurances de France et des Colonies, dans son rapport présenté lors de l'assemblée générale de cette Fédération, les 13, 14 et 15 mars 1922 : « A chaque jour suffit sa peine. Quand nous serons sortis, par un texte législatif, de la singulière et particulièrement grave situation où nous avait placés — assurés et assureurs — la jurisprudence nouvelle, nous verrons peut-être à demander mieux : l'abrogation de tous les recours, sous des réserves nécessaires à formuler ».

Vu : *Le Président*,
RIPERT.

Vu : *le Doyen*,
Edgar ALLIX.

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — Cours de Droit Civil Français. Tome V.
- BESSON (André). — « Le recours des voisins en cas d'incendie et la loi du 7 novembre 1922 ». Revue critique de Législation et de Jurisprudence. 1927.
- BOURJON. — Le Droit Commun de la France. Livre VI.
- CESBRON (Maurice). — « Le recours des voisins en cas d'incendie ». Journal des Notaires. 1923.
- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de Droit civil français. Tome II.
- DEMOGUE. — Traité des Obligations. Tome V.
- DEMOGUE. — « Obligations et contrats spéciaux ». Revue trimestrielle de Droit civil. 1928.
- ESCAVY. — Le recours du voisin en cas d'incendie. Thèse Paris. 1923.
- ESMEIN (Paul). — « Examen doctrinal. Responsabilité civile ». Revue critique de législation et de jurisprudence. 1924, 1925, 1927.
- FENET. — Le Recueil complet des travaux préparatoires du Code Civil. Tome II.
- GRÜN et JOLIAT. — Traité des Assurances.
- GUYOT. — Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale. Tome IX.
- LALOU (Henri). — La responsabilité civile (édition de 1932).

- MAZEAUD (Henri). — « La faute dans la garde ». Revue trimestrielle de Droit civil. 1925.
- MAZEAUD (Henri et Léon). — Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité élémentaire de Droit civil. Tomes I et II.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de Droit civil français. Tome VI.
- POUGET. — Dictionnaire des Assurances.
- PONCEAU (Robert). « De la question des risques en cas d'incendie dans les maisons divisées par étages ». Revue critique de Législation et de Jurisprudence. 1925.
- RICHARD et MAUCORPS. — Traité de la responsabilité civile en matière d'incendie.
- RIPERT. — La règle morale dans les obligations.
- TROPLONG. — Du louage.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Les limites du recours des voisins	7
<i>Section 1.</i> — L'incendie	7
<i>Section 2.</i> — Le voisin	10
§ a) Responsabilité du débiteur d'un corps certain	11
§ b) Responsabilité du locataire	12
§ c) Responsabilité du sous-locataire et du cessionnaire	17
§ d) Responsabilité des propriétaires d'é- tages	18
CHAPITRE II. — Les solutions antérieures à la loi du 7 novembre 1922	23
<i>Section 1.</i> — L'ancien Droit	23
<i>Section 2.</i> — Le Code Civil	26
<i>Section 3.</i> — L'évolution jurisprudentielle	35
<i>Section 4.</i> — Les répercussions de la nouvelle ju- risprudence	51
CHAPITRE III. — La loi du 7 novembre 1922	58
<i>Section 1.</i> — Son élaboration	58
<i>Section 2.</i> — Son objet	62
<i>Section 3.</i> — Son caractère modificateur	67
<i>Section 4.</i> — Son domaine d'application	84

§ a) Les biens	84
§ b) Les sinistres	99
§ c) Les dommages	119
§ d) Les personnes	121
Section 5. — Critique de la loi	132
CONCLUSION	147
BIBLIOGRAPHIE	157



